

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL
DU 28 NOVEMBRE 2013
PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING
VAN 28 NOVEMBER 2013

Etaient présents/waren aanwezig : M./de h. De Decker, Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter;

MM./de hh. Cools, Sax, Mmes/Mevr. Maison, Gol-Lescot, M./de h. Biermann, Mmes/Mevr. Delwart, Roba-Rabier, échevins/schepenen;

Mmes/Mevr. Gustot, Dupuis, M./de h. Martroye de Joly, Mmes/Mevr. Fraiteur, Verstraeten, MM./de hh. Wyngaard, De Bock, Vanraes, Mme/Mevr. François, M./de h. Toussaint, Mme/Mevr. de T'Serclaes, MM./de hh. Desmet, Hayette, Mmes/Mevr. Francken, Delvoye, M./de hh. Reynders, Mmes/Mevr. Culer, Van Offelen, MM./de hh. Bruylant, Cornelis, Cadranel, Hublet, Zygas, Mmes/Mevr. Baumerder, De Brouwer, M./de hh. Minet, Mmes/Mevr. Ledan, Charles-Duplat, conseillers/gemeenteraadsleden;

M. Parmentier, secrétaire communal f.f./wnd Gemeentesecretaris.

Se sont fait excuser/hebben zich verontschuldigd : M. l'Echevin/ de h. schepen Dilliès, Mmes/Mevr. Fremault, Bakkali, M./de h. Wagemans et/en Mme/Mevr. Zawadzka.

- La séance est ouverte à 20h17. –

- De zitting is geopend om 20u17 -

A. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24 octobre 2013.

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24 octobre 2013 est déposé sur le bureau. S'il ne donne pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, il sera considéré comme approuvé à l'unanimité.

Onderwerp A : Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 24 oktober 2013.

De proces-verbalen van de gemeenteraadszitting van 24 oktober 2013 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

8C – 1 C.P.A.S.- Compte de l'exercice 2012.- Approbation.

M./de h. Vanraes explique que le compte de l'exercice 2012 du C.P.A.S. se clôture par un mali comptable final de 142.202,21 €. Ceci s'explique par le fait qu'un certain nombre de créances aléatoires ont été liquidées dans ce compte.

De plus, une série de créances douteuses peuvent être soit institutionnelles soit privées. Dans le premier cas, un conflit institutionnel peut durer 7 ans avant de trouver une solution et dans le second, des avances sont accordées aux gens et ce n'est qu'après une étude de 3 ou 4 ans que l'on constate que cette créance ne sera jamais récupérée.

- **M. Cadranel entre en séance –**

- **de h. Cadranel komt de zitting binnen -**

Mme/Mevr. Verstraeten souhaite connaître la différence des montants entre les créances douteuses institutionnelles et privées. Un comparatif a-t-il été établi entre les créances douteuses de la Commune d'Uccle et celles des autres communes? **Il faudrait prendre en compte les chômeurs et ceux exclus du chômage.**

M./de h. Minet s'interroge sur quelques termes établis dans le rapport. En effet, celui-ci explique que les situations sociales sont actuellement plus complexes et que la clientèle classique du C.P.A.S. change. Qu'est-ce que cela veut dire? Quelle est la complexité qui s'annonce aujourd'hui? Quel est le changement opéré concernant les demandeurs d'une aide sociale? Qu'est-ce qui change en 2013?

Des situations de plus en plus hétérogènes, demandant des réponses créatives, ont été évoquées. En quoi peut-on être aujourd'hui créatif pour répondre à l'hétérogénéité des problèmes sociaux, de pauvreté, d'endettements, ... L'assuétude a également été abordée. Quelle prévention adoptent la commune et le C.P.A.S. pour ne pas devoir toujours répondre à l'urgence des problèmes liés à l'assuétude?

Les deux dernières réflexions sont liées au personnel, aux travailleurs sociaux, aux assistantes sociales, qui gèrent notamment des problèmes de troubles de santé mentale, de plus en plus importants, mais aussi des problèmes liés aux assuétudes (drogues, à l'alcool,...). A quel type de formation et de supervision, les travailleurs sociaux participent-ils? En 2012, ceux-ci ont participé à une formation de deux jours afin de connaître les différents problèmes liés à la psychiatrie. Deux jours sont malheureusement insuffisants. Six demi-journées (3 jours) sont consacrées au suivi des mises à jour des travailleurs sociaux. Comment cette supervision s'établit-elle?

Comment le stress des travailleurs sociaux est-il géré vu la difficulté qu'engendre cet emploi?

- Mme Fraiteur entre en séance -

- Mevr. Fraiteur komt de zitting binnen -

Mme/Mevr. Dupuis souhaite poser une question technique concernant le document intitulé : "Analyse financière 2012", qui semble être une nouvelle imposition de présentation des comptes. Le Conseil communal y est invité à envisager l'analyse financière avec une extrême prudence. La comptabilité est obligatoirement adaptée à un certain nombre de normes ?

M./de h. Vanraes commence par répondre à la dernière question posée par Mme Dupuis concernant le document intitulé : "Analyse financière 2012". En matière de comptabilité, un certain nombre de règles très strictes sont émises par la Région (Commission communautaire commune). Celles-ci sont parfois interpellantes. Il s'agit de règles comptables, n'ayant rien à voir avec la gestion pure, toutes différentes de celles de la commune et qui changent chaque année.

Concernant l'intervention de M. Minet, M. Vanraes cite un exemple assez simple mais qui explique exactement l'évolution de la société. Dans le passé et encore de nos jours, le C.P.A.S. des communes rurales emploie des assistants sociaux généralistes. Lorsqu'un assistant social reçoit un client, il essaie de régler tous ses problèmes (maladie, manque de moyens financiers,...). Cette évolution a pour conséquence que l'assistant social n'est plus suffisamment spécialisé pour aborder tous les problèmes des plus démunis. Des spécialisations doivent donc être créées. C'est pourquoi, des assistants sociaux de quartier voient le jour dans de nombreux C.P.A.S., y compris à Uccle. A côté de cela, des assistants sociaux s'occupent de la gestion patrimoniale, d'autres de l'insertion sociale d'une personne isolée. En effet, si cette personne participe à la vie sociale, elle évitera de nombreux problèmes tels que l'assuétude à la boisson ou autres. L'approche est nécessairement différenciée. Une personne vient avec un problème bien précis mais qui en cache d'autres.

Concernant la gestion du stress du personnel, les assistants sociaux de quartier ont proposé, lors d'une réunion, de changer leur organisation afin d'améliorer le service offert aux personnes mais aussi la situation de travail des assistants sociaux. Ceux-ci seront d'ailleurs aussi convoqués pour exposer leurs doléances. Une fois le travail accompli, M. Vanraes invite les conseillers communaux intéressés à venir les écouter car le travail est intéressant mais beaucoup plus compliqué qu'on ne le pense.

Concernant la gestion du stress, il dit qu'un professeur suit en permanence la situation des travailleurs. En outre, une cellule spéciale stress existe. En plus des nombreux rendez-vous dans son planning, l'assistant social doit également faire face aux urgences. Ce type d'imprévus équivaut à 35 % de travail supplémentaire.

Il doit également rédiger des rapports, aller à domicile, ce qui conduit à une gestion du temps bien plus compliquée qu'on ne le pense. Le nombre d'entretiens au C.P.A.S. a plus que doublé en huit ans.

M. Vanraes possède une liste afin de répondre à la question relative aux différentes créances ouvertes et qu'il peut remettre le cas échéant.

M. Vanraes souhaite également attirer l'attention sur une erreur énoncée dans le Wolvendael. Le C.P.A.S. n'a, en effet, pas contracté une dette de 400 millions d'euros.

M. le Président propose de passer au vote et invite MM. Vanraes, Martroye de Joly, De Bock et Mme Delvoye à sortir.

De h. Voorzitter stelt voor om over te gaan tot stemming en vraagt aan de hh. Vanraes, Martroye de Joly, De Bock en Mevr. Delvoye de zaal te verlaten.

Objet 8C – 1 : C.P.A.S.- Compte de l'exercice 2012.- Approbation.

Le Conseil,

Vu l'article 89 de la loi organique des Centres publics d'action sociale;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 9 octobre 2013, parvenue à l'Administration le 18 octobre 2013 arrêtant définitivement et acceptant le compte de l'exercice 2012 du C.P.A.S., qui se clôture par un mali comptable final de 142.202,21 € entraînant la correction de la dotation communale,

Approuve le compte de l'exercice 2012 du C.P.A.S.

Onderwerp 8C – 1 : O.C.M.W.- Rekening van het dienstjaar 2012.- Goedkeuring.

De Raad,

Gelet op artikel 89 van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Aangezien bij beraadslaging van 9 oktober 2013, bij het Gemeentebestuur aangekomen op 18 oktober 2013, de Raad voor Maatschappelijk welzijn besloten heeft de rekening van het dienstjaar 2012 van het O.C.M.W., welke zich afsluit met een finaal boekhoudkundig mali van 142.202,21 € die de bijpassing van de gemeente corrigeert, aan te nemen en definitief goed te keuren,

Beslist de rekening van het dienstjaar 2012 van het O.C.M.W. goed te keuren.

**- MM. Vanraes, Martroye de Joly, De Bock et Mme Delvoye rentrent –
- de hh. Vanraes, Martroye de Joly, De Bock en Mevr. Delvoye komen de zaal
binnen -**

Objet 1A – 1 : Service Prévention.- Plan local de prévention et de proximité.- Avenant 2013.

Le Président expose :

"Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale a fait parvenir à notre administration le Plan local de prévention et de proximité 2013. Cette convention, établie pour la commune sur base d'un projet du Service Prévention approuvé par le Collège en date du 13 novembre 2013, entre en vigueur le 1er janvier 2013 et se termine le 31 décembre 2013. Le Ministre-Président s'engage à mettre à disposition de la Commune le montant de 566.964,70 € pour mener les actions de prévention énumérées dans le plan. Ce

montant représente une augmentation de 148.514,85 € par rapport au subside initialement prévu pour l'année 2013."

Le Conseil,
Entendu l'exposé ci-dessus;
Approuve la convention.

Onderwerp 1A – 1 : **Preventiedienst.- Goedkeuring van het plaatselijk preventie- en buurtplan.- Aanhangsel 2013.**

De voorzitter licht toe :

"De minister-president van het Brussels hoofdstedelijk Gewest heeft het plaatselijk preventie- en buurtplan 2013 naar onze gemeentelijke overheid gestuurd. Deze overeenkomst, opgemaakt voor de gemeente Ukkel op basis van een project dat door de Preventiedienst werd opgesteld en door het College op 13 november 2013 werd goedgekeurd, treedt in werking op 1 januari 2013 en loopt tot 31 december 2013. De minister-president verbindt er zich toe een bedrag van 566.964,70 € ter beschikking te stellen om de in het plan opgesomde preventiecampagnes te organiseren. Dit bedrag betekent een toename van 148.514,85 € in vergelijking met de oorspronkelijke toelage."

De Raad,
Gelet op deze toelichting,
Keurt deze overeenkomst goed.

Objet 1B – 1 : **Service Ucclois de la Jeunesse.- Démission d'un administrateur.- Remplacement.**

Le Conseil,
Vu sa décision du 28 mars 2013, désignant notamment Mme Bénédicte Chevalier en qualité d'administrateur au sein de l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse;
Attendu que l'intéressée a présenté la démission de son mandat;
Que le groupe CdH propose de la remplacer par M. Nico Patelli, domicilié avenue du Fond'Roy, 2A;
Sur proposition du Collège,
Désigne M. Nico Patelli en qualité d'administrateur au sein de l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse, en remplacement de Mme Bénédicte Chevalier.
Le Conseil communal se réserve le droit de retirer ce mandat en tout temps.

Onderwerp 1B – 1 : **Ukkelse Dienst voor de Jeugd.- Vervanging van een bestuurder.**

De Raad,
Gelet op zijn beslissing van 28 maart 2013 om Mevr. Bénédicte Chevalier aan te wijzen als bestuurder binnen de V.Z..W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd;
Aangezien de groep CdH voorstelt om haar te vervangen door de h. Nico Patelli, gehuisvest in de Vronerodelaan, 2A;
Op voorstel van het College,
Wijst de h. Nico Patelli aan als bestuurder binnen de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd ter vervanging van Mevr. Bénédicte Chevalier.
De Gemeenteraad heeft het recht om dit mandaat te allen tijde in te trekken.

Objet 1B – 2 : **Sibelga/Interfin.- Modifications statutaires.**

Le Conseil,
Vu la loi du 22 décembre 1986 sur les intercommunales;
Vu les statuts coordonnés de Sibelga et en particulier l'article 40;

Vu les statuts coordonnés d'Interfin et en particulier l'article 36;

Attendu notamment que :

- la prolongation du terme de Sibelga doit permettre à celle-ci de prendre des engagements et de rechercher des moyens de financement à long terme, correspondant à la nature de ses investissements; qu'une telle prolongation constitue un préalable à l'obtention du renouvellement de ses licences de gestionnaire des réseaux de distribution d'électricité et de gaz en Région de Bruxelles-Capitale;

- l'objet statutaire d'Interfin est d'assurer la coordination de l'action des dix-neuf communes associées au sein de Sibelga, le financement de Sibelga et la prestation de services au profit de celle-ci; que la prolongation du terme de Sibelga justifie la prolongation du terme d'Interfin pour une même durée;

- la création d'un Comité d'audit en Sibelga constitue une mesure de bonne gouvernance qui permet aux associés, outre ce que prévoit le droit des intercommunales et des sociétés, d'exercer des contrôles plus approfondis non seulement sur les comptes mais aussi sur la gestion des risques et de la qualité;

- l'incorporation des primes d'émission au capital constitue une mesure de simplification du bilan de Sibelga;

Décide :

- d'approuver les modifications proposées aux articles 5 et 22 des statuts de Sibelga;

- d'approuver l'augmentation de la part variable du capital social de Sibelga par voie d'incorporation de la prime d'émission d'un montant de dix millions cent douze mille quatre cent nonante-neuf euros et sept eurocents (10.112.499,07 €) et, en conséquence, la création de 101.125 parts A nouvelles attribuées à Interfin;

- d'approuver les modifications apportées à l'article 4 des statuts d'Interfin.

Onderwerp 1B – 2 : **Sibelga/Interfin.- Wijzigingen van de statuten.**

De Raad,

Gelet op de wet van 22 december 1986 op de intercommunales;

Gelet op de gecoördineerde statuten van Sibelga en in het bijzonder artikel 40;

Gelet op de gecoördineerde statuten van Interfin en in het bijzonder artikel 36;

Overwegende onder meer dat :

- de verlenging van de duur van Sibelga de vennootschap in staat moet stellen verbintenissen aan te gaan en financieringsmiddelen te zoeken op de lange termijn, wat aansluit bij de aard van haar investeringen; dat een dergelijke verlenging een voorafgaande voorwaarde vormt om vernieuwing te bekomen van haar vergunningen als beheerder van de distributienetten voor elektriciteit en gas in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- het statutaire doel van Interfin de coördinatie van de werking van de 19 geassocieerde gemeenten binnen de intercommunale Sibelga, de financiering van Sibelga en het presteren van diensten ten gunste van die intercommunale behelst; dat de verlenging van de duur van Sibelga reden is om ook de duur van Interfin met eenzelfde periode te verlengen;

- de oprichting van een Auditcomité binnen Sibelga een maatregel van goed bestuur vormt, die de vennoten de mogelijkheid biedt om, naast de instrumenten krachtens de wetgeving op de intercommunales en het vennootschapsrecht, grondiger controles door te voeren niet alleen van de rekeningen maar ook op het vlak van risico- en kwaliteitsbeheer;

- de toevoeging van uitgiftepremies aan het kapitaal een maatregel vormt tot vereenvoudiging van de Sibelga-balans.

Beslist :

- goedkeuring te verlenen aan de voorgestelde wijzigingen aan artikel 5 en 22 van de Sibelga-statuten;

- goedkeuring te verlenen aan de verhoging van het variabel gedeelte van het maatschappelijk kapitaal van Sibelga middels toevoeging van de uitgiftepremie ten bedrage van tien miljoen honderdentwaalfduizend vierhonderdnegenennegentig euro en zeven eurocent (10.112.499,07 €) en dientengevolge aan de creatie van 101.125 nieuwe aandelen A die Interfin toekomen;

- goedkeuring te verlenen aan de wijzigingen aan artikel 4 van de Interfin-statuten.

Objet 1B – 3 : **HYDROBRU.- Modifications des statuts sociaux.**

Le Conseil,

Vu les articles 117 et 135 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 56 des statuts sociaux d'HYDROBRU;

Vu l'article 9 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales et l'article 57 des statuts sociaux d'HYDROBRU;

Considérant la décision du Conseil d'Administration d'HYDROBRU du 27 septembre 2013 de soumettre à l'Assemblée générale un projet de modifications statutaires portant sur :

1) la refonte des mécanismes de rétrocession directs et indirects de l'Intercommunales vers les communes associées et l'uniformisation des tarifs d'abonnements à l'échelle de la Région de Bruxelles-Capitale [impact sur les articles 44, 54 bis (nouveau) et 55 des statuts sociaux];

2) la suppression du Collège des Commissaires, rendue possible par l'adoption par le Parlement bruxellois d'une ordonnance ad hoc le 1er mars 2012 [impact sur les articles 24, 25, 28, 29, 45, 50, 51, 52 et 66 des statuts sociaux];

3) la reformulation des dispositions statutaires relatives au respect par l'Intercommunale des lois et réglementations linguistiques [impact sur l'article 64 des statuts sociaux];

Considérant la note explicative relative aux modifications susmentionnées présentée par HYDROBRU;

Considérant que les modifications statutaires ainsi proposées sont pertinentes et justifiées en regard des objectifs poursuivis,

Décide d'approuver les modifications statutaires d'HYDROBRU, telles qu'adressées par l'Intercommunale en date du 9 octobre 2013 au Collège des Bourgmestre et Echevins, en vue de leur entrée en vigueur au 1er janvier 2014.

Onderwerp 1B – 3 : **HYDROBRU.- Wijziging van de statuten.**

De Raad,

Gelet op de artikelen 117 en 135 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 56 van de statuten van HYDROBRU;

Gelet op artikel 9 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales en artikel 57 van de statuten van HYDROBRU;

Gelet op de beslissing van de Raad van Bestuur van HYDROBRU op zijn zitting van 27 september 2013 om aan de Algemene Vergadering een ontwerp tot wijziging van de statuten voor te leggen met betrekking tot :

1) de herziening van de mechanismen voor directe en indirecte retrocessie door de intercommunale aan de aangesloten gemeenten en uniformering van de abonnementsstarieven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest [impact op de artikelen 44, 54 bis (nieuw) en 55 van de statuten];

2) de afschaffing van het College van Commissarissen, die werd mogelijk gemaakt door de aanneming van een ad-hocordonnantie door het Brussels Parlement op 1 maart 2012 [impact op de artikelen 24, 25, 28, 29, 45, 50, 51, 52 en 66 van de statuten];

3) de herformulering van de statutaire bepalingen over de naleving van de wetten en bepalingen inzake talen door de intercommunale [impact op artikel 64 van de statuten];

Gelet op de door HYDROBRU voorgelegde verklarende nota over de hierboven vermelde wijzigingen;

Overwegende dat de aldus voorgestelde statutenwijzigingen relevant en gerechtvaardigd zijn gezien de nagestreefde doelstellingen,

Besluit in te stemmen met de statutenwijzigingen van HYDROBRU, zoals ze door de intercommunale op 9 oktober 2013 werden gestuurd naar het college van burgemeester en schepenen met het oog op de inwerkingtreding ervan op 1 januari 2014.

Objet 1D – 1 : Fabrique d'église de Sainte-Anne.- Modifications budgétaires 2013.- Avis.

Le Conseil,

Attendu que l'Eglise Sainte-Anne nous a fait parvenir ses demandes de modifications budgétaires pour 2013 qui n'ont aucune implication financière pour la commune;

Vu les résultats de ces derniers tels qu'ils ont été présentés par l'Administration fabricienne :

Fabrique d'église	Augmentation des Recettes	Augmentation des Dépenses	Diminution des Recettes	Diminution des Dépenses	Remarques
Sainte-Anne	70.000	70.000	-	-	-

Vu l'article premier de la loi du 5 mars 1870 sur le Temporel des Cultes,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par la Tutelle des modifications budgétaires 2013 de la fabrique d'église.

Onderwerp 1D – 1 : Kerkfabriek van Sint-Anna.- Begrotingswijzigingen 2013.- Advies.

De Raad,

Aangezien de Sint-Annakerk zijn aanvragen voor begrotingswijzigingen voor 2013 heeft overgemaakt die voor de gemeente geen enkele financiële gevolgen inhouden;

Gelet op de resultaten van deze laatste zoals ze werden voorgelegd door het bestuur van de kerkfabriek :

Kerkfabriek	Verhoging van de ontvangsten	Verhoging van de uitgaven	Vermindering van de ontvangsten	Vermindering van de uitgaven	Opmerkingen
Sint-Anna	70.000	70.000	-	-	-

Gelet op het eerste artikel van de wet van 5 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten,

Beslist een gunstig advies te verlenen aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de begrotingswijzigingen 2013 van de kerkfabriek.

Objet 1D – 2 : Fabriques d'église catholiques.- Comptes de 2012.- Avis.

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Attendu que les comptes pour 2012 qui ont été transmis par les administrations fabriennes se clôturent comme suit :

FABRIQUES d'EGLISE	COMPTES		
	EN EXCEDENT	EN DEFICIT	REMARQUES
Carloo Saint-Job	3.405,3 5	-	-
Saint-Joseph	1.345,0 4	-	-
Saint-Paul	48.062, 16	-	-
Sacré-Cœur	3.859,0 4	-	-
Précieux-Sang	6.331,8 0	-	-
Saint-Augustin	7.734,6 3	-	-

Emet un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle des comptes 2012 des administrations fabriennes.

Onderwerp 1D – 2 : **Katholieke kerkfabrieken.- Rekeningen voor 2012.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Aangezien de rekeningen voor 2012 die door de godsdienstige besturen overgemaakt werden zich als volgt afsluiten :

KERKFABRIEK	REKENINGEN		
	IN OVERSCHRIJDING	TEKORT	OPMERKINGEN
Carloo Sint-Job	3.405,35	-	-
Sint-Jozef	1.345,04	-	-
Sint-Paulus	48.062,16	-	-
Heilig Hart	3.859,04	-	-
Kostbaar Bloed	6.331,80	-	-
Sint-Augustinus	7.734,63	-	-

Beslist een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voorgedijoverheid goed te keuren rekeningen voor 2012 van de godsdienstige besturen.

Objet 1E – 1 : **Subsides aux associations patriotiques.- Année 2013.**

"Le Président expose :

En séance du 13 novembre 2013, le Collège a décidé d'octroyer un montant de 250,00 € aux associations patriotiques ci-après ayant introduit leur rapport d'activités et un bilan de comptes et de recettes :

- L'Union des Groupements patriotiques d'Uccle	250 €
- Fédération Royale Nationale des Invalides de Guerre	250 €
- Le Front de l'Indépendance Nationale	250 €
- Fraternelle Royale du Corps de Volontaires de Guerre pour la Corée	250 €
Total :	1.000 €.

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées,

Décide de ratifier la répartition des subsides à imputer à l'article 105/332-02/MA/91 des dépenses ordinaires du budget 2013, telle que fixée ci-dessus.

Onderwerp 1E – 1 : **Ukkelse vaderlandslievende verenigingen.- Toelagen 2013.**

De voorzitter licht toe :

"In zitting van 13 november 2013 heeft het College een aanmoedigingstoelage van 250 € toegekend aan de hieronder vermelde ukkelse vaderlandslievende verenigingen, die een activiteitenverslag en een balans van rekeningen en ontvangsten hebben overhandigd :

- L'Union des Groupements patriotiques d'Uccle	250 €
- Fédération Royale Nationale des Invalides de Guerre	250 €
- Le Front de l'Indépendance	250 €
- Fraternelle Royale du Corps de Volontaires de Guerre pour la Corée	250 €
Totaal :	1.000 €

De Raad,

Gehoord deze toelichting;

Gelet op de bekrachtiging van door de Raad van de verdeling van de toelagen zoals vastgesteld op de tabel hierboven en van de inschrijving van deze uitgaven op artikel 105/332-02/MA/91;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 die de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen verzekert, waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelagen tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigde vergadering der overheid behoort;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de rechtvaardigde stukken werden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteiten te staven,

Besluit de verdeling van toelagen te bekrachtigen zoals vastgesteld op de tabel hierboven en de uitgaven in te schrijven op artikel 105/332-02/MA/91 van de gewone uitgaven van de begroting van 2013.

Objet 2B – 1 : Environnement.- Marchés publics.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, de décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins fixant les conditions des marchés.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 23 octobre 2013 - Mission d'étude et d'encadrement pour l'aménagement spécifique du vallon du Gaesbeek - 40.000 € (TVA comprise) - Article 879/747-60/93 - Emprunt;
- 23 octobre 2013 - Installation de panneaux photovoltaïques (Ecole du Longchamp) - 45.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 6 novembre 2013 - Installation de panneaux photovoltaïques (Ecole du Homborch) - 45.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 6 novembre 2013 - Installation de panneaux photovoltaïques (Ecole du Centre) - 30.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 6 novembre 2013 - Installation de panneaux photovoltaïques (Ecole de Verrewinkel) - 30.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 6 novembre 2013 - Installation de panneaux photovoltaïques (Ecole du Val Fleuri) - 45.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 13 novembre 2013 - Mission d'étude et de conseil : accompagnement énergétique des services communaux - 55.000 € (T.V.A. comprise) - Article 879/747-60/93 - Emprunt.

Onderwerp 2B – 1 : Overheidsopdrachten.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen die de voorwaarden van de opdracht vaststellen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 23 oktober 2013 - Studie- en omkaderingsopdracht voor de specifieke aanleg van de vallei van de Gaasbeek - 40.000 € (TVA inbegrepen) - Artikel 879/747-60/93 - Lening;
- 23 oktober 2013 - Installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen (School Longchamp) - 45.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 6 november 2013 - Installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen (School Homborch) - 45.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 6 november 2013 - Installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen (School Centrum) - 30.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 6 november 2013 - Installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen (School Verrewinkel) - 30.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 6 november 2013 - Installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen (School Val Fleuri) - 45.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 13 november 2013 - Studieopdracht : begeleiding van de gemeentediensten inzake energiebeheer - 55.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 879/747-60/93 - Lening.

Objet 2B – 2 : Environnement.- Subside annuel de fonctionnement à l'A.S.B.L. Chats Libres pour la stérilisation des chats errants.- Budget 2013.

Le Conseil,

Vu la délibération du Collège échevinal du 16 septembre 2008 autorisant la demande annuelle de subside auprès de Bruxelles Environnement;

Vu la décision de Bruxelles Environnement du 1er octobre 2008 d'octroyer un subside d'un montant annuel maximum de 4.000 € aux communes pour la stérilisation des chats errants;

Considérant que, au vu des premiers chiffres de 2013, le nombre d'interventions de l'A.S.B.L. Chats Libres sur le territoire communal devrait être équivalent à celui de 2012 et que le subside de Bruxelles Environnement devrait donc être du même ordre de grandeur que celui de cette année-là, à savoir 2.290 €;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire du 30 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu le document de demande de subvention établi par la Commune et qui sera soumis à l'asbl Chats Libres dès accord d'octroi de subside par le Collège;

Considérant que la Commune collabore avec succès avec l'A.S.B.L. Chats Libres depuis de nombreuses années dans le cadre d'un programme de stérilisation et de soins aux chats errants;

Etant donné qu'un montant de 4.000 € est inscrit au budget 2013 à l'article 875/332-02/93,

Marque son accord sur l'octroi d'un subside de 4.000 € à l'A.S.B.L. Chats Libres pour son action de stérilisation de chats errants sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Onderwerp 2B – 2 : Milieu.- Jaarlijkse werkingstoelage voor de V.Z.W. Vrije Katten voor de sterilisatie van zwerfkatten.- Begroting 2013.

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van 16 september 2008 waarbij de jaarlijkse subsidieaanvraag bij Leefmilieu Brussel werd toegestaan;

Gelet op de beslissing van Leefmilieu Brussel van 1 oktober 2008 om een subsidie van een bedrag van € 4.000 toe te staan aan de Gemeenten voor de sterilisatie van zwerfkatten;

Overwegende dat, bij nazicht van de eerste cijfers van 2013, het aantal interventies van Vrije Katten op het gemeentelijk grondgebied gelijkaardig zou moeten zijn aan die van 2011 en dat de subsidie van Leefmilieu Brussel dus van dezelfde grootte zou moeten zijn als die van dit jaar, te weten 2.290 €;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle van de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Gelet op de omzendbrief van 30 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 betreffende de controle van de toekenning en het gebruik van de subsidies die door de gemeenten worden toegekend;

Gelet op het door de gemeente opgestelde subsidieaanvraagdocument dat aan de V.Z.W. Vrije Katten zal worden voorgelegd zodra het College heeft ingestemd met het toekennen van de subsidie;

Overwegende dat de Gemeente al talrijke jaren met succes met V.Z.W. Vrije Katten samenwerkt in het kader van een programma voor de sterilisatie en zorgverlening aan zwerfkatten;

Aangezien een bedrag van € 4.000 onder artikel 875/332-02/93 van de begroting 2013 ingeschreven staat,

Keurt de toekenning goed van een subsidie van € 4.000 aan de V.Z.W. Vrije Katten voor hun actie voor de sterilisation van zwerfkatten op het grondgebied van de Gemeente Ukkel.

Objet 2B – 3 : Environnement.- Subsidies d'encouragement à diverses associations actives en matière d'environnement.

M./de h. Desmet explique que le crédit, imputé à l'article budgétaire, prévoyait un montant de 1.620 €. En additionnant les deux subsides octroyés à l'A.S.B.L. Natagora Bruxelles (800 €) et à l'association de fait Compostage Collectif Parc Wolvendael (400 €), la somme équivaut à 1.200 €. Cela signifie 25 % en-dessous du montant prévu initialement, qui était déjà un montant très faible. Pourquoi ne pas avoir envisagé des montants supérieurs à 800 € et à 400 € pour ces deux associations?

- M. Hayette entre en séance –

- de h. Hayette komt de zitting binnen -

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que la politique ne consiste pas à dépenser le budget dans son intégralité. Le subside alloué doit s'accorder avec les frais encourus. Il y a trois ans, Natagora avait déjà reçu un subside. Quant à Compostage, ses dépenses sont très limitées. Les montants attribués à ces deux associations sont suffisants.

Objet 2B – 3 : Environnement.- Subsidies d'encouragement à diverses associations actives en matière d'environnement.- Budget 2013.

Le Conseil,

Vu qu'un crédit de 1.620 € est prévu à l'article 879/332-02/93 du budget 2013 pour des "Subsidies à diverses associations actives en matière d'environnement";

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire du 9 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 ayant pour objet le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu le formulaire de demande de subsides élaboré par le Comité de Direction pour des subsides de moins de 1.250 €;

Attendu que ces subsides sont accordés en fonction des thèmes qui sont d'actualité à Uccle et ailleurs;

Vu le courrier de sollicitation de subside de l'A.S.B.L. Natagora;

Considérant que cette association, qui célèbre ses 10 ans, mène avec l'aide de nombreux bénévoles diverses actions d'utilité publique, dont l'entretien récurrent du marais du Broek (dont la Commune va partiellement se porter acquéreur), des campagnes d'arrachage de plantes invasives, la participation à divers comités d'accompagnement de projets communaux, ou encore l'organisation de la traversée des batraciens de la réserve naturelle du Kinsendael;

Vu le courrier de demande de subside de l'association de fait Compostage Collectif Parc Wolvendael;

Considérant que cette association gère le compostage de quartier du parc de Wolvendael, d'utilité publique, mis en place avec le concours communal, mais qui leur génère des frais de gestion qui pourraient être couverts par un subside unique;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

1) octroi d'un subside d'un montant de 800 € pour l'A.S.B.L. NATAGORA Bruxelles;

2) octroi d'un subside d'un montant de 400 € pour Compostage Collectif Parc

Wolvendael.

Onderwerp 2B – 3 : **Milieu.- Subsidies voor verschillende verenigingen actief rond het milieu.- Begroting 2013.**

De Raad,

Gelet op het krediet van € 1.620 dat voorzien is onder artikel 879/332-02/93 van de begroting van 2013 voor "Subsidies aan diverse verenigingen die actief zijn op het vlak van milieu";

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 met als onderwerp de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies die door de gemeenten worden toegekend;

Gelet op het subsidieaanvraagformulier opgesteld door het directiecomité voor subsidies van minder dan € 1.250;

Overwegende dat deze subsidies toegestaan worden in functie van de thema's die actueel zijn in Ukkel en elders;

Gelet op de brief om een subsidie aan te vragen van de V.Z.W. Natagora;

Overwegende dat deze vereniging, die dit jaar 10 jaar wordt, met de hulp van talrijke vrijwilligers acties opzet in het algemeen belang, waaronder het regelmatige onderhoud van het Broekmoeras (dat de gemeente deels gaat aankopen), acties om woekerplanten te wieden, deelname aan diverse begeleidingscomités van gemeentelijke projecten, of de organisatie van de oversteek van kikvorsachtigen in het natuurreservaat van het Kinsendael;

Gelet op de brief om subsidie aan te vragen van de feitelijke vereniging Compostage Collectif Parc Wolvendael;

Overwegende dat deze vereniging de wijkcompost beheert in het Wolvendaelpark, in het algemeen belang, wat met de steun van de gemeente is opgezet, maar wat beheerskosten met zich meebrengt die gedekt zouden kunnen worden door een eenmalige subsidie;

Op voorstel van het schepencollege,

Besluit de volgende punten goed te keuren :

1) toekenning van een subsidie voor een bedrag van € 800 voor de vereniging NATAGORA Brussel;

2) toekenning van een subsidie voor een bedrag van € 400 voor de vereniging Compostage Collectif Parc Wolvendael.

Objet 2D – 1 : **Propriétés communales.- Terrains et installations sportives sises avenue d'Hougoumont, 14.- Bail emphytéotique.- Fixation des conditions.- Approbation du projet d'acte.**

M./de h. Wyngaard demande si une comparaison a été établie entre le cas du Wellington et celui d'Uccle sport pour fixer le canon emphytéotique. Dans le cas d'Uccle sport, une convention d'emphytéose avait été adoptée au Conseil communal. Le prix, au mètre carré, est-il identique? Tout le monde a-t-il été traité avec équité ?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools précise que le canon est fixé au montant de 36.000 € alors que le Wellington payait auparavant un loyer de 24.000 €. Uccle sport payait un loyer de 300-400 € par mois. Un canon emphytéotique a été fixé au montant de 1.000 €, ce qui représente une forte augmentation par rapport au loyer payé. Pourtant, ce montant est bien inférieur par rapport à celui que la commune pourrait espérer en cas de vente. C'est un geste offert au club pour conserver son activité sportive. Le club a accepté les conditions. Bien que les conditions soient réduites de moitié, il est normal de tenir compte de la valeur des installations des terrains, mis à disposition d'un club, dans la détermination du canon emphytéotique.

**- Mmes Fraiteur et François sortent –
- Mevr. Fraiteur en François verlaten de zaal -**

Mme/Mevr. Dupuis reste perplexe vis-à-vis de ce bail car le club a contracté une dette et se retrouve donc dans une situation financière moins évidente. De plus, les notes précisent des projets d'extensions. Pourtant, lors de la dernière extension effectuée, la commune a dû recaser en urgence huit clubs de football de jeunes qui étaient logés sur un de ces terrains. Bien que Mme Dupuis prône le soutien aux clubs sportifs, elle s'interroge sur ce dossier, sur la perspective et la stratégie suivies. Quels sont les critères utilisés pour exposer que la commune est "lourde" financièrement sur ces clubs alors que cela contre l'estimation du receveur de l'enregistrement? Ce n'est pas nécessairement un montant qu'ils seront aptes à payer.

En plus de la fixation du montant, Mme Dupuis s'interroge sur le fait que la commune n'est tenue à aucune réparation. Cependant, force est de constater qu'un certain nombre d'installations, présentes sur le site, ont été construites ou fournies par la commune.

Un bail emphytéotique est demandé par le club afin qu'il puisse financer ses travaux mais aussi pour offrir des garanties aux banques qui accorderaient les emprunts nécessaires. C'est un dossier "lourd" financièrement.

Pourquoi ne pas changer de stratégie? Pourquoi la commune, qui possède des terrains et des installations, n'envisage-t-elle pas de négocier avec toutes ces organisations sportives très privées? La commune connaît un certain nombre de contraintes en échange de l'avantage qu'elle offre, non en matière de loyer, mais en matière d'accessibilité.

Combien y a-t-il de jeunes? Des efforts sont-ils suffisamment fournis pour élargir le recrutement? Est-ce qu'on a des équipes en suffisance à côté des équipes premières?

Mme Dupuis pense qu'une autre perspective peut être envisagée quand un pouvoir communal possède plusieurs terrains. C'est pourquoi, Mme Dupuis s'abstiendra sur ce point.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot rassure Mme Dupuis en précisant que l'A.S.B.L. "Royal Wellington Tennis et Hockey club" est composée davantage d'équipes de jeunes que d'adultes. Le nombre de jeunes, voulant s'y inscrire, ne fait qu'accroître. Il y a un problème d'accessibilité parce que malheureusement, la commune ne dispose pas assez de terrains de sports. Le Wellington ne désemplit pas par rapport à Uccle sport qui est moins fréquenté par les jeunes car ceux-ci sont dans l'incertitude, suite aux travaux prévus.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique que la commune avait pour ambition de soutenir le club en ne choisissant pas la méthode utilisée par la S.D.R.B. pour les canons emphytéotiques. Ce club existe bien avant la guerre 40-45. La collaboration avec celui-ci n'est pas nouvelle. Pour assurer sa pérennité, il faut lui permettre de se financer par emprunt pour un certain nombre d'investissements qu'il souhaite réaliser et il n'appartient pas à la commune de les financer. Pour cela, le canon emphytéotique doit être raisonnable. Des cadeaux indus ont peut-être été offerts ailleurs. Un équilibre existe pour toutes les parties.

M./de h. Wyngaard demande plus d'informations concernant le projet d'extension du Wellington.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique que si le club souhaite construire des bâtiments ou autres, il devra introduire des permis d'urbanisme qui seront examinés. On connaît une évolution du Hockey au détriment du tennis. La mode change. On verra quels seront leurs projets concrets qui seront soumis dans le cadre de l'urbanisme.

Le point est approuvé par 30 voix pour et 4 abstentions.

Se sont abstenus : Mmes Dupuis, Verstraeten, MM. Hayette et Cadranel.

Objet 2D – 1 : Propriétés communales.- Terrains et installations sportives, avenue d'Hougoumont, 14.- Bail emphytéotique.- Fixation des conditions.- Approbation du projet d'acte.#

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Vu la loi du 10 janvier 1824 relative à l'emphytéose;

Vu les décisions prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en séances des 23 janvier 2013, 26 juin 2013 et 13 novembre 2013;

Vu le rapport d'expertise du receveur de l'enregistrement;

Vu le projet d'acte établi par notaire;

Considérant qu'en sa séance du 23 janvier 2013, le Collège échevinal a marqué un accord préalable, sous la réserve de l'approbation ultérieure par le Conseil communal, quant au principe d'octroyer un bail emphytéotique portant sur les terrains et installations de sports sises avenue d'Hougoumont, 14 et chaussée de Waterloo, actuellement louées par un club sportif, et correspondant aux parcelles cadastrées dans la 4^e division, section H, sous les numéros 54/03 G3, 54/03 H3, 54/03 K3, 54/03 L3, 55/02 R13, 55/02 E22, 55/02 K17, 55/02 D22, 55/02 Z15 et 55/02 X15;

Considérant que le receveur de l'enregistrement, en date du 20 mars 2013, a confirmé la valeur vénale de 1.875.000,00 € qu'il avait attribuée aux terrains actuellement mis en location, avenue d'Hougoumont; dans un rapport du 20 avril 2009;

Considérant qu'il a également estimé la valeur vénale de la parcelle communale cadastrée 55/02 F 31 jouxtant l'école des Ecureuils, qu'il évalue à 340.000,00 €;

Considérant que ce dernier terrain est actuellement utilisé par le service des Sports et servira également à accueillir des classes containers durant les travaux à l'école des Eglantiers;

Considérant qu'avec ces données, le service a calculé le montant de l'éventuel canon annuel pour une emphytéose de 27 ans sur les terrains loués au club sportif, soit 87.732,73 € selon la formule des intérêts composés, et 75.000,00 € selon la méthode utilisée par la S.D.R.B.;

Considérant que ces montants ont été présentés aux responsables du club;

Considérant que ces derniers mettent en avant les nombreux frais et travaux auxquels ils seront confrontés (estimation de 200.000,00 € pour la chaudière, le tableau électrique, etc.) et le fait qu'ils veillent à l'équilibre financier du club;

Considérant qu'ils ne pourraient pas tripler leur loyer annuel actuel (\pm 25.000,00 €) mais envisager tout au plus une augmentation de 50 %, soit un canon d'environ 36.000 €;

Considérant qu'ils respectent leur engagement d'apurement de la dette de 51.686,99 € vis-à-vis de la Commune, mais que, dans le cas d'un octroi d'emphytéose, ils sollicitent de pouvoir étaler le montant restant et ralentir le rythme de remboursement, en payant par exemple 750,00 € ou 500,00 € chaque mois;

Considérant que, pour des raisons financières, ils proposent de payer le canon à la fin du mois de septembre, à terme échu;

Considérant qu'ils sont demandeurs, dans le futur, de louer également ou de bénéficier d'un droit d'emphytéose sur le terrain à côté de l'école;

Considérant qu'il y a des équipes de jeunes sportifs dans ce club et qu'il serait avantageux d'inciter ces équipes à rester dans la Commune;

Considérant que ce bail aurait pour objectif de garantir le type d'activités sur le site et ne serait pas cessible;

Considérant qu'en sa séance du 26 juin 2013, le Collège échevinal a marqué un accord préalable, sous la réserve de l'approbation ultérieure par le Conseil communal, quant aux conditions à l'octroi d'un droit d'emphytéose au profit de l'A.S.B.L. locataire actuel, portant sur les terrains et installations communales décrites ci-avant, à savoir :

- affectation : activités de sports et de loisirs;
- bail incessible;

- engagement du club de conserver des équipes de jeunes sportifs et de permettre l'organisation de commun accord avec la Commune de certains événements sportifs dans ses installations;

- canon de 36.000,00 € payable à la fin du mois de septembre, à terme échu;

- redevance annuelle indexée;

- durée de 27 ans;

- la Commune ne sera tenue à aucune réparation;

- comme le veut l'usage, l'emphytéote supportera tous les impôts et taxes, tant ceux qui seront mis à la charge du bien que ceux qui seront mis à sa charge personnelle, soit en tant qu'occupant, soit en raison de l'activité qu'il y déploie, à moins que la loi ou l'ordonnance l'en exonère expressément;

- la Commune, propriétaire du fonds, accède, à l'échéance du terme convenu et sans contrepartie, à la propriété des bâtiments érigés par l'emphytéote ainsi qu'à la propriété des plantations qu'il aurait effectuées;

- le bail emphytéotique annule et remplace le contrat de location actuel, la garantie de ce dernier devant être remboursée au locataire en fonction de l'état des lieux;

- aucune garantie ne sera demandée dans le cadre de ce bail emphytéotique;

- les réparations et l'entretien des lieux seront mis à charge de l'emphytéote;

- l'emphytéote s'engage à assurer le bien et toutes les constructions par une police d'assurance incendie de type globale;

- avant toute construction nécessitant l'obtention d'un permis d'urbanisme, l'emphytéote sollicitera l'accord du propriétaire;

- l'emphytéote sera seul responsable du bien vis-à-vis des tiers;

Considérant qu'en raison de la complexité croissante de la matière notariale et de l'étendue des obligations qui pèsent sur les officiers publics, il est recommandé de confier l'établissement du projet et la passation de l'acte à un notaire, les frais liés à ceux-ci étant supportés par l'emphytéote;

Que le notaire choisi par l'A.S.B.L. sportive a transmis, en date du 8 novembre 2013, un projet d'acte amendé selon les remarques émises par la Commune;

Considérant que le "Royal Wellington T.H.C." occupe les lieux depuis des années et est très bien connu;

Considérant que le club souhaite pouvoir financer des travaux en offrant des garanties suffisantes aux organismes de crédit;

Considérant que l'étude du notaire du club locataire, a adressé un projet d'acte à notre Administration, en demandant de préciser l'identité cadastrale de certaines parcelles acquises par la Commune et remembrées au cours du temps;

Que ce projet est conforme aux conditions convenues entre la Commune et les dirigeants du club sportif;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, par 30 voix pour et 4 abstentions :

1) de constituer un droit d'emphytéose sur les terrains et installations sportives actuellement loués, parcelles sises avenue d'Hougoumont et chaussée de Waterloo, définies comme étant les parcelles cadastrées dans la 4^e division, section H, sous les numéros 54/03 G3, 54/03 H3, 54/03 K3, 54/03 L3, 55/02 R13, 55/02 E22, 55/02 K17, 55/02 D22, 55/02 Z15 et 55/02 X15;

2) d'approuver la conclusion avec l'A.S.B.L. "Royal Wellington Tennis et Hockey Club", ayant son siège social avenue d'Hougoumont 14 à 1180 Bruxelles, d'un contrat de bail emphytéotique, pour une durée de vingt-sept ans prenant cours le 1er janvier 2014, moyennant un canon annuel, soumis à indexation, égal à trente-six mille euros (36.000,00 EUR), payable par l'emphytéote le 30 septembre de chaque année, et pour la première fois le 30 septembre 2014;

3) de recourir au ministère d'un notaire chargé de passer l'acte d'emphytéose et pouvant être celui que choisit l'emphytéote;

4) que les frais d'acte et de notaire sont supportés par l'emphytéote;

5) d'approuver le projet d'acte authentique établi par le notaire Gaëtan Wagemans, de résidence à 1050 Ixelles, avenue Molière, 208 et qui reprend l'ensemble des conditions énoncées plus haut;

6) de charger le Collège échevinal de procéder à une enquête publique "de comodo et incommodo", préalable à la constitution du droit d'emphytéose sur les terrains appartenant à la Commune et loués par le club sportif.

Onderwerp 2D – 1 : Gemeente-eigendommen.- Sportterreinen en -infrastructuur, Hougomontlaan 14.- Erfpacht.- Vastlegging van de voorwaarden.- Goedkeuring van het ontwerp van akte.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 232;

Gelet op de wet van 10 januari 1824 over het recht van erfpacht;

Gelet op de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 23 januari 2013, 26 juni 2013 en 13 november 2013;

Gelet op het expertiseverslag van de ontvanger van de Registratie;

Gelet op het ontwerp van akte, opgesteld door de notaris;

Overwegende dat het schepencollege in zitting van 23 januari 2013 zijn voorafgaande goedkeuring heeft verleend, onder voorbehoud van de latere goedkeuring door de gemeenteraad, betreffende het principe voor de toekenning van een erfpacht inzake de sportterreinen en -infrastructuur in de Hougomontlaan 14 en de Waterloosesteenweg, momenteel gehuurd door een sportclub, en overeenkomend met de percelen gekadastréerd in de 4de afdeling, sectie H, onder de nummers 54/03 G3, 54/03 H3, 54/03 K3, 54/03 L3, 55/02 R13, 55/02 E22, 55/02 K17, 55/02 D22, 55/02 Z15 en 55/02 X15;

Overwegende dat de ontvanger van de registratie op 20 maart 2013 de venale waarde van € 1.875.000 heeft bevestigd die hij had toegekend aan de momenteel verhuurde terreinen in de Hougomontlaan, in een verslag van 20 april 2009;

Overwegende dat hij eveneens de venale waarde heeft geraamd van het gemeentelijk perceel gekadastréerd 55/02 F 31 naast de school Ecuireuils, namelijk € 340.000;

Overwegende dat dit laatste terrein momenteel gebruikt wordt door de Sportdienst en eveneens zal dienen voor de plaatsing van klascontainers tijdens de werken aan de school Les Églantiers;

Overwegende dat de dienst, met deze gegevens, het bedrag heeft berekend van de eventuele jaarlijkse canon voor een erfpacht van 27 jaar op de terreinen, verhuurd aan de sportclub, ofwel € 87.732,73 volgens de formule van de samengestelde interesten, en € 75.000 volgens de methode, gebruikt door de GOMB;

Overwegende dat deze bedragen voorgesteld werden aan de verantwoordelijken van de club;

Overwegende dat deze laatsten de talrijke kosten en werken aanhalen waarmee ze geconfronteerd zullen worden (raming van € 200.000 voor de verwarmingsketel, het elektriciteitsbord, enz.) en het feit dat ze het financieel evenwicht van de club willen behouden;

Overwegende dat ze hun huidige jaarlijkse huur (± € 25.000) niet kunnen verdrievoudigen maar een verhoging van 50% overwegen, ofwel een canon van ongeveer € 36.000;

Overwegende dat ze hun verbintenis tot afbetaling van de schuld van € 51.686,99 aan de gemeente naleven maar dat ze, in het geval van de toekenning van een erfpacht, vragen om het resterend bedrag te spreiden en de terugbetalingsfrequentie te vertragen, door bijvoorbeeld € 750 of 500 per maand te betalen;

Overwegende dat ze om financiële redenen voorstellen om de canon eind september te betalen, na de vervallen termijn;

Overwegende dat ze in de toekomst vragende partij zijn om eveneens het terrein naast de school te huren of te kunnen genieten van een erfpacht op dit terrein;

Overwegende dat er jeugdteams zijn in deze sportclub en het voordelig zou zijn dat deze teams in de gemeente aanwezig blijven;

Overwegende dat de doelstelling van deze pacht het behoud van het type activiteiten op de site is en het niet overgedragen kan worden;

Overwegende dat het schepencollege in zitting van 23 juni 2013 zijn voorafgaande goedkeuring heeft verleend, onder voorbehoud van de latere goedkeuring door de gemeenteraad, betreffende de voorwaarden voor de toekenning van een erfpacht ten bate van een vzw, de huidige huurder, inzake de bovenvermelde sportterreinen en -infrastructuur, namelijk :

- bestemming: sport en ontspanning;
- onoverdraagbare pacht;
- verbintenis van de club om de jeugdteams te behouden en in gezamenlijk akkoord met de gemeente de organisatie toelaten van bepaalde sportmanifestaties in zijn infrastructuur;
- canon van € 36.000, te betalen eind september, na de vervallen termijn;
- geïndexeerde jaarlijkse vergoeding;
- duur van 27 jaar;
- de gemeente dient geen enkele herstelling uit te voeren;
- zoals het gebruik het wil zal de erfpachter alle belastingen en heffingen op zich nemen, zowel deze ten laste van het goed als deze ten persoonlijke laste, ofwel als bezetter, ofwel wegens de activiteit die er georganiseerd wordt, behalve indien de wet of de ordonnantie de vrijstelling ervan expliciet vermeldt;
- de gemeente, de eigenaar van het goed, zal bij de verstrijking van de overeengekomen termijn en zonder tegenprestatie eigenaar worden van de gebouwen, opgetrokken door de erfpachter en van de aanplantingen die hij er gedaan heeft;
- de erfpacht annuleert en vervangt de huidige huurovereenkomst; de waarborg van deze laatste moet aan de huurder terugbetaald worden op basis van de plaatsbeschrijving;
- in het kader van deze erfpacht zal geen enkele borg gevraagd worden;
- de erfpachter is verantwoordelijk voor alle herstellingen en het onderhoud van de plaatsen;
- de erfpachter zal voor het goed en alle constructies een globale brandverzekering afsluiten;
- de erfpachter zal de goedkeuring van de eigenaar vragen voor elke constructie waarvoor een bouwvergunning is vereist;
- enkel de erfpachter is de verantwoordelijke van het goed ten opzichte van derden;

Overwegende, omwille van de stijgende complexiteit van het notarieel aspect en de uitgebreide verplichtingen die rusten op de openbare ambtenaren, dat het aangeraden is de opmaak van het ontwerp en het verlijden van de akte toe te vertrouwen aan een notaris; de kosten hiervoor zullen gedragen worden door de erfpachter;

Overwegende dat de notaris, gekozen door de vzw, op 8 november 2013 een ontwerp van akte heeft overgemaakt, geamendeerd volgens de opmerkingen van de gemeente;

Overwegende dat Royal Wellington T.H.C. de plaatsen reeds jaren bezet en erg gekend is;

Overwegende dat de sportclub werken wenst te financieren en voldoende garanties wil bieden aan kredietverstrekkers;

Overwegende dat het kantoor van de notaris van de sportclub een ontwerp van akte naar ons bestuur heeft gestuurd en met de vraag tot de verduidelijking van de kadastrale gegevens van bepaalde percelen, verworven door de gemeente en in de loop der tijd herverkaveld;

Overwegende dat dit ontwerp de voorwaarden respecteert, overeengekomen tussen de gemeente en de bestuurders van de sportclub;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,
Beslist, met 30 stemmen voor en 4 onthoudingen :

1) een erfpacht te vestigen op de sportterreinen en -infrastructuur, momenteel gehuurd, percelen in de Hougoumontlaan en de Waterloosesteenweg, bepaald als percelen

gekadastreerd in de 4de afdeling, sectie H, onder de nummers 54/03 G3, 54/03 H3, 54/03 K3, 54/03 L3, 55/02 R13, 55/02 E22, 55/02 K17, 55/02 D22, 55/02 Z15 en 55/02 X15;

2) zijn goedkeuring te verlenen aan de afsluiting met de vzw Royal Wellington Tennis et Hockey Club, met maatschappelijke zetel in de Hougoumontlaan 14 te 1180 Brussel, van een erfpachtovereenkomst, voor een duur van zevenentwintig jaar, met ingang vanaf 1 januari 2014, middels een jaarlijkse canon, onderworpen aan indexering, van zesendertig duizend euro (€ 36.000), te betalen door de erfpachter op 30 september van elke jaar, en voor de eerste keer op 30 september 2014;

3) een beroep de doen op een notaris voor het verlijden van de erfpachtakte, een notaris die gekozen mag worden door de erfpachter;

4) at de akte- en notariskosten ten laste zijn van de erfpachter;

5) zijn goedkeuring te verlenen aan het ontwerp van authentieke akte, opgemaakt door notaris Gaëtan Wagemans, met residentie te 1050 Elsene, Moliërelaan 208, die alle bovenvermelde voorwaarden omvat;

6) het schepencollege te belasten met een openbaar onderzoek "van baat en kommer", voorafgaand aan de vestiging van de erfpacht op de terreinen, toebehorend aan de gemeente en gehuurd door de sportclub.

Objet 2D – 2 : Propriétés communales.- Immeuble sis rue de Linkebeek, 73 (étang de pêche).- Occupation à titre précaire par une association culturelle.- Avenant au contrat.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Vu la décision prise par le Collège échevinal, en sa séance du 13 novembre 2013, d'imposer à l'A.S.B.L. occupant l'étang de pêche, rue de Linkebeek, 73, un plan d'apurement de sa dette de 1.600,00 EUR via des paiements mensuels de 50,00 EUR;

Considérant que durant les travaux de restauration de la Ferme Rose, l'occupant a été relogé dans l'ancienne buvette de l'étang de pêche, rue de Linkebeek, 73;

Que la convention d'occupation précaire a été signée le 19 septembre 2012 et qu'elle prévoit le paiement d'un loyer mensuel de 200,00 €;

Considérant que l'A.S.B.L. a toutefois pu occuper la buvette de l'étang de pêche à titre gratuit durant plusieurs mois, avant la conclusion du contrat d'occupation;

Que l'association culturelle a payé le loyer depuis le mois de septembre 2012 jusqu'au mois d'avril 2013;

Considérant que les travaux de restauration prennent plus de temps que prévu;

Considérant que l'A.S.B.L. juge le montant du loyer trop élevé;

Qu'elle est dans une situation financière difficile, entre autres du fait de son installation provisoire et de sa situation décentrée dans un lieu à l'accès peu aisé;

Qu'elle prévoit un déficit de 600,00 € en 2013;

Qu'elle bénéficie néanmoins de divers subsides;

Considérant que le montant des arriérés de cette A.S.B.L. s'élève à huit mois de loyers en 2013, soit 1.600,00 €;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide d'approuver l'avenant au contrat de convention précaire, accordant à l'A.S.B.L. le "Théâtre du Ratinet", l'occupation gratuite de l'ancienne buvette de l'étang de pêche à partir du 1^{er} janvier 2014, jusqu'à sa réintégration à la Ferme Rose et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2014.

Onderwerp 2 D – 2 : **Gemeente-eigendommen.- Gebouw in de Linkebeekstraat 73 (visvijver).- Precaire bezetting door een culturele vereniging.- Aanhangsel van de overeenkomst.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 232;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege van 13 november 2013 om de V.Z.W. die de visvijver in de Linkebeekstraat 73 bezet een afbetalingsplan op te leggen voor de afbetaling van haar schuld van € 1.600 via maandelijkse afbetalingen van € 50;

Overwegende dat de bezetter tijdens de restauratie van la Ferme Rose werd ondergebracht in de oude kantine van de visvijver in de Linkebeekstraat 73;

Overwegende dat de precaire bezettingsovereenkomst werd ondertekend op 19 september 2012 en de betaling van een maandelijkse huur van € 200 voorziet;

Overwegende dat de V.Z.W. de kantine echter gratis kon bezetten gedurende verschillende maanden, voor de afsluiting van de bezettingsovereenkomst;

Overwegende dat de culturele vereniging de huur heeft betaald sinds de maand september 2012 tot de maand april 2013;

Overwegende dat de restauratie langer duurt dan voorzien;

Overwegende dat de V.Z.W. de huur te hoog vindt;

Overwegende dat de vereniging financiële moeilijkheden heeft, onder andere door de tijdelijke installatie en de gedecentraliseerde situatie op een moeilijk toegankelijke plaats;

Overwegende dat de vereniging in 2013 een tekort van € 600 had;

Overwegende dat de vereniging echter kan genieten van allerlei subsidies;

Overwegende dat de achterstallige huur van deze V.Z.W. acht maanden in 2013 bedraagt, ofwel € 1.600;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan het aanhangsel van de precaire overeenkomst waarbij de V.Z.W. Théâtre du Ratinet de oude kantine van de visvijver gratis kan bezetten vanaf 1 januari 2014 tot de V.Z.W. opnieuw in la Ferme Rose ondergebracht is en uiterlijk tot 31 december 2014.

Objet 2D – 3 : **Propriétés communales/Régie foncière.- Plateau Avijl.- Parcelles communales de cultures potagères.- Relocalisation des locataires concernés par le projet d'urbanisation.- Nouvelle convention d'occupation.**

M./de h. Desmet demande si les propositions, avancées par M. l'Echevin Cools, ont été soumises aux occupants. Ces personnes se sont-elles concertées? Ont-elles émis des observations? Il faut savoir que ces terrains sont occupés par une ou plusieurs familles. Il y a ici une notion participative et collective de l'occupation de ces terrains. Ne risque-t-on pas de briser cet esprit typiquement "Avijlois"?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique qu'il faut éviter toutes exploitations commerciales car celles-ci sont contraires aux anciennes conventions. Les esprits sont divers. Certains cultivent leur potager soigneusement contrairement à d'autres.

Quelle est la philosophie? Tout d'abord, le géomètre communal va établir un relevé de toutes les parcelles. Certaines personnes occupent de nombreuses parcelles sans autorisation. Cette situation doit être régularisée. Les grandes parcelles seront peut-être réduites. Une personne, possédant une parcelle de 6 ares, pourrait la voir réduite de moitié. En effet, il existe des parcelles inexploitées alors qu'elles pourraient servir à de nombreuses personnes. Dans un futur proche, du côté de la rue Jean Benaets, de la Montagne de Saint-Job et de la vieille rue du Moulin, un certain nombre de constructions sont planifiées. Les personnes, possédant un potager, doivent être relocalisées. De nouvelles parcelles vont aussi voir le jour afin d'offrir le maximum d'opportunités à la liste d'attente établie.

Le règlement prévoit des critères de priorité. Le premier critère consiste à relocaliser tout le monde. Ils sont prioritaires, d'où qu'ils viennent.

Ensuite, les parcelles qui se libèreront seront offertes prioritairement aux Ucclois. Il y a bien évidemment d'autres exploitants qui continueront à garder leur parcelle. Dans le cas où ceux-ci doivent être relocalisés, ils le seront. Il faut se lancer dans la gestion des potagers des plateaux et des espaces verts car celle-ci n'existait pas auparavant et est pourtant très importante.

M./de h Desmet souhaite avoir des précisions concernant l'éventuelle concertation avec les occupants.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond qu'un comité d'accompagnement du plan de gestion intègre deux représentants des cultivateurs. Ils ont examiné tous ces documents. Une réunion publique a eu lieu dans la salle du Conseil pendant laquelle 80 personnes ont abordé différents détails. Toute la philosophie susmentionnée leur a été décrite, excepté le montant qu'ils allaient payer au m².

Onderwerp 2D – 3 : **Gemeente-eigendommen/Grondregie.- Avijlplateau.- Gemeentelijke percelen moestuintjes.- Verhuizing van de huurders waarop het urbanisatieproject betrekking heeft.- Nieuwe bezettingsovereenkomst.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 232;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 23 mei 2002 tot goedkeuring van de bezettingsovereenkomst van percelen moestuintjes in Ukkel;

Aangezien BBP nr. 28 ter inzake het Avijlplateau uitvoerbaar is geworden en de gewestelijke overheid zijn principeakkoord heeft gegeven voor de bouw van een vijftigtal eengezins- en tweegezinswoningen;

Overwegende dat de gemeentelijke Grondregie in zijn begroting 2014 een bedrag wil voorzien voor studiekosten voor de aanbouw op het Avijlplateau;

Overwegende dat er reeds tientallen jaren percelen moestuintjes verhuurd worden die op de te bebouwen gemeentelijke terreinen gelegen zijn;

Overwegende dat, in uitvoering van de beraadslaging van de gemeenteraad van 23 mei 2002, deze verhuringen gebeuren op basis van een schriftelijke overeenkomst, ondertekend met de bezetter;

Overwegende dat sommige lappen grond overigens erg groot zijn (tot 600 m²) en een nuttige oppervlakte van 100 m² voldoende is voor de jaarlijkse consumptie van groenten en fruit van een gezin;

Overwegende dat er op de zones waarop niet gebouwd zal worden percelen beschikbaar zijn of zullen zijn en deze niet bezet worden of soms ingenomen worden, of dat te grote percelen in meerdere nieuwe percelen onderverdeeld kunnen worden;

Overwegende dat het aldus gaat om op het Avijlplateau bepaalde percelen moestuintjes te verdelen, te hernoemen en alle percelen af te bakenen;

Overwegende dat meerdere huidige huurders grond bewerken in de zone waarop gebouwd zal worden;

Overwegende dat zij prioriteit moeten krijgen bij de toekenning van een ander perceel;

Overwegende dat zij het seizoen van hun verplaatsing zouden mogen kiezen, naargelang hun teelten;

Overwegende dat de Grondregie een actuele lijst heeft van ± 100 personen, gerangschikt volgens de inschrijvingsdatum, die een lap grond zouden willen bewerken;

Overwegende dat deze actualisering van de percelen ongetwijfeld zou toelaten overeenkomsten af te sluiten met de kandidaat-huurders;

Overwegende dat de huidige overeenkomst dateert van 2002 en sommige aspecten aangepast zouden moeten worden voor alle gemeentelijke percelen moestuintjes: jaarlijkse vergoeding van € 25 par are in plaats van € 10 par are, toepassing van een borg, prioriteit bij de toekenning indien de kandidaat in Ukkel woont, eveneens prioriteit indien de kandidaat geen tuin heeft;

Overwegende dat het nieuwe ontwerp van bezettingsovereenkomst esthetische, ecologische, hygiënische, sociale en juridische aspecten omvat;

Overwegende dat deze documenten van toepassing zouden zijn op alle moestuintjes, verhuurd door de gemeente, al dan niet beheerd door de Grondregie;

Overwegende dat al onze huurders aldus de nieuwe overeenkomst zouden tekenen en hiermee hun vorige overeenkomst annuleren;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

1) zijn goedkeuring te verlenen aan de nieuwe bezettingsovereenkomst van gemeentelijke percelen moestuintjes;

2) deze overeenkomst toe te passen - in de mate van het mogelijke - vanaf 1 januari 2014, hetgeen de verbreking van de huidige overeenkomsten inhoudt.

Objet 2E – 1 : Personnel.- Règlement fixant les conditions pour la nomination aux grades de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint et de receveur.- Modifications.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique qu'un appel à recrutement est nécessaire puisque la commune va être confrontée au départ du Receveur, qui atteindra bientôt l'âge de la pension. Pour l'instant, un secrétaire communal faisant fonction assure le poste. Sur base de l'ancien règlement, un appel a été lancé en vue du recrutement d'un receveur. Le centre d'égalité des chances a prévenu la commune qu'elle avait reçu une plainte précisant que le règlement était illégal à cause de la limite d'âge imposée (minimum 35 ans). Cette pratique est interdite. Par contre, indiquer le nombre d'expérience effectué est autorisé. Afin d'éviter tout recours éventuel, le règlement a donc dû être modifié. L'emploi de Secrétaire communal, qui exige déjà des connaissances de droit, requerra également des qualités managériales et de direction. De plus, des conditions de diplôme ont été élargies pour permettre l'accès à la fonction à tout porteur d'un diplôme de type Master. Une des conditions à remplir pour être nommé en qualité de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint ou de receveur communal, sera d'avoir acquis neuf ans d'expérience professionnelle en relation avec la fonction. Quand l'examen est externe, le candidat devra réussir les épreuves linguistiques non pas au moment du dépôt de la candidature mais au moment de l'admission au stage. En effet, certaines personnes peuvent être en ordre après avoir déposé leur candidature ou après avoir réussi l'examen.

M./de h. De Bock remercie M. l'Echevin Cools pour les différents amendements proposés mais se demande s'il n'est pas nécessaire de préciser que ces fonctions, à responsabilité élevée, exigent des compétences de direction. M. De Bock estime qu'il serait peut-être préférable de revoir l'expérience de neuf années en cinq années dans les fonctions de direction. En effet, il existe de très jeunes personnes, qui occupent des fonctions dirigeantes depuis peu de temps, qui sont très brillantes mais dont leur talent est gâché par la longue expérience exigée. Concernant l'aspect linguistique, est-il possible de préciser quelques points? Tout d'abord, est-il possible de préciser qu'il s'agit du Selor? Le certificat ne s'acquiert pas facilement. Il faut six mois avant de passer le premier examen mais la procédure dure pratiquement un an. Ensuite, il ne faudrait pas donner la fausse impression non plus que les gens vont se lancer dans un examen écrit ou oral purement facultatif.

Un(e) candidat(e), ayant réussi les examens mais ne possédant pas le Selor, sera-t-il (elle) engagé(e) comme "faisant fonction" ou est-ce que son stage commence? Les fonctionnaires sont admis au stage le premier jour de leur entrée en fonction. Il est évident qu'on n'attend pas qu'ils aient obtenu leur certificat linguistique pour être admis au stage. Est-il possible d'avoir quelques précisions à ce sujet?

M./de h. Bruylant demande si le fait de changer le critère de l'âge en critère d'expérience n'est pas identique. On arrivera au même âge puisque ce genre de fonction requiert une ancienneté et un minimum de diplômes.

M. le Président/de h. Voorzitter répond que la Loi interdit d'imposer une limite d'âge alors qu'elle admet le nombre d'années d'expérience. On arrivera effectivement au même âge.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools précise à M. De Bock que les neuf années d'expérience sont utiles à la fonction. Un examen va avoir lieu et la composition du jury sera prévue dans le règlement. Le dossier sera transmis au Conseil communal, qui vérifiera la sélection et votera la proposition donnée. Il est important de ne pas ajouter trop de conditions qui empêcheront l'engagement d'un bon gestionnaire financier ou d'un bon manager des services communaux. Si personne n'a obtenu les attestations requises, le Conseil communal examinera la proposition du Collège de désigner un "faisant fonction" qui, lui, ne devra pas réunir toutes ces conditions. Il pourra également s'agir d'un lauréat qui sera dans l'attente d'une réussite linguistique.

Pour l'instant, un secrétaire communal faisant fonction assure le poste. Lorsque la commune sera dépourvue d'un Receveur statutaire, le Conseil communal désignera un receveur faisant fonction.

M. l'Echevin Cools précise, en outre, que les syndicats ne verront probablement pas d'inconvénient à changer le point 6 de l'article 6 du Chapitre III concernant le recrutement, c'est-à-dire de changer les six ans en neuf années d'expérience.

Objet 2E - 1 : **Personnel.- Règlement fixant les conditions de nomination aux grades de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint et de receveur communal.- Modification.**

Le Président fait l'exposé suivant :

"Le contenu de la fonction des grades légaux requiert des qualités managériales et de direction, qui ne sont pas intégrés de manière adéquate dans le règlement actuel fixant les conditions de nomination aux grades de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint et de receveur communal.

Lors de la précédente modification du règlement les conditions de diplôme ont été élargies, pour permettre l'accès à la fonction à tout porteur d'un diplôme de niveau Master (diplôme universitaire ou enseignement supérieur de type long).

Il est cependant indiqué d'adapter le programme d'examen aux différents profils d'études intéressés à postuler aux fonctions de grades légaux et d'adapter en conséquence la composition du jury d'examen.

Au niveau des connaissances linguistiques, il y a lieu de prévoir que les candidats ont subi avec succès les épreuves linguistiques au moment de l'admission au stage.

Le principe d'une limite d'âge pose problème au regard de la loi anti-discrimination et devrait être remplacée par une disposition qui fait référence à une expérience professionnelle d'un nombre d'années à déterminer par l'autorité.

Afin d'attirer un maximum de candidats aux examens de recrutement des grades légaux il devrait être prévu que les services prestés dans le secteur privé sont admissibles pour le calcul du traitement, à condition qu'il s'agit de fonctions qui peuvent être considérées comme directement utiles à l'exercice de la fonction".

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du 5 mars 2009 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale;

Vu le règlement arrêté par le Conseil communal en séance du 28 février 2013, fixant les conditions de nomination aux grades de secrétaire communal, de secrétaire communal-adjoint et de receveur communal;

Vu l'article 145 de la nouvelle Loi communale;

Vu le protocole d'accord établi suite à la réunion du comité particulier de négociation syndicale du 18 novembre 2013;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide, à l'unanimité, de modifier comme suit le règlement arrêtant les conditions de nomination aux grades de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint et de receveur communal :

Chapitre I - Dispositions générales

Article 1^{er} - La nomination en qualité de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint ou de receveur communal se fera par voie de promotion ou par voie de recrutement.

Le Conseil communal décidera du mode de nomination.

Le Conseil communal peut également décider d'attribuer les fonctions de secrétaire communal et de receveur communal par mandat, suivant les dispositions et dans les formes prévues par l'article 69 de la Nouvelle Loi Communale.

Chapitre II - De la promotion

Article 2 - Les emplois de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint et de receveur communal seront conférés par promotion au grand choix, après appel aux candidats au sein du personnel de l'administration communale d'Uccle.

Lorsque l'emploi de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint ou de receveur communal est attribué hors-mandat, c'est-à-dire à titre définitif, un stage de deux ans maximum pourra être exigé par le Conseil communal.

Article 3 - Pour postuler à ces emplois, les agents communaux nommés à titre définitif et en fonction à l'administration communale d'Uccle doivent répondre aux conditions suivantes :

a) être titulaire au moins d'un grade de secrétaire d'administration ou d'un grade équivalent ;

b) avoir une ancienneté d'au moins 5 ans à titre définitif, dans un grade relevant du niveau A;

c) être physiquement apte à exercer la fonction.

Article 4 - Les candidats doivent être porteurs d'un diplôme ou certificat délivré à l'issue d'une session complète de cours de sciences administratives conformes au programme minimal fixé par le Roi ou d'un diplôme valant dispense.

Article 5 - Par mesure transitoire et en attendant que soit fixé le programme minimal des cours de sciences administratives visés à l'article 4, les diplômes et certificats délivrés à l'issue d'une session complète de cours de l'Enseignement Supérieur Economique ou graduat en sciences administratives sont censés répondre aux conditions prévues en ce qui concerne cette disposition.

Chapitre III - Du recrutement

Article 6 - Les conditions générales à remplir pour être nommé en qualité de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint ou de receveur communal sont les suivantes :

1) être Belge;

2) être de conduite irréprochable;

3) jouir des droits civils et politiques;

4) avoir satisfait aux obligations des lois sur la milice;

5) être physiquement apte à exercer la fonction;

6) à la fin de l'appel public, avoir une expérience professionnelle de neuf ans en relation avec la fonction;

7) être porteur d'un diplôme de Master ou équivalent (diplôme universitaire ou enseignement supérieur de type long;

8) avoir réussi l'examen prévu à l'article 8.

Article 7 - Tenant compte des dispositions légales, le Conseil communal peut déterminer le rôle linguistique auquel doivent appartenir les candidats.

Article 8 - L'examen comprend :

1. Epreuves permettant de juger la maturité d'esprit des candidats.

a) Epreuve écrite

- Résumé, commentaire et critique d'une conférence sur un sujet d'ordre général du niveau de l'enseignement supérieur..... 18/30 points

b) Epreuve de conversation

- Entretien sur des questions d'ordre général et sur la capacité des candidats à exercer la fonction (motivation, personnalité, expérience professionnelle, intérêt pour la fonction)..... 18/30 points

2. Epreuve écrite professionnelle sous forme d'examen à livre ouvert avec la résolution de cas pratiques, questions à choix multiple, questions simples ou combinaisons, en intégrant les matières suivantes :

- a) pour le secrétaire communal et le secrétaire communal adjoint :
- connaissance approfondie de la loi communale.....20 points
 - droit constitutionnel.....10 points
 - droit administratif.....10 points
- Total.....24/40

- b) pour le receveur communal :
- connaissance approfondie de la loi communale.....15 points
 - législation sur les marchés publics.....10 points
 - finances locales.....15 points
- Total..... 24/40

3. a) Un ou plusieurs tests sur les capacités de management ou de direction en relation avec le profil de la fonction de secrétaire communal et secrétaire communal adjoint... apte/inapte;

b) Un ou plusieurs tests sur les capacités de gestion financière et compréhension générale en matière d'économie..... apte/inapte;

Article 9 - La composition du jury d'examen, dont les membres seront désignés chaque fois par le Collège des Bourgmestres et Echevins, sera la suivante :

- 1 président : le Bourgmestre;
- 1 membre du Collège échevinal;
- 2 secrétaires communaux et lorsqu'il s'agit du recrutement d'un receveur communal,

le jury

comprendra 1 secrétaire communal et 1 receveur communal;

- 1 expert en sélection (personnel - management public);
- 1 professeur de l'enseignement supérieur;
- 1 secrétaire du jury, fonctionnaire communal, sans voix délibérative.

Chaque groupe du Conseil communal ainsi que les organisations syndicales représentatives peuvent désigner un de leurs membres qui assiste, à titre d'observateur, aux épreuves.

Ceux-ci ne peuvent cependant pas assister aux délibérations.

Chapitre IV - Des connaissances linguistiques

Article 10 - En cas de nomination par recrutement, les candidats devront, au moment de l'admission au stage, avoir subi avec succès une épreuve écrite et une épreuve orale sur la connaissance suffisante de la seconde langue nationale, conformément aux dispositions légales relatives à l'emploi des langues en matière administrative.

En cas de nomination par promotion, les candidats devront, au moment de clôture de l'appel, avoir subi avec succès une épreuve écrite et une épreuve orale sur la connaissance suffisante de la seconde langue nationale, conformément aux dispositions légales relatives à l'emploi des langues en matière administrative.

Chapitre V - Valorisation des services antérieurs

Article 11 - La valorisation des services prestés dans le secteur privé sont admissibles pour le calcul du traitement, pour autant qu'il s'agisse de fonctions directement utiles à l'exercice de la fonction.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2E - 1: **Personeel.- Reglement inzake de vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de graden van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris en gemeenteontvanger.- Wijziging.**

De voorzitter licht toe:

"De inhoud van de functie van de wettelijke graden vereist bekwaamheden inzake management en directie die niet geheel passend zijn geïntegreerd in het huidige reglement inzake de vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de graden van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris en gemeenteontvanger.

Bij de vorige wijziging van het reglement werden de diplomavereisten verbreed om de functie toegankelijk te kunnen maken voor elke houder van een masterdiploma (universitair diploma of hoger onderwijs lange type).

Het is echter aangewezen het examenprogramma aan te passen aan de verschillende studieprofielen die zouden kunnen solliciteren voor de functies van de wettelijke graden en bijgevolg eveneens de samenstelling van de examenjury.

Op het gebied van de taalkennis moet voorzien worden dat de kandidaten met vrucht de taalproeven hebben afgelegd op het ogenblik van de toelating tot de stage.

Het principe van een leeftijdsgrens levert problemen op met de antidiscriminatielwet en zou vervangen moeten worden door een bepaling die verwijst naar een beroepservaring waarvan het aantal jaren bepaald moet worden door de overheid.

Om zoveel mogelijk kandidaten aan te trekken voor de aanwervingsexamens van de wettelijke graden zou voorzien moeten worden dat de valorisatie van gepresteerde diensten in de privésector toegelaten wordt voor de berekening van het salaris, voor zover het gaat om functies die onmiddellijk nuttig zijn voor de uitoefening van de functie."

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 maart 2009 van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het reglement, vastgesteld door de gemeenteraad in zitting van 28 februari 2013, houdende vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de graden van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris en van gemeenteontvanger;

Gelet op artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het protocolakkoord, afgesloten in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 18 november 2013;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Besluit, eenparig, het reglement over de benoemingsvoorwaarden tot de graden van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris en van gemeenteontvanger als volgt te wijzigen:

Hoofdstuk I - Algemene bepalingen

Artikel 1 - De benoeming in de hoedanigheid van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris of gemeenteontvanger zal via bevordering of aanwerving gebeuren.

De gemeenteraad zal over de benoemingswijze beslissen.

De gemeenteraad kan eveneens beslissen de bedieningen van gemeentesecretaris en gemeenteontvanger bij mandaat te begeben volgens de bepalingen en de wijze, voorzien in artikel 69 van de nieuwe gemeentewet.

Hoofdstuk II - Bevordering

Artikel 2 - De betrekkingen van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris en gemeenteontvanger zullen toegekend worden via bevordering door ruime keuze na een oproep tot kandidaten binnen het personeel van het gemeentebestuur van Ukkel.

Als de betrekking van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris of gemeenteontvanger buiten mandaat wordt begeben, meer bepaald op definitieve basis, dan kan de gemeenteraad een stage van maximaal twee jaar voorzien.

Artikel 3 - Om te kandideren voor deze betrekkingen moeten de vastbenoemde gemeenteambtenaren, tewerkgesteld bij het gemeentebestuur van Ukkel, aan de volgende voorwaarden voldoen:

a) ten minste de graad van bestuurssecretaris of een overeenstemmende graad bezitten;

b) ten minste 5 jaar verworven anciënniteit bezitten in een relevante graad van niveau A;

c) lichamelijk geschikt zijn voor het uitoefenen van de functie.

Artikel 4 - De kandidaten moeten houder zijn van een diploma of getuigschrift, uitgereikt na de beëindiging van een volledige cyclus van leergangen bestuurswetenschappen in overeenstemming met het door de Koning vastgestelde minimumprogramma of van een diploma dat geldt als vrijstelling.

Artikel 5 - Als overgangsmaatregel en in afwachting dat het minimumprogramma van de leergangen bestuurswetenschappen, bedoeld in artikel 4, vastgesteld is, worden de diploma's en getuigschriften, uitgereikt na de beëindiging van een volledige cyclus van het economisch hoger onderwijs of graduaat in de bestuurswetenschappen, geacht aan de voorwaarden van deze bepaling te voldoen.

Hoofdstuk III - Aanwerving

Artikel 6 - De algemene voorwaarden om benoemd te worden in de hoedanigheid van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris of gemeenteontvanger zijn de volgende:

1) Belg zijn;

2) van onberispelijk gedrag zijn;

3) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4) aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

5) lichamelijk geschikt zijn om de functie uit te oefenen;

6) aan het einde van de openbare oproep beschikken over een relevante beroepservaring van negen jaar met betrekking tot de functie;

7) houder zijn van een masterdiploma of gelijkwaardig diploma (universitair diploma of hoger onderwijs lange type);

8) geslaagd zijn in het examen, voorzien in artikel 8.

Artikel 7 - Overeenkomstig de wettelijke bepalingen mag de gemeenteraad de taalrol vaststellen tot welke de kandidaten moeten behoren.

Artikel 8 - Het examen omvat:

1. Proeven om de geestesrijpheid van de kandidaten te beoordelen.

a) Schriftelijke proef

- Samenvatting van, commentaar en kritiek op een voordracht over een onderwerp van algemene aard van het niveau van het hoger Onderwijs.....18/30

b) Mondelinge proef

- Gesprek over kwesties van algemene aard en over de capaciteit van de kandidaten om de functie uit te oefenen (motivatie, persoonlijkheid, beroepservaring, interesse voor de functie).....18/30

2. Schriftelijke beroepsproef in de vorm van een openboekexamen met het oplossen van praktische gevallen, meerkeuzevragen, eenvoudige vragen of combinaties, en dit over de volgende onderwerpen:

a) voor de gemeentesecretaris en de adjunct-gemeentesecretaris:

- grondige kennis van de gemeentewet..... 20 punten

- grondwettelijk recht..... 10 punten

- administratief recht..... 10 punten

Totaal.....24/40

b) voor de gemeenteontvanger:

- grondige kennis van de gemeentewet.....15 punten

- wetgeving op de overheidsopdrachten.....10 punten

- lokale financiën.....15 punten

Totaal..... 24/40

3. a) Eén of meerdere proeven rond de bekwaamheden inzake management of directie die nodig zijn voor het profiel van de functie gemeentesecretaris en adjunct-gemeentesecretaris.....geschikt/ongeschikt;

b) Eén of meerdere proeven rond de bekwaamheden inzake financieel beheer en de algemene kennis inzake economie.....geschikt/ongeschikt;

Artikel 9 - De examenjury, waarvan de leden telkens door het college van burgemeester en schepenen aangewezen zullen worden, zal als volgt samengesteld zijn:

- 1 voorzitter: de burgemeester;
- 1 lid van het schepencollege;
- 2 gemeentesecretarissen en indien het gaat om de aanwerving van een gemeenteontvanger zal de jury 1 gemeentesecretaris en 1 gemeenteontvanger bevatten;
- 1 selectiedeskundige (personeel - openbaar management);
- 1 docent van het hoger onderwijs;
- 1 secretaris van de jury, meer bepaald een gemeenteambtenaar, zonder beraadslagende stem.

Elke groep van de gemeenteraad en de representatieve vakbonden mogen iemand van hun leden aanduiden die de proeven bijwoont in de hoedanigheid van waarnemer.

Deze personen zullen de beraadslagingen echter niet mogen bijwonen.

Hoofdstuk IV - Taalkennis

Artikel 10 - In geval van benoeming via werving moeten de kandidaten, op het ogenblik van de toelating tot de stage, met vrucht een schriftelijke en een mondelinge proef afgelegd hebben over de voldoende kennis van de tweede landstaal conform de wettelijke bepalingen over het gebruik van talen in bestuurszaken.

In geval van benoeming via bevordering moeten de kandidaten, op het ogenblik van de afsluiting van de oproep, met vrucht een schriftelijke en een mondelinge proef afgelegd hebben over de voldoende kennis van de tweede landstaal conform de wettelijke bepalingen over het gebruik van talen in bestuurszaken.

Hoofdstuk V - Valorisatie van vroegere diensten

Artikel 11 - De valorisatie van gepresteerde diensten in de privésector wordt toegelaten voor de berekening van het salaris, voor zover het gaat om functies die onmiddellijk nuttig zijn voor de uitoefening van de functie.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 2E – 2 : **Personnel.- Prime à la vie chère pour l'année 2013 au personnel domicilié en Région de Bruxelles-Capitale.**

M./de h. Desmet aimerait s'assurer que les membres du personnel des écoles communales d'Uccle sont concernés.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique que le personnel, qui dépend de l'Administration communale, recevra ladite prime. Le personnel enseignant, payé par la Communauté française, quant à lui, ne la reçoit pas.

Objet 2E – 2 : **Personnel communal.- Prime à la vie chère pour l'année 2013 au personnel domicilié en Région de Bruxelles-Capitale.**

Le Conseil communal,

Considérant le pourcentage relativement limité de fonctionnaires domiciliés en Région de Bruxelles-Capitale, comme l'indique le rapport de l'Observatoire de l'emploi du 31 décembre 2011, et l'impact négatif de cette donnée au niveau de la mobilité pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant l'important surcoût qu'entraîne le fait de vivre en Région de Bruxelles-Capitale, soit en raison des prix élevés pour l'achat d'un terrain à bâtir ou d'un logement, soit en raison des prix de location élevés comme l'indiquent l'enquête relative aux budgets des ménages et le rapport "Chiffres clés de l'immobilier" du Service public fédéral Economie du 22 février 2010;

Considérant le souhait du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'augmenter le pourcentage de fonctionnaires domiciliés en Région de Bruxelles-Capitale, pour des raisons de lutte contre les problèmes de mobilité;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, du 11 juillet 2013, octroyant aux communes un subside de 8.355.362,00 € visant à financer une prime à la vie chère de 360,00 € pour l'année 2013 au personnel des pouvoirs locaux domicilié en Région de Bruxelles-Capitale (des communes, des C.P.A.S., des associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'Action sociale dont le conseil d'administration est constituée de C.P.A.S., des hôpitaux publics dont les communes prennent le déficit en charge et du Mont-de-Piété);

Vu le protocole n°4 relatif à un accord sectoriel 2012/2013 conclu au sein du comité C de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que l'accord sectoriel 2012/2013 prévoit l'octroi d'une prime à la vie chère de 360,00 EUR par an au personnel des pouvoirs locaux domicilié en Région de Bruxelles-Capitale (communes, Mont-de-Piété, C.P.A.S. associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'Action sociale dont le Conseil d'Administration est constitué de C.P.A.S. et hôpitaux publics);

Vu que le calcul de subside reprendra, par entièreté, le nombre total des membres du personnel des pouvoirs locaux qui réside en Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année, multiplié par le montant de 360,00 € et s'effectuera sur base des modalités suivantes :

- Pour l'agent qui change de domicile, la prime de vie chère est payée à partir du mois qui suit la date d'inscription de l'agent au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, pour autant que cette date soit postérieure au 1^{er} janvier 2013.

- L'octroi de la prime de vie chère prend fin le premier jour du mois qui suit la radiation de l'agent du registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale sauf s'il est inscrit dans les registres de la population d'une autre commune de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que la quote-part de l'avance et du solde revenant au C.P.A.S., aux associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action sociale dont le CA est constitué de C.P.A.S. et, le cas échéant, au Mont-de-Piété et à l'hôpital ou aux hôpitaux leur sera immédiatement rétrocédée par la commune;

Vu que les dépenses de personnel sont une charge importante et récurrente;

Considérant que l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale par le biais d'une subvention permet de garder (voir d'attirer) le personnel des pouvoirs locaux en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que les pièces justificatives doivent être introduites impérativement pour le 31 mai 2014 à l'Administration des Pouvoirs locaux – Direction des Initiatives Spécifiques – City Center, boulevard du Jardin Botanique 20, 1^{ère} étage à 1035 Bruxelles;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu le protocole de désaccord établi suite à la réunion du comité particulier de négociation syndicale du 18 novembre 2013;

Vu le fait que le désaccord porte essentiellement sur l'aspect injuste et discriminatoire de l'octroi d'une telle prime, conformément aux arguments repris dans le protocole de désaccord établi au niveau du comité C;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Arrête, à l'unanimité :

Prime à la vie chère

1. Une prime à la vie chère est octroyée mensuellement aux agents qui sont inscrits au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

2. La prime de vie chère sera calculée conformément aux instructions du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale. Cette prime n'est pas soumise à l'indexation.

3. Pour l'agent qui change de domicile, la prime de vie chère est payée à partir du mois qui suit la date d'inscription de l'agent au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, pour autant que cette date soit postérieure au 1^{er} janvier 2013.

L'octroi de la prime de vie chère prend fin le premier jour du mois qui suit la radiation de l'agent du registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, sauf s'il est inscrit dans les registres de la population d'une autre commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'agent informe immédiatement le Service du personnel de tout changement de domicile ayant un impact sur son droit au bénéfice de la prime à la vie chère.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2E – 2 : Gemeentepersoneel.- Levensduurtepremie voor het jaar 2013 voor het personeel gehuisvest in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Gemeenteraad,

Gelet op het relatief laag percentage aan ambtenaren, gehuisvest in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals aangegeven door het verslag van het Observatorium voor de Werkgelegenheid van 31 december 2011 en de negatieve impact hiervan op de mobiliteit voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de belangrijke meerkost om te kunnen leven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ofwel door de hoge aankooprijzen van bouwgrond of een woning, ofwel door de hoge huurprijzen zoals aangegeven door het onderzoek inzake gezinsbudgetten en het verslag "Kerncijfers vastgoed" van de federale overheidsdienst Economie van 22 februari 2010;

Gelet op de wens van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om het percentage aan ambtenaars, gehuisvest in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, te verhogen in de strijd tegen de mobiliteitsproblemen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 juli 2013 tot toekenning van een subsidie van € 8.355.362 aan de gemeenten tot financiering van een levensduurtepremie van € 360 voor het jaar 2013 voor het in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonende personeel van de plaatselijke besturen (gemeenten, OCMW's, verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit OCMW's bestaat, de openbare ziekenhuizen waarvan de gemeenten het tekort ten laste nemen en de Berg van Barmhartigheid);

Gelet op protocol nr. 4 inzake een sectoraal akkoord 2012/2013, afgesloten binnen het Comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien het sectoraal akkoord 2012/2013 de toekenning voorziet van een levensduurtepremie van € 360 per jaar voor het in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonende personeel van de plaatselijke besturen (gemeenten, Berg van Barmhartigheid O.C.M.W.'s, verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit O.C.M.W.'s en openbare ziekenhuizen bestaat);

Aangezien de berekening van de subsidie het totaal aantal zal nemen van het in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonende personeel van de plaatselijke besturen van 1 januari tot 31 december van het jaar, vermenigvuldigd met het bedrag van € 360 en op basis van de volgende modaliteiten zal gebeuren:

- Voor de ambtenaar die van woonplaats verandert wordt de levensduurtepremie betaald vanaf de maand die volgt op de inschrijvingsdatum van de ambtenaar in het bevolkingsregister van één van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover deze datum later is dan 1 januari 2013.

- De toekenning van de levensduurtepremie eindigt de eerste dag van de maand die volgt op de schrapping van de ambtenaar in het bevolkingsregister van één van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, behalve indien hij is ingeschreven in het bevolkingsregister van een andere gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien de gemeente het aandeel van het voorschot en het saldo dat toekomt aan de O.C.M.W.'s, verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit O.C.M.W.'s, eventueel de Berg van Barmhartigheid één of meerdere openbare ziekenhuizen bestaat, hen onmiddellijk zal teruggeven;

Aangezien de personeelsuitgaven een belangrijke en wederkerende last zijn;

Overwegende dat de tussenkomst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via een subsidie het mogelijk maakt om personeel van de plaatselijke besturen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te houden (of aan te trekken);

Aangezien de rechtvaardigingsstukken ingediend moeten worden voor 31 mei 2014 aan het Bestuur Plaatselijke Besturen - Directie Specifieke Initiatieven - City Center, Kruidtuinlaan 20, 1ste verdieping te 1035 Brussel;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het protocol van niet-akkoord ingevolge de vergadering van het syndicaal bijzonder onderhandelingscomité van 18 november 2013;

Aangezien het niet-akkoord essentieel betrekking heeft op het onrechtvaardig en discriminerend aspect van de toekenning van een dergelijke premie; overeenkomstig de argumenten, opgenomen in het protocol van niet-akkoord, opgesteld door het Comité C;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Beslist eenparig:

Levensduurtepremie

1. Er wordt maandelijks een levensduurtepremie toegekend aan de ambtenaren die ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van één van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor de periode van 1 januari tot 31 december 2013.

2. De levensduurtepremie zal berekend worden overeenkomstig de instructies van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Deze premie is niet onderworpen aan indexering.

3. Voor de ambtenaar die van woonplaats verandert wordt de levensduurtepremie betaald vanaf de maand die volgt op de inschrijvingsdatum van de ambtenaar in het bevolkingsregister van één van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover deze datum later is dan 1 januari 2013.

De toekenning van de levensduurtepremie eindigt de eerste dag van de maand die volgt op de schrapping van de ambtenaar in het bevolkingsregister van één van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, behalve indien hij is ingeschreven in de bevolkingsregisters van een andere gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De ambtenaar brengt de Personeelsdienst onmiddellijk op de hoogte van elke wijziging van zijn woonplaats die een invloed heeft op zijn recht als begunstigde op de levensduurtepremie.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 2E – 3 : Personnel.- Octroi d'un cadeau lors du départ à la pension.- Adaptation du montant.

M./de h. Desmet remarque qu'il n'y a pas de spécifications précises à la lecture du document concernant le personnel. Qui est concerné?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools doit vérifier certaines informations avant de pouvoir apporter une réponse claire à M. Desmet.

Objet 2E – 3 : Personnel.- Règlement sur l'octroi d'un cadeau offert à la pension.- Modification.

Le Conseil,

Vu le règlement sur l'octroi d'un cadeau offert à la pension, voté en séance du Conseil communal du 27 novembre 2003;

Attendu que ce règlement est d'application depuis le 1^{er} janvier 2004;

Que l'article 2 de ce règlement stipule que le montant du cadeau, adapté tous les cinq ans, est fixé à 124 € (TVA incluse);

Que sur base 2004 = 100, l'indice des prix à la consommation de juillet 2013 est de 122,66;

Qu'il y a dès lors lieu de fixer pour cinq années le nouveau montant à 152 € ($124 \times 1,2266 = 152,0984$ €) à partir du 1^{er} janvier 2014, comme prévu dans le règlement susmentionné;

Vu le protocole d'accord établi suite à la réunion du Comité particulier de négociation du 18 novembre 2013;

Décide, à l'unanimité, de fixer le nouveau montant du cadeau offert à la pension à 152 €, pour les cinq prochaines années.

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Une expédition du présent règlement sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2E – 3 : Personeel.- Reglement over de verlening van een geschenk, aangeboden bij het pensioen.- Wijziging.

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement over de verlening van een geschenk aangeboden bij het pensioen, gestemd in zitting van de Gemeenteraad van 27 november 2003;

Aangezien dat dit reglement van toepassing is vanaf 1 januari 2004;

Dat het artikel 2 van dit reglement stelt dat het bedrag van het geschenk, herzienbaar elke vijf jaar, op 124 € (BTW inbegrepen) werd vastgesteld;

Dat op basis 2004 = 100, de index van de consumptieprijzen van juli 2013 meer bepaald 122,66 bedraagt;

Dat het aangewezen is het nieuwe bedrag voor vijf jaar op 152 € ($124 \times 1,2266 = 152,0984$ €) vast te stellen, vanaf 1 januari 2014, zoals voorzien in het bovenvermelde reglement;

Gelet op het protocolakkoord, afgesloten in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 18 november 2013;

Besluit, eenparig, het nieuwe bedrag van het geschenk aangeboden bij het pensioen op 152 € vast te stellen, voor de vijf volgende jaren.

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de voorlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Een uitgifte van onderhavige beraadslaging zal aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegestuurd worden, voor goedkeuring.

Objet 3A – 1 : **Dénomination d'une nouvelle voirie.- Décision de principe.**

Le Conseil,

Vu la réglementation relative à la dénomination des voies et places publiques;

Attendu qu'une voie sans issue située à la fois sur le territoire de Forest et d'Uccle a été créée ces dernières années;

Vu que la commune de Forest a récemment porté à notre connaissance qu'elle lui a donné, en date du 5 juillet 2007, le nom de "rue Jean d'Osta" (historien forestois célèbre);

Qu'aucune objection n'a été formulée ni par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, ni par les dix-huit autres communes de la Région;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Après en avoir délibéré, décide de donner le nom "rue Jean d'Osta" au tronçon de voirie situé au droit du n° 395 de la chaussée de Neerstalle à Uccle.

Des expéditions de la présente délibération seront transmises pour avis à la Commission Royale de Toponymie et de Dialectologie.

Onderwerp 3A – 1 : **Benaming van een nieuwe weg.- Principebeslissing.**

De Raad,

Gelet op de reglementering inzake de benaming van openbare wegen en plaatsen;

Overwegende dat er de laatste jaren een doodlopende straat werd gecreëerd die zowel op het grondgebied van Vorst als dat van Ukkel gelegen is;

Aangezien de gemeente Vorst ons op 5 juli 2007 heeft meegedeeld de naam "Jean d'Ostastraat" (bekende historicus uit Vorst) aan de straat gegeven te hebben;

Aangezien het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest noch de achttien andere Brusselse gemeentes bezwaren hebben geformuleerd;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Na beraadslaging, beslist de naam "Jean d'Ostastraat" te geven aan het gedeelte van de weg ter hoogte van nr. 395 van de Neerstallesteenweg in Ukkel.

Afschriften van de onderhavige beraadslaging zullen ter kennisgeving overgemaakt worden aan de Koninklijke Commissie voor Toponymie en Dialectologie.

Objet : 3B – 1 **Budget 2013.- Modifications budgétaires n°s 5 (service ordinaire) et 6 (service extraordinaire).**

Le point est approuvé par 28 voix pour et 6 voix contre.

Ont votés contre : MM. Wyngaard, Desmet, Mmes Francken, De Brouwer, M. Minet et Mme Ledan.

Objet 3B – 2 : **Douzièmes provisoires pour l'exercice budgétaire 2014.**

Le Conseil,

Vu l'article 14 du Règlement général de la comptabilité communale;

Vu que lorsque le budget n'est pas encore voté, les crédits provisoires doivent être arrêtés par le Conseil communal;

Vu la nécessité de s'assurer de pouvoir faire face aux obligations les plus immédiates qui se présenteront dès le début du nouvel exercice budgétaire et d'écartier tout risque de blocage;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide de demander à l'autorité de tutelle l'autorisation de disposer pour 2014 de crédits provisoires à concurrence d'un douzième des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent et approuvées par l'autorité supérieure.

Onderwerp 3B – 2 : **Voorlopige twaalfden voor het begrotingsjaar 2014.**

De Raad,

Gezien artikel 14 van het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Gezien in het geval dat de begroting nog niet gestemd is geweest, moeten de voorlopige kredieten vastgelegd worden door de Gemeenteraad.

Gezien de noodzaak tegemoet te kunnen komen aan de dringendste verplichtingen die zich zouden voordoen vanaf het begin van het nieuwe begrotingsjaar en alle risico van blokkeren te vermijden;

Op voorstel van het Schepencollege,

Besluit aan de voogdijoverheid de toelating te vragen voor 2014 te mogen beschikken over voorlopige kredieten ten beloop van een twaalfde van de toewijzigingen van de gewone begroting van het vorige dienstjaar en goedgekeurd door de hogere overheid.

Objet 3B – 3 : **Renouvellement du règlement-taxe sur les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par voie hertzienne.- Modification de texte.**

Mme l'Echevin/de h. schepen Gol-Lescot explique qu'une modification des avenants a été demandée en Commission. Mais, après enquête auprès des différents services, il s'avère que c'est la jurisprudence qui demande que la motivation soit de plus en plus précise.

Les "considérant" dans le texte ont été proposés par le service Juridique et par l'Association des Villes et Communes tant sur la dotation générale aux communes qui concerne Uccle que ce qui concerne la pollution.

Il est proposé d'accepter le texte tel qu'il est rédigé. Il faut simplement corriger deux erreurs. Ajouter un "D" à Dexia dans le premier "Considérant" et modifier la phrase dans l'article 2 (la puissance effective de chaque antenne telle que délivrée par son permis d'environnement et exprimée en dBm) en mentionnant qu'il s'agit de la puissance telle que mentionnée dans le permis d'environnement.

M./de h. Wyngaard souhaite connaître la situation actuelle par rapport à ce que la commune aurait dû percevoir depuis un certain nombre d'années via cette taxe sur les mâts, antennes, pylônes de téléphonie mobile. Combien est-ce qu'on envisageait d'encaisser grâce à ce règlement-ci sur base annuel ?

En ce qui concerne le texte du deuxième "considérant", M. Wyngaard propose de le motiver en faisant allusion à la paupérisation croissante de la région. Lorsque les revenus par habitant sont comparés entre Bruxelles et les autres régions, on constate une baisse constante et donc les revenus en matière fiscale sont diminués. C'est davantage cela que le fait qu'Uccle perçoive 290.000 ou 450.000 € de la dotation régionale.

Il est d'accord sur le "Considérant" qui mentionne que les antennes sont nuisibles à l'environnement mais constate que cela n'a rien à voir avec le règlement proposé. A la limite, le Conseil d'Etat a parfois tendance dans sa jurisprudence à tancer les communes quand elles justifient un règlement ou un règlement-taxe sur base d'un autre objectif que l'équilibre financier.

On a l'impression qu'on justifie la taxe par le fait que les antennes sont nuisibles à l'environnement et à la santé. C'est malvenu et cela pourrait engendrer un risque sur le plan juridique.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot n'a pas proposé d'enlever ce "considérant" puisque les juristes de l'Association des villes et des communes et de la Commune d'Uccle ont considéré ce point comme un élément essentiel, en tant que but secondaire de la taxe.

La remarque de M. Wyngaard concernant la paupérisation de la population et la diminution des taxes perçues a été abordée avec les services. Il semblerait que cette formulation a été proposée par l'Association des villes et des communes.

Un montant de 820.000 € est inscrit au budget 2013. Mme l'Echevin Gol-Lescot enverra une réponse écrite concernant le montant global inscrit dans le passé.

Mme Dupuis précise que les taxes ont normalement un effet dissuasif et il est bien normal d'indiquer l'aspect dangereux que cause la multiplication de ces antennes.

Objet 3B – 3 : Taxe sur les antennes gsm ou mobilophonie de télécommunications d'émission de signaux et d'échange d'informations par voie hertziennes.-Renouvellement avec modification de texte.

Le Conseil,

Vu l'article 170 de la Constitution;

Vu les articles 117 et 118 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition communale;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que la Cour constitutionnelle, dans un arrêt du 15 décembre 2011, n° 189/2011, a décidé que : "*Dans l'interprétation selon laquelle l'article 98, § 2 de la loi du 21.03.1991 portant réforme de certaines entreprises publiques n'interdit pas aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité, cette disposition ne viole pas l'article 170, § 4 de la Constitution*";

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation du 30 mars 2012 : "*Ainsi que la Cour constitutionnelle l'a dit dans son arrêt n° 189/2011 du 15 décembre 2011, la nécessité de l'intervention législative fédérale n'est donc établie qu'à l'égard de l'utilisation du domaine public et pour les seules installations visées par l'article 98, paragraphe 2.*"

Cette disposition n'interdit dès lors pas aux provinces de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunications qui se matérialise sur le territoire de la province par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité";

Vu l'arrêt de la Cour de Cassation du 1er juin 2012 : "aucune disposition n'interdit aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité";

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune. C'est particulièrement le cas de la perte de dividendes DEXIA;

Considérant que le taux de la taxe sur les antennes est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, qui trouvent leur source, notamment dans un sous financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et en particulier d'Uccle;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant qu'il convient d'exempter les antennes affectées à un service d'utilité publique, c'est-à-dire les services de secours, les forces de l'ordre et la protection civile, et utilisées à cette seule et unique fin;

Considérant que les antennes visées propagent des ondes électromagnétiques dont certains effets liés aux rayonnements électromagnétiques constituent un type de pollution, il convient que les propriétaires de ces antennes contribuent au maintien d'un environnement propre et vert afin de tenter d'atténuer les effets négatifs ou ressentis comme tels sur la population locale;

Considérant que d'autres taxes sont déjà levées sur les entreprises qui ont leur siège social et/ou Administratif sur le territoire de la commune d'Uccle qu'il convient de ne pas alourdir d'avantage les charges fiscales de ces entreprises;

Considérant qu'en outre, les opérateurs qui exploitent des antennes sur le territoire de la commune d'Uccle n'y ont pas leur siège social ou administratif et considérant que la commune ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte.

REGLEMENT

Article 1 :

Il est établi au profit de la commune d'Uccle à partir du 1er janvier 2013 et pour une période se terminant le 31 décembre 2019, une taxe annuelle sur chaque antenne GSM ou mobilophonie, de télécommunication, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne soumise à permis d'environnement.

Article 2 :

Antenne : chaque système fixe d'émission conçu pour émettre ou capter un signal de radio télécommunication par ondes électromagnétiques pour toute technologie;

Puissance : la puissance effective de chaque antenne telle que mentionnée par son permis d'environnement et exprimée en dBm;

dBm : le rapport en décibels (dB) entre une valeur de référence exprimée en watt (W) et un milliwatt (mW).

Article 3 :

La taxe est établie en fonction de la puissance de chaque antenne et est fixée comme suit :

51,5 € par dBm pour chaque antenne visée par à l'article 1er.

Ce montant sera augmenté au 1^{er} janvier de chaque année au taux de 3 %.

montant en €	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	51,50	53,05	54,64	56,28	57,96	59,70	61,49

La taxe est due, au premier janvier de l'exercice d'imposition, pour l'année civile entière par le titulaire d'un droit réel sur l'antenne ou à défaut de déterminer le titulaire d'un droit réel sur l'antenne par le titulaire d'un droit d'exploiter l'antenne, quelles que soient l'époque d'installation et la durée de fonctionnement de l'antenne.

La détermination du redevable se fait en fonction des données communiquées dans la déclaration.

Article 4 :

Sont exonérées de la taxe :

a) les personnes (physiques ou morales) utilisant des antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne en dehors d'une activité commerciale ou lucrative;

b) les antennes GSM ou mobilophonie, de télécommunications, d'émission de signaux et d'échange d'informations par la voie hertzienne exploitées à des fins militaires ou de service public. Ne peut être considéré comme exploité à des fins de service public, l'antenne exploitée par des personnes physiques ou morales poursuivant un but de lucre;

c) le réseau de télécommunications ASTRID créé en exécution de la loi du 8 juin 1998 (Moniteur belge du 13 juin 1998) relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité.

Article 5 :

§1. L'Administration communale adresse chaque année au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

§2. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration doit en réclamer une à l'Administration et la renvoyer dûment remplie, datée et signée avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

§3. En cas de modification de la base imposable ainsi que pour toute nouvelle exploitation d'antenne(s), une nouvelle déclaration devra être faite auprès de l'Administration communale endéans les 15 jours de cette modification.

Article 6 :

§1. Conformément à l'article 6 de la loi du 24 décembre 1996, la non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe d'après les éléments dont l'Administration communale peut disposer;

§2. Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe;

§3. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Si, endéans ce délai, le redevable n'a émis aucune observation, il sera procédé à l'enrôlement d'office de la taxe;

§4. En cas de litige, seule la valeur de la puissance effective renseignée dans le permis d'environnement sera prise en compte pour chaque antenne;

§5. Les infractions au présent règlement sont constatées par le ou les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 7 :

Le recouvrement de la taxe se fait par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 8 :

§1. Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins.

§2. Pour être recevable, la réclamation doit être faite par écrit. Sous peine de déchéance, la réclamation est introduite par envoi postal ou remise contre accusé de réception à la commune dans un délai de 6 mois à partir du troisième jour ouvrable qui suit la date de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. En outre, la réclamation doit être dûment motivée.

§3. L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

Article 9 :

Le présent règlement abroge au 1er janvier 2013 celui délibéré par le Conseil communal du 25 octobre 2012 et visé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, le 26 février 2013.

Onderwerp 3B – 3 : **Belasting op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven.- Vernieuwing met wijziging van de tekst.**

Datum van de beraadslaging van de gemeenteraad: 28 november 2013

Gelet op artikel 170 van de Grondwet;

Gelet op artikels 117 en 118 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien het Grondwettelijk Hof in arrest 189/2011 van 15 december 2011 het volgende heeft beslist: *"In de interpretatie volgens welke artikel 98, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven de gemeenten verbiedt de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de gemeente verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid van gsm-pylonen, -masten of -antennes die voor die activiteit worden aangewend, te belastingen om budgettaire redenen of andere redenen, schendt die bepaling artikel 170, § 4, van de Grondwet."*;

Gelet op het arrest van het Hof van Cassatie van 30 maart 2012: *"Het Grondwettelijk Hof heeft in het arrest nr. 189/2011 van 15 december 2011 beslist dat de noodzaak van een federaal wetgevend optreden dus enkel vaststaat ten aanzien van het gebruik van het openbaar domein en uitsluitend voor de installaties bedoeld in artikel 98, § 2. Voornoemde bepaling verbiedt derhalve de provincies niet om de economische activiteit van de telecomoperatoren die op het grondgebied van de provincie verwezenlijkt wordt door de aanwezigheid op publiek of privaat domein van gsm-masten, -pylonen of -antennes die voor die activiteit worden aangewend, te belastingen om budgettaire of andere redenen."*;

Gelet op het arrest van het Hof van Cassatie van 1 juni 2012: *"Aucune disposition n'interdit aux communes de taxer, pour des motifs budgétaires ou autres, l'activité économique des opérateurs de télécommunication qui se matérialise sur le territoire de la commune par la présence sur le domaine public ou privé de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité."*;

Overwegende dat een aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de gemeentelijke ontvangsten; dit is in het bijzonder het geval met het verlies van DEXIA-dividenten;

Overwegende dat het belastingtarief op de antenne gerechtvaardigd wordt door de stijging van de lasten op de gemeentelijke financiën die hun oorsprong vinden in een onderfinanciering van de gemeentes door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het bijzonder van Ukkel;

Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat antennes van diensten van openbaar nut, meer bepaald de hulpdiensten, de ordediensten en de civiele bescherming, en enkel voor deze doelstelling gebruikt vrijgesteld zouden moeten worden;

Overwegende dat de bedoelde antennes elektromagnetische golven voortbrengen waarvan bepaalde gevolgen door elektromagnetische stralen een type van vervuiling zijn en het gepast is dat de eigenaars van deze antennes bijdragen aan het behoud van een proper en groen milieu om de negatieve of zo ervaren gevolgen voor de plaatselijke bevolking te verminderen;

Overwegende dat er reeds andere belastingen worden geheven op de ondernemingen met maatschappelijke en/of administratieve zetel op het grondgebied van de gemeente Ukkel en het gepast is de fiscale lasten van deze ondernemingen niet verder te verzwaren;

Overwegende dat de operatoren die antennes uitbaten op het grondgebied van de gemeente Ukkel er bovendien niet hun maatschappelijke of administratieve zetel hebben en de gemeente uit deze vestigingen aldus geen enkele directe of indirecte compensatie krijgt;

REGLEMENT

Article 1 :

Er wordt ten bate van de gemeente Ukkel vanaf 1 januari 2013 tot 31 december 2019 een jaarlijkse belasting geheven op relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, onderworpen aan een milieuvergunning.

Article 2 :

Antenne: elk vast zendsysteem ontworpen om een radiotelecommunicatiesignaal uit te zenden of te ontvangen via elektromagnetische golven voor elke technologie;

Vermogen: het effectief vermogen van elke antenne, vermeld in de milieuvergunning en uitgedrukt in dBm;

dBm: de vermogensverhouding in decibel (dB) tussen een referentiewaarde, uitgedrukt in watt (W) en één milliwatt (mW).

Article 3 :

De belasting hangt af van het vermogen van elke antenne en is als volgt vastgelegd:

€ 51.5 per dBm voor elke antenne, bedoeld in artikel 1.

Dit bedrag wordt op 1 januari van elk jaar verhoogd met 3%.

Bedrag in €	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	51,50	53,05	54,64	56,28	57,96	59,70	61,49

De belasting is verschuldigd - op één januari van het aanslagjaar - voor een volledig kalenderjaar door de houder van een reëel recht op de antenne of, indien de houder van een reëel recht op de antenne niet vastgesteld kan worden, door de houder van een uitbatingsrecht van de antenne, ongeacht de installatieperiode en de werkingsduur van de antenne.

De bepaling van de belastingplichtige gebeurt op basis van de gegevens die op de aangifte werden vermeld.

Article 4 :

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- a) de personen (natuurlijke personen of rechtspersonen) die relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven niet voor commerciële of lucratieve activiteiten gebruiken;
- b) de relaisantennes van gsm's of mobilofonie, van telecommunicatie, voor uitzending van signalen en informatie-uitwisseling via hertzgolven, uitgebaat voor doelstellingen van militaire aard of van openbare diensten; Wordt niet beschouwd als uitbating voor doelstellingen van openbare diensten: de antenne, uitgebaat door natuurlijke personen of rechtspersonen die een lucratieve doelstelling nastreven;
- c) het telecommunicatienetwerk ASTRID, opgericht in uitvoering van de wet van 8 juni 1998 (Belgisch Staatsblad van 13 juni 1998) betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten.

Article 5 :

- §1. Het gemeentebestuur stuurt jaarlijks een aangifteformulier naar de belastingplichtige die dit behoorlijk ingevuld en ondertekend moet terugsturen voor de vervalddag die op dit formulier vermeld staat.
- §2. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen moet een formulier aanvragen bij het bestuur en dit behoorlijk ingevuld en ondertekend terugsturen voor de vervalddag die op dit formulier vermeld staat.
- §3. In geval van wijziging van de belastbare grond en voor elke nieuwe uitbating van antennes moet een nieuwe aangifte opgesteld worden bij het gemeentebestuur binnen de 15 dagen van deze wijziging.

Article 6 :

- §1. Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 24 december 1996 wordt, bij gebrek aan een aangifte binnen de vastgelegde termijnen, in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, de belasting ambtshalve ingekohierd volgens de elementen waarover het gemeentebestuur kan beschikken.
- §2. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd, de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.
- §3. De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden. Indien de belastingplichtige binnen deze termijn geen enkele opmerking heeft geformuleerd, zal de belasting ambtshalve ingekohierd worden.
- §4. In geval van een geschil zal enkel rekening gehouden worden met de effectieve vermogenswaarde, vermeld in de milieuvergunning, voor elke antenne.
- §5. De inbreuken op het onderhavige reglement worden vastgesteld door de beëdigde ambtenaar(s) die hiervoor speciaal werd(en) aangesteld door het college van burgemeester en schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Article 7 :

De belasting wordt via inkohiering ingevorderd. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Article 8 :

§1. De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§2. Om ontvankelijk te zijn moet het bezwaar schriftelijk gebeuren. Om ontvankelijk te zijn moet het bezwaar ingediend worden via de post of tegen een ontvangstbewijs overhandigd worden aan de gemeente binnen een termijn van 6 maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet. Het bezwaar moet bovendien behoorlijk gemotiveerd worden.

§3. De indiening van een bezwaar houdt geen opschorting van de opeisbaarheid van de belasting in en ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting de belasting binnen de vastgestelde termijn te betalen.

Article 9 :

Het onderhavige reglement trekt op 1 januari 2013 het reglement in dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 25 oktober 2012 en door het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 26 februari 2013.

Objet 3C – 1 : **Economie ucquoise.- Subsidies d'encouragement aux Associations de Commerçants.- Année 2013.**

M./de h. Wyngaard constate les conséquences déplorables de la décision, prise par le pouvoir communal, du sous-financement des A.S.B.L. Il est regrettable de voir les budgets, qui leur sont alloués, ainsi réduits. Il est parfois difficile de boucler le budget en fin d'année. Pour la commune, cela ne représente pas grand-chose. Cette situation devrait être revue et il serait nécessaire d'en reparler lors de la discussion budgétaire.

Objet 3C – 1 : **Economie ucquoise.- Subsidies d'encouragement aux Associations des Commerçants et Artisans ucquois.- Année 2013.**

Le Conseil,

Vu qu'un crédit de 10.400 € a été inscrit au budget 2013 à l'article 520/332-02/60 en faveur des associations de commerçants et Artisans ucquois;

Attendu que chaque groupement a fait parvenir un rapport des activités réalisées et prévues pour l'année à venir, les comptes, le rapport de gestion et de la situation financière;

Que le Collège, en sa séance du 6 novembre 2013, a réparti les subsides pour l'année 2013 de la manière suivante :

- Bourdon	1.250 €
- Fort-Jaco	2.000 €
- Uccle centre	2.600 €
- Vanderkindere	1.050 €
- Bascule	1.800 €
- Vivier d'Oie	600 €
- Saint-Job	500 €
- Cavell Village	600 €

TOTAL : 10.400 €

Onderwerp 3C – 1 : **Ukkelse Economie.- Subsidies aan Verenigingen van Ukkelse Handelaars.- Jaar 2013.**

De Raad,

Aangezien de begroting van 2013 een krediet van 10.400 € voorziet onder artikel 520/332-02/60 ten bate van de handelaarsverenigingen;

Aangezien elke groep een verslag heeft ingediend van de uitgevoerde activiteiten en de voor het volgende jaar voorziene activiteiten, alsook de rekeningen, het verslag van het beheer en van de financiële toestand;

Dat het College, in zitting van 6 november 2013 gezien de activiteiten van de verenigingen, de toelagen voor 2013 als volgt heeft verdeeld :

- Horzel	1.250 €
- Fort-Jaco	2.000 €
- Ukkel centrum	2.600 €
- Vanderkindere	1.050 €
- Bascule	1.800 €
- Diesdelle	600 €
- Sint-Job	500 €
- Cavell Village	600 €

TOTAAL : 10.400 €

Dat de toekenning van deze toelagen in overeenstemming is met de door de wet van 14 november 1983 voorziene voorwaarden,

Bekrachtigt deze beslissing.

Objet 4B – 1 : **Marchés publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Communication de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège des Bourgmestre et échevins suivante :

- 6 novembre 2013 - Rénovation de l'aire de jeux du Parc du Chat - 36.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt.

Onderwerp 4B – 1 : **Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Mededeling van een beslissing van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 6 november 2013 – Renovatie van de speeltuigen in de tuin "Kat" - 36.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening.

Objet 4B – 2 : Aménagement du Cimetière de Verrewinkel.- Phase 6.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation du marché, de l'estimation de la dépense et du mode de financement.

Le Conseil,

Vu la délibération du Collège échevinal du 27 janvier 2009 approuvant le plan de gestion du cimetière de Verrewinkel;

Considérant ce qui a été décidé dans le plan de gestion et que 2 des problématiques du cimetière sont l'état sanitaire des arbres et la végétation spontanée, il est proposé de :

- planter des arbres dans 2 avenues;
- planter des haies et des plantes vivaces;
- transformer les pelouses au repos en prairies fleuries;
- planter des plantes vivaces dans certaines pelouses (pelouse d'honneur, tertre,..);
- aménager les parties piétonnes de 2 avenues et
- poser des potelets en bois pour protéger tous ces aménagements;

Considérant qu'au budget extraordinaire de 2013 figure une allocation de 150.000,00 EUR à l'article 878/725-60/93 pour l'aménagement du Cimetière de Verrewinkel;

Considérant que l'objet de ces travaux sera de confier à une entreprise spécialisée :

- plantation de 72 arbres dans les avenues 3 et 4;
- plantation de haies, de plantes couvre-sol et de vivaces;
- élimination d'une couche excédentaire de dolomie;
- mise en place de nouvelle terre arable;
- engazonnement des allées et pelouses;
- ensemencement des pelouses au repos en prairie fleurie;
- pose de potelets en bois aux abords de tous ces aménagements;

Vu les documents établis en vue d'une procédure négociée directe avec publicité et l'estimation de la dépense qui s'élève à 148.000,00 EUR TVAC;

Attendu que le mode de financement se réalisera par emprunt,

Décide d'approuver :

- 1) l'estimation de la dépense de 148.000,00 EUR à imputer à l'article 878/725-60/93 du budget extraordinaire de 2013 pour l'aménagement du Cimetière de Verrewinkel;
- 2) le mode de passation du marché par procédure négociée directe avec publicité;
- 3) le mode de financement de la dépense par emprunt conformément à la décision prise par le Conseil communal dans le cadre du budget 2013;
- 4) les documents du marché.

Onderwerp 4B – 2 : Inrichting van de begraafplaats van Verrewinkel.- Fase 6.- Goedkeuring van de uitgave, de toewijzingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht, de raming van de uitgave en de financieringswijze.

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van 27 januari 2009 tot goedkeuring van het beheerplan van de begraafplaats Verrewinkel;

Overwegende wat in het beheerplan is beslist en dat twee problemen van de begraafplaats de gezondheidstoestand van de bomen en de spontane vegetatie betreffen, wordt het volgende voorgesteld :

- bomen planten in 2 lanen;
- planten van hagen en winterharde planten;
- grasperken om te vormen in bloemrijk grasland;
- winterharde planten aanplanten in enkele grasperken (ereperk, grafheuvel, ...);
- de voetgangersdelen van 2 lanen aan te leggen en
- houten paaltjes aanbrengen om al deze inrichtingen te beschermen;

Overwegende dat de buitengewone begroting 2013 een toelage van 150.000,00 EUR bevat onder artikel 878/725-60/93 voor de inrichting van de begraafplaats Verrewinkel;

Overwegende dat het onderwerp van de werken erin bestaat de volgende werken aan een gespecialiseerde firma toe te wijzen :

- planten van 72 bomen in lanen 3 en 4;
- planten van hagen, bodembedekkende planten en winterharde planten;
- verwijderen van een overtollige laag dolomiet;
- nieuwe teelaarde leggen;
- dreven en grasperken inzaaien;
- bloemen zaaien op de grasperken tot bloemrijk grasland;
- houten paaltjes plaatsen in de omgeving van al deze inrichtingen;

Gelet op de opgestelde documenten met het oog op een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking en de raming van de uitgave die 148.000,00 EUR incl. btw bedraagt;

Overwegende dat de financieringswijze een lening zal zijn,

Besluit de volgende punten goed te keuren :

1) de raming van de uitgave van 148.000,00 EUR, aan te rekenen op artikel 878/725-60/93 van de buitengewone begroting van 2013 voor de inrichting van de begraafplaats Verrewinkel;

2) de gunningswijze van de opdracht door vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;

3) de financieringswijze van de uitgave door te lenen, overeenkomstig het besluit genomen door de gemeenteraad in het kader van de begroting van 2012;

4) de aanbestedingsdocumenten.

Objet 4D – 1 : Subsidies aux Associations et Clubs du troisième âge.- Exercice 2013.

Le Conseil,

Attendu que lors du vote du budget communal pour l'exercice 2013, un crédit de 6.840 € a été inscrit à l'article 83402/332-02/71 à titre de subsidies aux associations et clubs du troisième âge;

Compte tenu de l'importance des activités et du nombre de participants,

Décide de répartir les subsidies pour l'année 2013 de la manière suivante :

<u>Dénomination</u>	<u>Subside octroyé</u>
- Notre Dame de la Consolation	590 €
- Club de la Joie	1.250 €
- Cercle des Fidèles	380 €
- "Zilverdraad"	690 €
- RPUC – 3 ^e Age	1.240 €
- Association des Pensionnés et Retraités d'Uccle	1.200 €
- Lokaal Dienstencentrum Lotus	590 €

	5.730 €

Onderwerp 4D – 1 : Toelagen aan Verenigingen en Clubs voor de 3^e Leeftijd.- Dienstjaar 2013.

De Raad,

Aangezien bij de stemming van de Gemeentebegroting voor het dienstjaar 2013 een krediet van 6.840 € werd ingeschreven onder artikel 83402/332-02/71 als subsidies aan Verenigingen en Clubs voor de 3^e Leeftijd;

Rekening houdend met de georganiseerde activiteiten en het aantal deelnemers,

Besluit de toelagen voor het jaar 2013 als volgt te verdelen :

<u>Benaming</u>	<u>Toegekende toelage</u>
- Notre Dame de la Consolation	590 €
- Club de la Joie	1.250 €
- Cercle des Fidèles	380 €
- "Zilverdraad"	690 €
- RPUC – 3 ^e Age	1.240 €
- Association des Pensionnés et Retraités d'Uccle	1.200 €
- Lokaal Dienstencentrum Lotus	590 €

	5.730 €.

Objet 5A – 1 : **Subsides à divers organismes.- Exercice 2013.**

M./de h. Wyngaard rappelle que le libre non-confessionnel a été évoqué en Commission et souhaite savoir si Mme l'Echevin Maison a eu l'occasion de se renseigner depuis lors. Envisage-t-on d'ouvrir la subsidiation à la F.E.L.S.I. (Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants)?

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Maison répond que cela peut être envisagé à condition qu'une demande de leur part soit envoyée à la commune. Le libre non-confessionnel recevra prochainement des informations à ce sujet.

Objet 5A – 1 : **Subsides à divers organismes.- Exercice 2013.**

Le Conseil,

Vu que le budget de l'exercice 2013 prévoit aux articles 703/332-02/40 et 702/443-48/40 un crédit destiné à l'attribution de subsides à divers organismes d'éducation et d'enseignement;

Que la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes n'est pas d'application, les subsides accordés étant inférieurs à 1.250 €;

Que les œuvres bénéficiaires de ce subside sont cependant priées de fournir leurs projets d'activités et de compléter le formulaire prévu,

Décide de liquider les montants prévus selon la répartition suivante à tous les organismes représentés, à titre d'encouragement pour leurs actions caritatives :

- à l'article 703/332-02/40 - dépense envisagée 4.864 €

Les Amis de l'Académie de Musique	150 €
Association de Parents de	
- Calevoet	150 €
- Centre	230 €
- Eglantiers	230 €
- Homborch	530 €
- Longchamp	450 €
- Messidor	470 €
- Saint-Job	310 €
- Val Fleuri	715 €
- Verrewinkel	320 €
- Merlo	324 €
- ICPP	555 €

- à l'article 702/443-48/40 - dépense envisagée : 500 €

Interscholaire et associations locales des écoles catholiques 500 €.

Onderwerp 5A – 1 : **Subsidies aan allerlei instellingen.- Dienstjaar 2013.**

De Raad,

Aangezien de begroting 2013 op artikels 703/332-02/40 en 702/443-48/40 een krediet voor de toekenning van subsidies aan instellingen voorziet;

Dat de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van subsidies toegekend door de gemeenten niet van toepassing is, aangezien de toegekende subsidies lager zijn dan 1.250 €;

Dat de begunstigde instellingen evenwel gevraagd worden om hun geplande activiteiten mee te delen en het ,

Besluit de voorziene bedragen als volgt te verdelen :

- op artikel 703/332-02/40 - voorziene uitgave : 4.864 €

Les Amis de l'Académie de Musique	150 €
Oudervereniging van - Calevoet	150 €
- Centre	230 €
- Eglantiers	230 €
- Homborch	530 €
- Longchamp	450 €
- Messidor	470 €
- Sint-Job	310 €
- Val Fleuri	715 €
- Verrewinkel	320 €
- Merlo	324 €
- ICPP	555 €

- op artikel 702/443-48/40 - voorziene uitgave : 500 €

Interscolaire et associations locales des écoles catholiques 500 €.

Objet 6A – 1 : **Budget extraordinaire 2013.- Bibliothèques francophones et Bibliothèque néerlandophone.- Achat de mobilier divers.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, de décisions du Collège des Bourgmestre et Échevins fixant les conditions des marchés.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2013 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Échevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services,

Prend pour information la décision du Collège échevinal suivante :

- 6 novembre 2013 - Budget extraordinaire 2013 - Bibliothèques communales : achat de mobilier divers - 87.000 € (T.V.A. comprise) - Article 76701/741-51/FR/70 - Fonds de Réserve, emprunt, subside et 3.000 € (T.V.A. comprise) - Article 76701/741-51/NL/70 - Fonds de réserve.

Onderwerp 6A – 1 : **Buitengewone begroting 2013.- Franstalige en Nederlandstalige bibliotheken.- Aankoop van allerlei meubilair.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen tot vastlegging van de voorwaarden van de opdracht.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2013 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen inzake de gunning van de opdrachten via een onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het schepencollege :

- 6 november 2013 - Buitengewone begroting 2013 - Gemeentelijke bibliotheken : aankoop van allerlei meubilair - 87.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76701/741-51/FR/70 - Reservefonds, lening, subsidie en 3.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76701/741-51/NL/70 - Reservefonds.

Objet 6A – 2 : **Subsides annuels 2013 aux sociétés culturelles et artistiques locales.**

M./de h. Desmet constate une diminution des subsides pour les A.S.B.L. "La Gaumette" et "Le Cercle Astronomique de Bruxelles".

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot répond que la diminution s'explique par des budgets largement positifs. Un subside offert n'a pas pour but d'engendrer des bénéficiaires.

L'A.S.B.L. Initiations, qui n'a pas rentré de dossier en 2013, avait aussi vu son subside diminué.

Les associations largement bénéficiaires, ne touchent pas de subsides.

M./de h. Desmet constate que la bonne gestion est pénalisée.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot répond que les subsides publics ne sont pas destinés à faire des bénéficiaires mais sont destinés à couvrir un déficit.

Objet 6A – 2 : **Subsides annuels 2013 aux sociétés culturelles et artistiques locales.**

Le Conseil,

Considérant que l'Administration accorde régulièrement des subsides d'encouragement aux sociétés culturelles et artistiques ucloises;

Que la répartition de ces subsides est basée sur un rapport d'activité et un bilan des comptes de dépenses et recettes introduits par chaque groupement;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'Assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette Assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Vu le budget 2013 qui prévoit en son article 775/332-02/70 des dépenses ordinaires un montant de 23.400,00 € destiné à l'attribution de subsides exceptionnels, ainsi qu'à la répartition de subsides annuels accordés à titre d'encouragement à répartir entre les diverses sociétés culturelles et artistiques locales;

Vu que le solde disponible à ce jour est de 18.400 €;

Attendu que, afin de procéder à la répartition de ces subventions, chaque groupement a été invité à fournir pour le 1er octobre un rapport d'activités et un bilan des comptes de recettes et de dépenses pour l'exercice 2012-2013, ainsi qu'un projet de budget pour 2013-2014;

Que les associations "A.S.B.L. Côté Village", "A.S.B.L. Vise Versa", "A.S.B.L. DSDE", "A.S.B.L. Initiation" et "U.F.E.Cu.T. Agateka" n'ont pas fourni les documents demandés;

Que le "A.S.B.L. Les Matinées de Mandarine" a rentré son dossier en retard, mais qu'au vu des circonstances, il est proposé d'accepter son dossier;

Que la "Royale chorale Uccloise" ne demande plus de subside vu le petit nombre de ses membres et que le "A.S.B.L. Ciné-Club" a été dissout le 19 juin;

Que les A.S.B.L. Davidsfond Stalle et Sint-Job ont remis 2 dossiers séparés cette année;

Attendu que deux nouvelles associations ont introduit un dossier, qu'il s'agit de "A.S.B.L. Projection Room" et "A.S.B.L. Atelier stani";

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide de ratifier la répartition des subsides, à imputer à l'article 775/332-02/70 des dépenses ordinaires, telle que fixée dans les tableaux ci-annexés.

Onderwerp 6A – 2 : **Jaarlijkse subsidies 2013 voor plaatselijke culturele en artistieke verenigingen.**

De Raad,

Overwegende dat ons bestuur regelmatig aanmoedigingspremies toekent aan plaatselijke culturele en artistieke verenigingen;

Overwegende dat de verdeling van deze subsidies gebaseerd is op een activiteitenverslag en een balans van de ontvangsten- en uitgavenrekeningen, ingediend door elke vereniging;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, die bepaalt dat de toekenning van subsidies in geld voor geregelde culturele activiteiten onder de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid valt;

Aangezien deze vertegenwoordigende vergadering op gemeentelijk niveau de Gemeenteraad is;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen die eist dat de begunstigde de verantwoordingsstukken moet voorleggen betreffende de organisatie van de gesubsidieerde activiteit;

Gelet op de begroting 2013 die in artikel 775/332-02/70 van de gewone uitgaven een bedrag voorziet van € 23.400, bestemd voor de toekenning van uitzonderlijke subsidies en voor de verdeling van jaarlijkse subsidies, ter aanmoediging toegekend aan plaatselijke culturele en artistieke verenigingen;

Aangezien er op heden € 18.400 beschikbaar is;

Aangezien, alvorens over te gaan tot de verdeling van deze subsidies, elke vereniging verzocht werd voor 1 oktober het volgende over te maken : een activiteitenverslag, een balans van de ontvangsten- en uitgavenrekeningen voor het dienstjaar 2012-2013 en een ontwerp van begroting voor 2013-2014;

Aangezien de verenigingen "A.S.B.L. Côté Village", "A.S.B.L. Vise Versa", "A.S.B.L. DSDE", "A.S.B.L. Initiation" en "U.F.E.Cu.T. Agateka" de gevraagde documenten niet hebben overgemaakt;

Aangezien "A.S.B.L. Les Matinées de Mandarine" haar dossier te laat heeft ingediend maar dat er, gelet op de omstandigheden, voorgesteld wordt om het alsnog te aanvaarden;

Aangezien "Royale chorale Uccloise" geen subsidie vraagt omwille van het lage aantal leden en de "A.S.B.L. Ciné-Club" op 19 juni werd ontbonden;

Aangezien de V.Z.W. Davidsfond Stalle en Sint-Job ons 2 aparte dossiers hebben overgemaakt dit jaar;

Aangezien twee nieuwe verenigingen een dossier hebben ingediend, namelijk "A.S.B.L. Projection Room" en "A.S.B.L. Atelier stani";

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist over te gaan tot de bekrachtiging van de verdeling van de subsidies, te boeken onder artikel 775/332-02/70 van de gewone uitgaven, zoals vastgelegd in de toegevoegde tabellen.

Objet 6A – 3 : **Approbation du cultuurbeleidsplan 2014-2019.**

De h./M. Vanraes zegt verheugd te zijn met de snelle afwerking van het volledige cultuurbeleidsplan. Dit gebeurde in een tijdspanne van drie maanden, wat toch wel een recordtempo is.

Hij bedankt dan ook de Schepenen voor de door haar ondernomen stappen ter zake.

De h./M. Cornelis sluit zich hierbij aan en wenst de nieuwe cultuurbeleidscoördinator, Mevr. Jacquet, alle succes toe.

M./de h. Wyngaard souhaite connaître le montant du subsidie. Y a-t-il un soutien financier? Quels sont les objectifs raisonnables ?

Mme l'Echevin/Mevr. Gol-Lescot explique que le subsidie est d'abord soumis à la VGC et à la Vlaamse Gemeenschap. Avec leur accord, un subsidie de minimum 51.000 € doit couvrir en partie le salaire de la "cultuurbeleidcoördinatrice" et les actions minimales qu'elle compte faire. La commune a également récupéré 24.000 €, montant qui était alloué au Candelaershuys. La gestion, qui était assurée par le Candelaershuys, sera reprise par la commune. Des subsidies sont possibles sur des opérations ponctuelles mais il est impossible de les quantifier maintenant.

Objet 6A – 3 : **Politique culturelle locale.- Cultuurbeleidsplan 2014-2019.**

Le Conseil,

Vu que la commune d'Uccle entre dans le décret (politique culturelle locale) le 1^{er} janvier 2014;

Vu qu'en vertu du règlement, un "cultuurbeleidsplan" doit être rentré à la VGC au 1^{er} décembre au plus tard et à la VG au 31 décembre 2013;

Vu que ce plan a été accepté par le Beheersraad de la Openbare Gemeentelijke Bibliotheek, par le Raad van Bestuur en Algemene Vergadering du V.Z.W. Gemeenschapscentrum Candelaershuys et par le Cultuurraad;

Vu que ce plan se trouve en annexe,

Approuve le Cultuurbeleidsplan 2014-2019.

Onderwerp 6A – 3 : **Lokaal Cultuurbeleid.- Cultuurbeleidsplan 2014-2019.**

De Raad,

Gelet dat de Gemeente Ukkel op 1 januari 2014 in het decreet (Lokaal Cultuurbeleid) stapt;

Gelet dat, krachtens het reglement, een cultuurbeleidsplan, voor 1 december naar de VGC en voor 31 december 2013 naar de VG, moet opgestuurd worden;

Gezien dat dit plan, door de Beheersraad van de Openbare Gemeentelijke Bibliotheek, de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van het vzw Gemeenschapscentrum Candelaershuys en door de Cultuurraad, goedgekeurd werd;

Gelet dat dit plan zich in bijlage bevindt,

Keurt het Cultuurbeleidsplan 2014-2019 goed.

Objet 6A – 4 : **Gemeentelijke Openbare bibliotheek Ukkel.- Comité de gestion.- Règlement organique.- Renouvellement.**

Le Conseil,

Vu le Comité de gestion de la Gemeentelijke Openbare Bibliotheek, dont la composition a été arrêtée par le Conseil communal le 25 avril 2013;

Vu qu'au cours de cette réunion, il a été procédé à la désignation du président et du vice-président. Il s'agit respectivement de Monsieur Stefan Cornelis et de Madame Marjolein Hoefnagels, les membres sont :

MR : Madame Cécile Duplat-Charles et Monsieur Jean-Luc Van Raes;

PS : Monsieur Dirk Dobbelaere;

CDH : Madame Charlotte Christiaens;

FDF : Madame Lucile Baumerder;

Ecolo : Pierre Desmet;

Spécialistes en lecture publiques : Myriam De Decker, Willy Dirx, Alex Geraerds, Daniel Peeters, Willy Peersman, Leo Camerlynck, Marc Mombbers-Schepers, Thomas Roukens et René Weemaels;

Vu que le Comité de gestion de la Gemeentelijke Openbare Bibliotheek, en sa séance du 5 septembre 2013, a également désigné deux nouveaux vice-présidents, à savoir Marjolijn Hoefnagels et Dirk Dobbelaere;

Vu que la bibliothèque a choisi d'appliquer le pacte culturel dans la composition des membres du Comité de Gestion, représentants de la Commune et auxquels sont adjoints des spécialistes de la lecture publique, il y a lieu d'adapter l'article 2 en faisant référence à l'article 9b du décret du 28 février 1974 relatif au Pacte Culturel;

Vu le décret du 6 juillet 2012 du Ministère de la Communauté flamande relatif à la politique culturelle locale;

Vu les articles 117 et 119 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Arrête le règlement organique dont le texte figure en annexe.

Des expéditions de la présente délibération seront transmises au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au Ministre de la Communauté flamande.

Onderwerp 6A – 4 : Gemeentelijke Openbare bibliotheek Ukkel.- Beheerscomité.- Organiek reglement.- Vernieuwing.

De Raad,

Gelet op het beheerscomité van de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek waarvan de samenstelling werd vastgelegd door de gemeenteraad van 25 april 2013;

Aangezien er tijdens deze vergadering werd overgegaan tot de benoeming van de voorzitter en de vicevoorzitter. Het gaat respectievelijk om de heer Stefan Cornelis en mevrouw Marjolein Hoefnagels; de leden zijn :

MR : mevrouw Cécile Duplat-Charles en de heer Jean-Luc Van Raes;

PS : de heer Dirk Dobbelaere;

CDH : mevrouw Charlotte Christiaens;

FDF : mevrouw Lucile Baumerder;

Ecolo : Pierre Desmet;

Specialisten inzake openbare lectuur : Myriam De Decker, Willy Dirx, Alex Geraerds, Daniel Peeters, Willy Peersman, Leo Camerlynck, Marc Mombbers-Schepers, Thomas Roukens en René Weemaels;

Aangezien het beheerscomité van de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek in zitting van 5 september 2013 eveneens twee vicevoorzitters heeft benoemd, namelijk Marjolijn Hoefnagels en Dirk Dobbelaere;

Aangezien de bibliotheek heeft gekozen om het Cultuurpact toe te passen bij de samenstelling van de leden van het beheerscomité, vertegenwoordigers van de gemeente en waaraan specialisten inzake openbare lectuur worden toegevoegd, en artikel 25 aangepast moet worden door te verwijzen naar artikel 9b van het decreet van 28 februari 1974 betreffende het Cultuurpact;

Gelet op het decreet van 6 juli 2012 van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap betreffende het Lokaal Cultuurbeleid;

Gelet op artikels 117 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Legt het organiek reglement (tekst in de bijlage) vast.

Afschriften van de onderhavige beraadslaging zullen naar de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de minister van de Vlaamse Gemeenschap gestuurd worden.

Objet 6A – 5 : Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle.- Sixième édition de "Uccle chante Noël" à l'Eglise Saint-Pierre.- Aide matérielle de la commune.- Subside extraordinaire.

Le Président expose :

"Attendu qu'une sixième édition de "Uccle chante Noël" sera organisée en l'Eglise Saint-Pierre le samedi 14 décembre 2013, réunissant les chorales ucloises "La Pavane", "Nuovo Marco", "Carloo Cantores", "Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre" et "La Royale Chorale Ucquoise" et Vox Anima & Carloo Cantores;

Vu la demande de soutien émanant de Monsieur Romain VERBEEREN, co-directeur musical de la Chorale "Les Petits chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle";

Vu que le budget prévisionnel de cette manifestation s'élève à 2.525 €;

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux cercles culturels locaux destinés à couvrir les frais d'organisation de telles manifestations;

Que nous proposons d'accorder 750 € pour l'organisation de Uccle chante Noël;

Que, conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces probantes relatives aux dépenses occasionnées par cette manifestation;

Le Collège propose d'accorder un subside extraordinaire de 750 € à cette occasion;

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2013 Article 775/332/02/70 : Allocation : 23.400 € - disponible 19.150,00 €."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis,

Décide d'accorder à "Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle" un subside exceptionnel de 750 € couvrant une partie du déficit occasionné par cette manifestation.

Onderwerp 6A – 5 : Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle.- 6de editie van "Uccle chante Noël" in de Sint-Pieterskerk.- Buitengewone toelage.

De Voorzitter zet uiteen :

"Gelet een 6de editie van "Uccle chante Noël" op 14 december 2013 in de Sint Pieterskerk wordt georganiseerd met de ukkelse koren "La Pavane", "Nuovo Marco", "Carloo Cantores", "Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre", "La Royale Chorale Ucquoise" en Vox Anima & Carloo Cantores;

Gelet op de aanvraag van de heer Romain VERBEEREN, muzikale codirecteur van het koor "Les Petits chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle";

Dat de raming van de kosten 2.525 € bedraagt;

Gelet dat ons Gemeentebestuur regelmatig een aanmoedigingstoelage toekent aan de plaatselijke gesubsidieerde culturele verenigingen, bestemd om een deel van de kosten, veroorzaakt door dergelijke organisaties te dekken;

Dat overeenkomstig de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven, de betrokken vereniging ons de rechtvaardigende stukken zal laten geworden;

Het College stelt voor een buitengewone toelage van 750 € toe te kennen;

Deze uitgave zal in de begroting 2013 ingeschreven worden onder artikel 775/332/02/70 – Toelage : 23.400 € – Beschikbaar : 19.150,00 €."

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Dat op het gemeentelijk vlak deze vergadering wordt gevormd door de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven;

Aangezien de documenten en de bewijsstukken betreffende de inrichting van deze activiteit ons zullen bezorgd worden,

Beslist een buitengewone toelage van 750 € aan Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre toe te kennen teneinde een gedeelte van het tekort van deze manifestatie te dekken.

Objet 6B – 1 : Subsides d'encouragement aux sociétés sportives.- Année 2013.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot répond à la question posée en Commission, à savoir qu'il s'agit bien d'un montant de 10 € par membre du club. Une autre question concernait les demandes du club Longchamp. Les équipes sont constituées de jeunes et d'adultes. Ils participent à des stages internationaux, à des compétitions. A la Saint-Nicolas et même en dehors de la piscine, des entraîneurs sont payés pour s'occuper des jeunes. Des salles de musculation sont mises à disposition de ces jeunes qui sont sélectionnés dans les équipes. Il y a aussi la location de la piscine. Voilà ce qui justifie le budget de 44.000 €.

Une dernière question concernait la pétanque. Le budget s'élève à 70.000 €, ce qui s'explique par des travaux effectués au bâtiment de la "PUC", situé à côté du Zwartebeek. De plus, ils ont acheté des tenues et du matériel pour leurs joueurs.

M./de h. Wyngaard demande si chaque membre de chaque club a besoin d'être subventionné de la même manière. Est-il logique de donner le même montant à un club de natation qu'à un club de football ? Il faudrait affiner la réflexion concernant l'infrastructure et le besoin matériel.

M. Wyngaard constate que le Wellington, qui n'a contracté qu'une seule dette à l'égard de la commune, n'a pas demandé de subside alors que le club Uccle-sport le fait. Il faudrait peut-être leur signaler qu'ils ont aussi la possibilité de prétendre à un subside, certes modeste mais qui pourrait en partie apurer leur dette.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot répond que tous les clubs, reconnus ou qui se sont fait connaître à la commune, reçoivent un formulaire qu'ils doivent remplir et renvoyer dans un délai à respecter. Tout le monde a le même délai. Un rappel est envoyé par courrier électronique dix jours avant l'échéance.

Les clubs satellites, quant à eux, ne se sont pas fait reconnaître par la commune. Ils n'ont jamais écrit à la commune pour se faire connaître. Mme l'Echevin Gol-Lescot conseille à ces clubs d'écrire une lettre afin de recevoir le formulaire l'année prochaine.

M./de h. Wyngaard demande à Mme l'Echevin Gol-Lescot d'envoyer un courrier pour les informer de cette possibilité.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot explique que tous les clubs de sport sont au courant qu'ils doivent envoyer un courrier pour recevoir le formulaire. Dès que des associations culturelles s'installent, elles téléphonent au bout d'un mois pour recevoir les informations nécessaires. Il y a trop de clubs existants pour leur téléphoner et il est donc préférable qu'ils fassent la démarche eux-mêmes.

Objet 6B – 1 : **Subsides d'encouragement aux sociétés sportives.- Année 2013.**

Le Conseil,

Attendu qu'à l'article 764/332-02/12 du Budget 2013 figure un crédit de 19.000 € à titre de subventions aux sociétés sportives;

Que le Collège, en sa séance du 6 novembre 2013, a réparti les subsides 2013 de la manière suivante :

- Aikido Kimushubi Uccle	200 €
- A Bout de Souffle	400 €
- Forza Uccle	600 €
- BC La Chenaîe	920 €
- Uccle VF	870 €
- Royal Pétanque Uccle Stalle	1.430 €
- Damocles	1.000 €
- Espace Sport	800 €
- Judo Club Tomo la Chenaîe	700 €
- Judo Club Uccle	200 €
- Ju-Jitsu club Ucclois	280 €
- Mooncatchers Uccle Frisbee	750 €
- Royal Racing Club de Bruxelles THC	500 €
- Royal Uccle Sport THC	500 €
- Brussel' Champion	150 €
- BCS Uccle	1.790 €
- Rallye Longchamp	390 €
- Entente Uccloise	190 €
- Etincelle A.S.B.L.	150 €
- Guilde des Archers de Saint- Pierre	800 €
- GymnoRythmies Uccle	2.320 €
- Longchamp Swimming Club	2.700 €
- Lutte Sambo	30 €
- Taekwendo Espoir Team	270 €
- Tornado BXL	550 €
- UFAC	250 €
- CTSU	250 €

TOTAL : 18.990 €
Ratifie cette décision.

Onderwerp 6B – 1 : **Aanmoedigingstoelagen voor sportverenigingen.- Jaar 2013.**

De Raad,

Aangezien op het artikel 764/332-02/12 van de Begroting 2013 en krediet van 19.000 € is voorzien voor toelagen aan sportverenigingen;

Dat het College, in zitting van 6 november 2013, de toelagen voor 2013 als volgt heeft verdeeld :

- Aikido Kimushubi Uccle	200 €
- A Bout de Souffle	400 €
- Forza Uccle	600 €
- BC La Chenaïe	920 €
- Uccle VF	870 €
- Royal Pétanque Uccle Stalle	1.430 €
- Damocles	1.000 €
- Espace Sport	800 €
- Judo Club Tomo la Chenaïe	700 €
- Judo Club Uccle	200 €
- Ju-Jitsu club Ucclois	280 €
- Mooncatchers Uccle Frisbee	750 €
- Royal Racing Club de Bruxelles THC	500 €
- Royal Uccle Sport THC	500 €
- Brussel' Champion	150 €
- BCS Uccle	1.790 €
- Rallye Longchamp	390 €
- Entente Uccloise	190 €
- Etincelle A.S.B.L.	150 €
- Guilde des Archers de Saint- Pierre	800 €
- GymnoRythmies Uccle	2.320 €
- Longchamp Swimming Club	2.700 €
- Lutte Sambo	30 €
- Taekwendo Espoir Team	270 €
- Tornado BXL	550 €
- UFAC	250 €
- CTSU	250 €

TOTAAL : 18.990 €

Bekrachtigt deze beslissing.

- M. Reynders quitte la séance –
- de h. Reynders verlaat de zitting -

Objet 6C – 1 : **Contrat de propreté conclu entre la Commune d'Uccle et l'Agence Bruxelles-Propreté.- Années 2012-2017.**

Le Conseil,

Vu la décision du 16 février 2012 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale adoptant le plan régional de propreté publique 2012-2017;

Vu que ce plan régional décrit les principaux axes de la politique à mener en matière de propreté publique durant les prochaines années dans le cadre de l'intervention régionale en la matière. Cette intervention se réalisera via l'action menée par l'Agence Bruxelles-Propreté et via le soutien aux communes pour dynamiser leur politique de propreté publique;

Vu que ce plan précise aussi le montant annuel du subside octroyé aux communes dans le cadre des contrats de propreté. Pour Uccle, ce montant est fixé à 185.859 € pour les années 2013 à 2017.

Vu que le 26 septembre 2013, l'Agence Bruxelles-Propreté a transmis le nouveau contrat de propreté 2012-2017;

Considérant que deux contrats de propreté avaient été signés entre la commune d'Uccle et l'Agence Bruxelles-Propreté couvrant les années 2001 à 2005 et 2006 à 2010 prolongé tacitement jusqu'en 2012;

Vu que ce contrat a déjà été étudié lors des réunions du comité de pilotage,

Décide de marquer son accord sur le contrat de propreté repris en annexe.

Onderwerp 6C – 1 : **Reinheidscontract afgesloten tussen de gemeente Ukkel en het Agentschap Net Brussel.- Jaren 2012-2017.**

De Raad,

Gelet op de beslissing van 16 februari 2012 van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot goedkeuring van het gewestelijk plan inzake de openbare reinheid 2012-2017;

Aangezien dit gewestelijk plan de hoofdlijnen van het reinheidsbeleid aangeeft die tijdens de volgende jaren gevolgd zullen worden in het kader van de gewestelijke tussenkomst ter zake; Deze tussenkomst zal uitgevoerd worden via de actie van het Agentschap Net Brussel en via de steun van de gemeentes om hun beleid inzake de openbare reinheid te dynamiseren;

Aangezien dit plan eveneens aangeeft wat het jaarlijks bedrag is dat aan de gemeentes wordt toegekend in het kader van de reinheidscontracten. Voor Ukkel is dit bedrag vastgelegd op 185.859 € voor de jaren 2013 tot 2017;

Aangezien het Agentschap Net Brussel ons op 26 september het nieuw reinheidscontract 2012-2017 heeft overgemaakt;

Overwegende dat twee reinheidscontracten ondertekend waren tussen de gemeente Ukkel en het Agentschap Net Brussel voor de jaren 2001 tot 2005 en 2006 tot 2010, stilzwijgend verlengd tot in 2012;

Aangezien dit contract reeds werd bestudeerd tijdens de zittingen van het stuurcomité,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan het reinheidscontract in de bijlage.

Objet 7A – 1 : **Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

M./de h. Desmet demande si le désamiantage de la salle de sport Stroobant, désamiantage qui était connu du moins jusqu'au moment où le bâtiment scolaire situé sur le même site a été démonté, s'avère utile et urgent? Est-il possible d'avoir plus de précisions?

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann répond que le désamiantage est lié aux travaux qui doivent être réalisés dans la chaufferie.

Objet 7A – 1 : **Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes

:

- 23 octobre 2013 - Salle 1180 : rénovation de l'installation électrique - 80.000 € (T.V.A. comprise) - Article 76302/724-60/85 - Emprunt;
- 23 octobre 2013 - Ecole des Arts, local expo : rénovation de l'installation d'éclairage - 17.000 € (T.V.A. comprise) - Article 734/724-60/85 - Emprunt;
- 23 octobre 2013 - Mission d'assistance technique - 60.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 137/747-60/80 (50.000 €) et 421/747-60/80 (10.000 €) - Emprunt;
- 23 octobre 2013 - Achat de signalisation pour le service réservation - 30.492 € (T.V.A. comprise) - Article 423/741-52/82 - Emprunt;
- 23 octobre 2013 - Achat de signalisation à message variable - 19.602 € (T.V.A. comprise) - Article 423/741-52/82 - Emprunt;
- 23 octobre 2013 - Bibliothèque néerlandophone : achat et placement de rideaux et de stores - 1.688 € (T.V.A. comprise) - Article 76701/724-60/85 - Emprunt;
- 23 octobre 2013 - Ecole du Longchamp : remplacement de la gâche électrique du portail d'entrée - 1.548,15 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 6 novembre 2013 - Achat de matériel pour plantations et nettoyage - 465,85 € à l'article 136/744-98/84, 2.699,51 € à l'article 75102/744-98/84, 8.826,81 € à l'article 766/744-98/84, 3.872,59 € à l'article 875/744-98/84 et 9.558,66 € à l'article 878/744-98/84, pour un montant total de 25.423,42 € (T.V.A. comprise) - Fonds de réserve;
- 6 novembre 2013 - Institut communal professionnel des Polders : installation d'alarmes incendie et intrusion - Augmentation de la dépense de 13.312,84 € (T.V.A. comprise) - Article 75102/724-60/85;
- 6 novembre 2013 - Achat d'un système de sablage hydropneumatique neuf ou d'occasion - 29.995,90 € (T.V.A. comprise) - Article 87602/744-51/84 - Fonds de réserve;
- 6 novembre 2013 - Crèche du Globe : achat de vannes thermostatiques - 1.792,06 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/724-60/96 - Emprunt;
- 13 novembre 2013 - Achat d'une petite saleuse - 32.000 € (T.V.A. comprise) - Article 421/744-51/84 - Fonds de réserve;
- 13 novembre 2013 - Fourniture et pose de matériel et équipement pour les cuisines industrielles dans les écoles et crèches communales - 22.500,83 € à l'article 721/744-51/40, 22.500 € à l'article 722/744-51/40 et 4.689,86 € à l'article 84401/744-51/90, pour un montant total 49.690,69 € (T.V.A. comprise) - Emprunt pour l'article 721/744-51/90 et Fonds de réserve pour les articles 722/744-51/40 et 84401/744-51/90;
- 13 novembre 2013 - Service voirie : rénovation de la chaufferie - 100.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96 - Emprunt;
- 13 novembre 2013 - Salle Jacques Van Offelen : placement d'un faux-plafond - Augmentation de la dépense de 8.199,42 € (T.V.A. comprise) - Article 764/734-60/96;
- 20 novembre 2013 - Salle de Sports Stroobant : désamiantage - 50.000 € (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/96 - Emprunt;
- 20 novembre 2013 - Achat de matériel et machines (ateliers/chantiers) - 3.801,82 € à l'article 136/744-98/84, 5.000 € à l'article 136/744-51/84, 1.000 € à l'article 722/744-98/40 et 6.267,80 € à l'article 764/744-98/84, pour un montant total 16.069,62 € (T.V.A. comprise) - Fonds de réserve;
- 20 novembre 2013 - Illuminations de fin d'année : pose de 4 nouveaux coffrets pompier et pose de d'une ligne électrique en façade - 3.539,25 € (T.V.A. comprise) - Article 520/732-60/82 - Fonds de réserve;
- 20 novembre 2013 - Bâtiment rue Auguste Danse, 25 : pose de cloisons - 21.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96 - Emprunt;
- 20 novembre 2013 - Bibliothèque Homborch : pose de stores antisolaire - 12.000 € (T.V.A. comprise) - Article 76701/724-60/96 - Fonds de réserve;
- 20 novembre 2013 - Centre de santé : remplacement des portes et châssis - 30.000 € (T.V.A. comprise) - Article 871/724-60/96 - Fonds de réserve;
- 20 novembre 2013 - Centre Culturel d'Uccle : remplacement de la toiture - 45.000 € (T.V.A. comprise) - Article 76201/724-60/96 - Emprunt et subsides.

Onderwerp 7A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 23 oktober 2013 - Zaal 1180 : renovatie van de elektrische installatie - 80.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76302/724-60/85 - Lening;
- 23 oktober 2013 - Ecole des Arts, expositielokaal : renovatie van de verlichting - 17.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 734/724-60/85 - Lening;
- 23 oktober 2013 - Opdracht van technische bijstand - 60.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 137/747-60/80 (50.000 €) en 421/747-60/80 (10.000 €) - Lening;
- 23 oktober 2013 - Aankoop van signalisatie voor de dienst reserveringen - 30.492 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 423/741-52/82 - Lening;
- 23 oktober 2013 - Aankoop van signalisatie met variabele berichten - 19.602 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 423/741-52/82 - Lening;
- 23 oktober 2013 - Nederlandstalige bibliotheek : aankoop en plaatsing van gordijnen en zonneluiken - 1.688 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76701/724-60/85 - Lening;
- 23 oktober 2013 - School Longchamp : vervanging van het elektrisch slot van het toegangsportaal - 1.548,15 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 6 november 2013 - Aankoop van materiaal voor beplantingen en onderhoudsmateriaal pour - 465,85 € op artikel 136/744-98/84, 2.699,51 € op artikel 75102/744-98/84, 8.826,81 € op artikel 766/744-98/84, 3.872,59 € op artikel 875/744-98/84 en 9.558,66 € op artikel 878/744-98/84, voor een totaalbedrag van 25.423,42 € (B.T.W. inbegrepen) - Reservefonds;
- 6 november 2013 - Institut communal professionnel des Polders : installatie van brand- en inbraakalarmen - Verhoging van de uitgave met 13.312,84 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75102/724-60/85;
- 6 november 2013 - Aankoop van een nieuw of tweedehands hydropneumatisch zandspuitsysteem - 29.995,90 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 87602/744-51/84 - Reservefonds;
- 6 november 2013 - Kinderdagverblijf van de Globe : aankoop thermostatische kranen - 1.792,06 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/724-60/96 - Lening;
- 13 november 2013 - Aankoop van een kleine zoutstrooimachine - 32.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/744-51/84 - Reservefonds;
- 13 november 2013 - Levering en plaatsing van materieel en uitrusting voor de industriële keukens in de gemeentescholen en gemeentelijke kinderdagverblijven - 22.500,83 € op artikel 721/744-51/40, 22.500 € op artikel 722/744-51/40 en 4.689,86 € op artikel 84401/744-51/90, voor een totaalbedrag van 49.690,69 € (B.T.W. inbegrepen) - Lening voor artikel 721/744-51/90 en Reservefonds voor de artikels 722/744-51/40 en 84401/744-51/90;
- 13 november 2013 - Wegendienst : renovatie van de stookruimte - 100.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96 - Lening;
- 13 november 2013 - Zaal Jacques Van Offelen : plaatsing van een vals plafond - Verhoging van de uitgave met 8.199,42 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/734-60/96;
- 20 november 2013 - Sportzaal Stroobant : asbestverwijdering - 50.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/724-60/96 - Lening;

- 20 november 2013 - Aankoop van materieel en machines (ateliers/werven) - 3.801,82 € op artikel 136/744-98/84, 5.000 € op artikel 136/744-51/84, 1.000 € op artikel 722/744-98/40 en 6.267,80 € op artikel 764/744-98/84, voor een totaalbedrag van 16.069,62 € (B.T.W. inbegrepen) - Reservefonds;

- 20 november 2013 - Eindejaarsverlichting : plaatsing van 4 nieuwe brandweerkoffertjes en plaatsing van een elektrische leiding op de gevel - 3.539,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 520/732-60/82 - Reservefonds;

- 20 november 2013 - Gebouw Auguste Dansestraat, 25 : plaatsing van scheidingswanden - 21.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96 - Lening;

- 20 november 2013 - Bibliotheek Homborch : plaatsing van zonneweringen - 12.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76701/724-60/96 - Reservefonds;

- 20 november 2013 - Gezondheidscentrum : vervanging van de deuren en ramen - 30.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 871/724-60/96 - Reservefonds;

- 20 november 2013 - Cultureel Centrum van Ukkel : vervanging van het dak - 45.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76201/724-60/96 - Lening en subsidies.

Objet 7A – 2 : Ecoles des Eglantiers et Ecureuils.- Location de locaux provisoires.- Approbation des conditions du marché et de l'application de l'article 26, §1, 1° f) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

M./de h. Cadranel avait pointé le fait que ce marché lui semblait particulier dans son déroulement. On a un premier marché qui est posé pour une période non-définie mais pour un montant inférieur pour en faire une procédure négociée sans publicité. Ensuite, le Conseil communal a décidé de prolonger ce marché pour une période de quatre mois. Ensuite la prolongation de ce marché nécessite de passer un nouveau marché sans changer de prestataire, ce qui est de bon sens. Cela nécessite dès lors un nouveau contrat, sans passer par la procédure de marché pour garder le même prestataire, mais le marché s'élève à un montant de 125.000 €. Est-il possible d'avoir plus d'amples informations à ce sujet ?

- Mme l'Echevin Gol-Lescot sort -

- Mevr. de schepen Gol-Lescot verlaat de zaal -

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann répond que ce marché a été instauré à l'été 2012 pour la location des containers ou des locaux de remplacement dans le cadre des travaux de l'école des Eglantiers. Ces chantiers devaient être entamés à la rentrée 2013 après le congé du bâtiment. En effet, les grands chantiers démarrent après ce congé. Cependant, une erreur a été commise par le service au moment du choix de la procédure. Ce marché a été passé sur le budget ordinaire alors que le service Architecture travaille habituellement sur le budget extraordinaire. Généralement, quand ils travaillent à l'extraordinaire, notamment pour l'ensemble du chantier des Eglantiers, la totalité du montant est engagée la même année. Ils ont considéré qu'ils ne pouvaient pas engager l'ordinaire de manière continue, ce qui explique que le premier marché a porté sur une période de quatre mois (du mois de septembre 2013 à la fin de l'année 2013). Mais, il faut savoir que l'ensemble des entreprises consultées ont été parfaitement informées du fait que le marché allait être prolongé et portait sur un total de 24 mois parce que le métré, c'est-à-dire le formulaire d'offre, qui leur a été transmis par la commune, le mentionne de manière extrêmement claire, documents à l'appui. La raison des prolongations est liée au fait que l'entreprise désignée a signalé qu'elle était dans la possibilité d'entamer les travaux de démolition des pavillons dès le mois de juillet. C'est la raison pour laquelle, on a pu commencer le chantier plus tôt et que les containers sont arrivés la semaine du 20 juin 2013. Le marché a été entamé plus tôt afin de gagner du temps sur le planning de reconstruction de l'école, d'où la prolongation du marché.

M. l'Echevin Biermann ajoute que des élèves ont dû sortir de deux pavillons qui posaient problème au mois de février. Ils se sont installés dès le mois de mars à l'école des Ecureuils. Le budget, qui ne devait initialement porter que sur 4 mois, est épuisé et c'est la raison pour laquelle les chiffres sont nettement supérieurs à ce qui était prévu. Le fait de

commencer plus tôt laisse supposer que les travaux se termineront également plus tôt. Il est proposé de prolonger à nouveau ce marché pour une période de 14 mois.

Le montant de 125.000 € porte sur les douze mois de 2014 plus les deux mois supplémentaires de 2013 (soit les deux mois d'avance du chantier), ce qui correspond à un montant d'environ 18.000 €. Le calcul sera donc de 125.000 € moins les 18.000 €, qui correspondent aux deux mois gagnés en 2013.

Le problème ne devrait plus se poser à l'avenir puisque tous ces marchés passeront dorénavant par la centrale des marchés. Il est absolument nécessaire que, dans le cadre des marchés aussi techniques avec de telles subtilités juridiques et budgétaires, ces marchés soient désormais menés par ce service.

- Mme de T'Serclaes quitte la séance –

- Mevr. de T'Serclaes verlaat de zitting -

M./de h. Cadranel se réjouit de la création d'une centrale des marchés qui s'occupera à l'avenir de régler ce type de question-là. Entre août 2012, moment où le marché initial est lancé et octobre 2013, moment où une première prolongation est effectuée, il était peut-être possible d'anticiper et d'obtenir une décision pendant les vacances scolaires pour avoir un marché passé en bonne et due forme.

Le point est approuvé par 23 voix pour et 10 abstentions

Se sont abstenus : Mmes Dupuis, Verstraeten, MM. Wyngaard, Desmet, Hayette, Mme Francken, M. Cadranel, Mme De Brouwer, M. Minet et Mme Ledan.

Objet 7A – 2 : Ecoles des Eglantiers et des Ecureuils.- Location de locaux provisoires.- Application de l'article 26, § 1, 1° f) de la loi du 15 décembre 2006 relative aux marchés publics.

Le Conseil,

Considérant la désignation approuvée par le collège échevinal en séance du 21 août 2012 (objet 4A-603) de la firme Portakabin à 1420 Braine-L'Alleud pour la location de locaux provisoires pour un montant de 55.000,00 EUR; Ces locaux sont destinés à accueillir les enfants pendant la durée de reconstruction de l'école;

Considérant que le collège Echevinal a, en séance du 2 octobre 2013 (objet 7A-507), approuvé la prolongation de la location des locaux provisoires pour 4 mois, soit de juillet 2013 à octobre 2013 et l'estimation de la dépense de 28.017,45 EUR TVAC;

Considérant que le planning de l'entrepreneur prévoit la fin des travaux de reconstruction de l'école pour décembre 2014 et que dès lors la location de locaux provisoires s'échelonne sur la même période;

Considérant qu'il est inenvisageable de procéder à un changement de prestataire en cours d'année scolaire;

Considérant qu'au vu de ce qui précède il est évident que l'intervention de l'adjudicataire actuel est indispensable pour poursuivre la location desdits locaux provisoires;

Considérant que dans le présent cas et vu que les enfants occupent les lieux, il y a lieu de passer un marché via une procédure négociée sans publicité conformément à l'article 26, § 1, 1° f) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics qui stipule que :

"Il ne peut être traité par procédure négociée sans publicité,..., que dans les cas suivants :...f) les travaux, fournitures ou services ne peuvent, pour des raisons techniques, artistiques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité, être confiés qu'à un entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services déterminé";

Considérant que l'estimation du montant mensuel de la location s'élève à 7.400,00 EUR HTVA ventilé comme suit :

- 5.800,00 EUR HTVA pour l'école des Eglantiers (8 locaux "classes" + 2 locaux sanitaires + marchepieds);

- 1.600,00 EUR HTVA pour l'école des Ecureuils (2 locaux "classes" + marchepieds);

Considérant que cette estimation s'échelonnant sur 14 mois s'élève donc à 7.400,00 EUR X 14 mois = 103.600,00 EUR HTVA ou 125.356,00 EUR TVAC (soit 14.800,00 EUR HTVA ou 17.908,00 EUR TVAC pour 2013 et 88.800,00 EUR HTVA ou 107.448,00 EUR TVAC pour 2014);

Considérant le disponible de 46.982,55 EUR au budget ordinaire de 2013 pour couvrir la dépense relative aux locations de novembre et décembre 2013;

Considérant qu'un montant de 75.000,00 EUR a été sollicité au budget de 2014 pour couvrir les 12 mois de location futurs;

Considérant qu'une modification budgétaire au budget 2014 devra être votée vu la différence entre le montant sollicité et celui de l'estimation;

Sur proposition du Collège échevinal;

Décide, par 23 voix pour et 10 abstentions, d'approuver les points ci-après :

1) faire application de l'article 26, § 1, 1° f) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics;

2) approuver le cahier spécial des charges;

3) approuver la passation d'un marché passé par procédure négociée avec l'adjudicataire initial;

4) approuver l'estimation approximative de la location s'élevant à 125.356,00 EUR TVAC pour 14 mois.

Onderwerp 7A – 2 : Scholen Les Eglantiers en Les Ecureuils.- Huren van tijdelijke lokalen.- Toepassing van artikel 26, § 1, 1° f) van de wet van 15 december 2006 betreffende overheidsopdrachten.

De Raad,

Overwegende de door het Schepencollege in zitting van 21 augustus 2012 (onderwerp 4A-603) goedgekeurde aanduiding van de firma Portakabin te 1420 Eigenbrakel voor het huren van tijdelijke lokalen voor een bedrag van 55.000,00 EUR; Deze lokalen dienen om kinderen te onthalen tijdens de verbouwingswerken aan de school;

Overwegende dat het Schepencollege in zitting van 2 oktober 2013 (onderwerp 7A-507) de verlenging heeft goedgekeurd van het huren van tijdelijke lokalen voor vier maanden, dus van juli 2013 t.e.m. oktober 2013, alsook de raming van de uitgave van 28.017,45 EUR incl. btw;

Overwegende dat de planning van de aannemer het einde van de verbouwingswerken aan de school voorziet voor december 2014 en dat het huren van de tijdelijke lokalen dus over dezelfde periode gespreid zou worden;

Overwegende dat het ondenkbaar is in de loop van een schooljaar van dienstverlenend bedrijf te veranderen;

Overwegende dat het, gelet op het voorgaande, duidelijk is dat de tussenkomst van de huidige opdrachtnemer onontbeerlijk is om het huren van de voornoemde tijdelijke lokalen voort te zetten;

Aangezien de kinderen deze lokalen gebruiken en overwegende dat het in het onderhavige geval aangewezen is een opdracht uit te schrijven volgens een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 26, § 1, 2° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten, dat luidt :

"De overheidsopdrachten mogen enkel worden geplaatst bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, ..., in de volgende gevallen ... f) de werken, leveringen of diensten [kunnen] om technische redenen of omwille van de bescherming van alleenrechten, slechts aan één bepaalde aannemer, leverancier of dienstverlener worden gegund";

Overwegende dat de raming van het maandelijks huurbedrag 7.400,00 EUR excl. btw bedraagt, verdeeld als volgt :

- 5.800,00 EUR excl. btw voor de school Les Eglantiers (8 klaslokalen + 2 sanitairlokalen + opstapjes);

- 1.600,00 EUR excl. btw voor de school Les Ecureuils (2 klaslokalen + opstapjes);

Overwegende dat deze raming zich uitstrekt over 14 maanden en dus 7.400,00 EUR bedraagt x 14 maanden = 103.600,00 EUR excl. btw of 125.356,00 EUR incl. btw (dus 14.800,00 EUR excl. btw of 17.908,00 EUR incl. btw voor 2013 en 88.800,00 EUR excl. btw of 107.448,00 EUR incl. btw voor 2014);

Overwegende het op de gewone begroting van 2013 beschikbare bedrag van 46.982,55 EUR om de uitgave te dekken voor de huur van november en december 2013;

Overwegende dat een bedrag van 75.000,00 EUR is gevraagd voor de begroting van 2014 om de huur van de 12 volgende maanden te dekken;

Overwegende dat een begrotingswijziging goedgekeurd zal moeten worden op de begroting van 2014, gelet op het verschil tussen het gevraagde bedrag en dat van de raming;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist, met 23 stemmen voor en 10 onthoudingen, de volgende punten goed te keuren :

1) toepassing van het artikel 26, § 1, 2° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten;

2) het bestek;

3) de gunning van de opdracht, afgesloten als onderhandelingsprocedure met de oorspronkelijke opdrachtnemer;

4) de raming van de huur die 125.356,00 EUR incl. btw bedraagt voor 14 maanden.

Objet 7A – 3 : Ecole des Eglantiers.- Raccordements divers.- Raccordement électrique des pavillons provisoires.- Approbation de la dépense et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu que des pavillons préfabriqués ont été installés dans le but d'accueillir les enfants la période de reconstruction de l'école des Eglantiers;

Attendu que bien qu'une cabine haute tension soit présente sur le site, celle-ci s'avère insuffisante pour alimenter en électricité les 9 pavillons préfabriqués tant au niveau du chauffage que de l'éclairage;

Vu qu'une cabine haute tension provisoire a été installée par l'entreprise chargée des travaux;

Attendu qu'il y a lieu de procéder à son raccordement puis à la suppression de celui-ci et qu'à cet effet, une offre de prix a été demandée à la firme Sibelga, qui en fonction de son statut, est le seul gestionnaire du réseau public de gaz et d'électricité pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que l'offre de la société Sibelga en vue de ce raccordement s'élève à 17.132,00 EUR HTVA ou 20.729,72 EUR TVAC;

Attendu que cette dépense de 20.729,72 peut être imputée à l'article 722/724-60/96 "Ecoles primaires - Interventions et achats divers pour les installations techniques;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide :

1) d'approuver la dépense estimée de 20.729,72 EUR (majoration et TVAC);

2) de confier la réalisation des travaux à Sibelga, gestionnaire du réseau publique de gaz et d'électricité;

3) d'engager la dépense de 20.729,72 EUR à l'article 722/724-60/96 du budget extraordinaire de 2013;

4) de marquer son accord sur le financement de la dépense via emprunt.

Onderwerp 7A – 3 : **School Les Eglantiers.- Diverse aansluitingen.- Elektriciteitsaansluiting van de tijdelijke paviljoenen.- Goedkeuring van de uitgave en van de financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien er geprefabriceerde paviljoenen zijn geplaatst om kinderen te onthalen tijdens de verbouwingswerken aan de school Les Eglantiers;

Aangezien de hoogspanningscabine die weliswaar op het terrein aanwezig is onvoldoende blijkt te zijn om de 9 geprefabriceerde paviljoenen van elektriciteit te voorzien, zowel voor de verwarming als voor de verlichting;

Aangezien er een tijdelijke hoogspanningscabine is geplaatst door de met de werken belaste onderneming;

Aangezien deze aangesloten dient te worden en daarna opgeheven dient te worden en onze dienst hiertoe een prijsofferte heeft gevraagd aan de firma Sibelga, wat door zijn statuut de enige beheerder is van het openbaar gas- en elektriciteitsnet voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien de offerte van de onderneming Sibelga met het oog op deze aansluiting 17.132,00 EUR bedraagt excl. btw of 20.729,72 EUR incl. btw;

Aangezien deze uitgave van 20.729,72 aangerekend kan worden op artikel 722/724-60/96 "Scholen lager onderwijs – Verschillende interventies en aankopen voor technische installaties";

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist :

- 1) de op 20.729,72 EUR (incl. vermeerdering en btw) geraamde uitgave goed te keuren;
- 2) de uitvoering van deze werken toe te wijzen aan Sibelga, beheerder van het openbaar gas- en elektriciteitsnet;
- 3) de uitgave van 20.729,72 EUR onder artikel 722/724-60/96 van de buitengewone begroting van 2013 vast te leggen;
- 4) in te stemmen met de financiering van de uitgave door een lening.

Objet 7B – 1 : **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une abrogation, une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit :

Abrogations :

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.121.- Rue Henri Van Zuylen, 30, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.151.- Rue Dodonée, 9, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.275.- Rue Edith Cavell, 103;

Rectifications :

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.89.- Avenue Jean et Pierre Carsoel, au carrefour avec l'avenue Georges Lecointe;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.237.- Rue Victor Allard, aux nos 112-114, du lundi au samedi, de 8h00 à 18h00, sur une distance de 15m;

Nouvelles dispositions :

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.475.- Avenue Jean et Pierre Carsoel, au carrefour avec la chaussée de Saint-Job et la place de Saint-Job;

13.E.476.- Avenue Jean et Pierre Carsoel, au carrefour avec la rue de la Pêcherie;

13.E.477.- Dieweg, au carrefour avec l'avenue Jean et Pierre Carsoel et l'avenue Wolvendael;

13.E.478.- Avenue Jean et Pierre Carsoel, au carrefour avec Dieweg et l'avenue Wolvendael;

13.E.479.- Avenue de Mercure, au carrefour avec l'avenue Jean et Pierre Carsoel;

13.E.480.- Avenue Albert Lancaster, au carrefour avec l'avenue Jean et Pierre Carsoel;

13.E.481.- Avenue Georges Lecointe, au carrefour avec l'avenue Jean et Pierre Carsoel;

13.E.482.- Avenue Louis Thévenet, au carrefour avec l'avenue Jean et Pierre Carsoel;

13.E.483.- Rue Basse, au carrefour avec l'avenue Jean et Pierre Carsoel;

13.E.484.- Place de Saint-Job, au carrefour avec la chaussée de Saint-Job et l'avenue Jean et Pierre Carsoel;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.310.- Rue Gatti de Gamond, 145 (deux zones);

13.J.311.- Rue Henri Van Zuylen, 51;

13.J.312.- Avenue Montjoie, 38;

13.J.313.- Avenue Montjoie, 96 (deux zones);

13.J.314.- Rue de l'Etoile, 38 (deux zones);

13.J.315.- Rue De Broyer, 2;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.244.- Avenue de l'Agneau;

Article 22.F.- Des dispositifs surélevés sont aménagés aux endroits suivants (plateaux):

22.F.79.- Avenue Georges Lecointe, au carrefour avec l'avenue Jean et Pierre Carsoel;

22.F.80.- Avenue Louis Thévenet, au carrefour avec l'avenue Jean et Pierre Carsoel.

Onderwerp 7B – 1 : Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Aangezien het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd op 7 september 2000, gewijzigd moet worden;

Aangezien bepaalde artikels ingetrokken of geactualiseerd moeten worden of een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Besluit het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekkingen :

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.121.- Henri Van Zuylenstraat, 30, over een afstand van 6 m;

17.II.1.d.151.- Dodonéestraat, 9, over een afstand van 6 m;

17.II.1.d.275.- Edith Cavellstraat, 103;

Verbeteringen :

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.89.- Jean en Pierre Carsoellaan, aan het kruispunt met de Georges Lecointelaan;

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.237.- Victor Allardstraat, aan de nrs 112-114, van maandag tot zaterdag, van 8 tot 18 uur, over een afstand van 15 m;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.475.- Jean en Pierre Carsoellaan, aan het kruispunt met de Sint-Jobsesteenweg en het Sint-Jobsplein;

13.E.476.- Jean en Pierre Carsoellaan, aan het kruispunt met de Visserijstraat;

13.E.477.- Dieweg, aan het kruispunt met de Jean en Pierre Carsoellaan en de Wolvendaellaan;

13.E.478.- Jean en Pierre Carsoellaan, aan het kruispunt met de Dieweg en de Wolvendaellaan;

13.E.479.- Mercuriuslaan, aan het kruispunt met de Jean en Pierre Carsoellaan;

13.E.480.- Albertlaan Lancaster, aan het kruispunt met de Jean en Pierre Carsoellaan;

13.E.481.- Georges Lecointelaan, aan het kruispunt met de Jean en Pierre Carsoellaan;

13.E.482.- Louis Thévenetlaan, aan het kruispunt met de Jean en Pierre Carsoellaan;

13.E.483.- Diepestraat, aan het kruispunt met de Jean en Pierre Carsoellaan;

13.E.484.- Sint-Jobsplein, aan het kruispunt met de Sint-Jobsesteenweg en de Jean en Pierre Carsoellaan;

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :

13.J.310.- Gatti de Gamondstraat, 145 (twee zones);

13.J.311.- Henri Van Zuylenstraat, 51;

13.J.312.- Montjoielaan, 38;

13.J.313.- Montjoielaan, 96 (twee zones);

13.J.314.- Sterstraat, 38 (twee zones);

13.J.315.- De Broyerstraat, 2;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u worden voorzien op de volgende plaatsen :

22.E.244.- Lamlaan;

Artikel 22.F.- Op de volgende plaatsen worden verhoogde inrichtingen voorzien (plateaus) :

22.F.79.- Georges Lecointelaan, aan het kruispunt met de Jean en Pierre Carsoellaan;

22.F.80.- Louis Thévenetlaan, aan het kruispunt met de Jean en Pierre Carsoellaan.

Objet 8A – 1 : **Marchés publics.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins fixant les conditions des marchés.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation de marchés par procédures négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services,

Prend pour information la décision du Collège échevinal suivante :

- 13 novembre 2013 - Achat de matériel pour prêts - 9.000 € (T.V.A. comprise) - Article 76301/744-98/90 - Fonds de réserve.

Onderwerp 8A – 1 : **Overheidsopdrachten.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen die de voorwaarden van de opdrachten vaststellen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 13 november 2013 - Aankoop van materiaal voor uitleningen - 9.000 € (B.T.W. Inbegrepen) - Artikel 76301/744-98/90 - Reservefonds.

Objet 8A – 2 : **Subsides aux services d'aides aux familles.- Exercice 2013.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 21.375 € est prévu à l'article 844/332-02/90 du budget 2013 "subsides aux services d'aide aux familles";

Considérant que le service de l'Action sociale fait appel à cinq organismes privés pour l'aider à faire face à toutes les demandes d'aides familiales et d'aides seniors;

Que ces cinq organismes repris ci-dessous ont introduit une demande de subsides pour 2013 :

- A.S.B.L. Centre familial de Bruxelles;
- A.S.B.L. Solidariteit voor het gezin;
- A.S.B.L. Aide et soins à domicile;
- A.S.B.L. Familiehulp;
- A.S.B.L. CSD;

Que les subsides peuvent être alloués en vertu du règlement voté par le conseil communal le 26 juin 2003;

Considérant que les subsides sont accordés au prorata du nombre d'ucclois aidés par chaque association;

Approuve comme suit la répartition des subsides pour 2013 :

- | | |
|---|--------------|
| - A.S.B.L. Centre familial de Bruxelles | 10.222,92 €; |
| - A.S.B.L. Solidariteit voor het gezin | 286,42 €; |
| - A.S.B.L. Aide et soins à domicile | 1.687,44 €; |
| - A.S.B.L. Familiehulp | 869,73 €; |
| - A.S.B.L. CSD | 8.308,49 €. |

Onderwerp 8A – 2 : **Toelagen aan diensten voor gezinshulp.- Dienstjaar 2013.**

De Raad,

Aangezien een krediet van 21.375 € voorzien is op het artikel 844/332-02/90 van de begroting 2013 : "Toelagen aan diensten voor gezinshulp";

Overwegende dat de dienst voor Sociale Actie beroep doet op private instellingen om te kunnen beantwoorden aan alle aanvragen tot het bekomen van gezins- en bejaardenhelpsters;

Dat de vijf hieronder vermelde instellingen een aanvraag tot toelagen voor 2013 ingediend hebben :

- V.Z.W. "Centre familial de Bruxelles";
- V.Z.W. Solidariteit voor het gezin;
- V.Z.W. "Aide et soins à domicile";
- V.Z.W. Familiehulp;

- V.Z.W. CSD;

Dat deze toelagen mogen verleend worden krachtens het reglement gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 26 juni 2003;

Gezien de toelagen worden toegekend naar verhouding van het door elke vereniging aantal geholpen ukkelaars;

Keurt de verdeling van de toelagen voor 2013 als volgt goed :

- V.Z.W. Centre familial de Bruxelles	10.222,92 €
- V.Z.W. Solidariteit voor het gezin	286,42 €
- V.Z.W. Aide et soins à domicile	1.687,44 €
- V.Z.W. Familiehulp	869,73 €
- V.Z.W. CSD	8.308,49 €.

Objet 8A – 3 : **Subsides à divers organismes à caractère social.- Année 2013.**

Le Conseil,

Vu les crédits inscrits à l'article 849/332-02/90 du budget pour l'exercice 2013;

Vu la loi du 14 novembre 1983;

Vu la circulaire du 9 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 ayant pour objet le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu le formulaire de demande de subsides envoyé à chacune des associations;

Que celles-ci ont bien transmis les formulaires avec, le cas échéant, les documents comptables demandés;

Qu'après examen il apparaît que l'association Dynamo possède un compte de dépôt avec une somme d'argent plus ou moins importante;

Que le travail social réalisé par cette association est considérable et qu'il convient donc bien que l'Administration communale d'Uccle leur accorde le subside repris sur la liste en annexe,

Approuve la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 novembre 2013 d'attribuer les subsides suivant le tableau ci-annexé.

Onderwerp 8A – 3 : **Toelagen aan verscheidene sociale organisaties.- Dienstjaar 2013.**

De Raad,

Gelet op de kredieten voorzien op artikel 849/332-02/90 van de begroting voor het jaar 2013;

Gelet op de wet van 14 november 1983;

Gelet op het rondschrijven van 9 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 houdende controle op de toekenning en het gebruik van de toelagen verleend door de gemeenten;

Gelet op het aan iedere vereniging toegestuurd aanvraagformulier;

Gezien deze hun formulieren wel ingediend hebben met, wanneer het nodig was, gevraagde boekhoudkundige documenten;

Dat na onderzoek blijkt dat de vereniging Dynamo over geld beschikt op een spaarrekening;

Dat het sociaal werk dat zij realiseren enorm is en dat het dus normaal is dat het Gemeentebestuur van Ukkel haar de toelage toekent,

Keurt het voorstel goed van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 november 2013 om de toelagen toe te kennen volgens de bijgevoegde tabel.

Objet 8A – 4 : Intervention communale dans les frais de déplacement des travailleurs uclois fréquentant une entreprise de travail adapté (2012-2013).- Détermination du montant alloué.

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil communal du 27 juin 1996 relative au règlement pour la prise en charge des frais de déplacement des handicapés uclois fréquentant une entreprise de travail adapté;

Vu la décision prise par le Collège en séance du 6 novembre 2013 de proposer au Conseil communal d'octroyer à chaque handicapé uclois concerné une intervention communale sur base d'un montant maximum de 75,00 € par trimestre de fréquentation pour la période allant du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013;

Que l'article 833/331-01/90 du budget ordinaire permet cette dépense,

Décide d'octroyer pour la période du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013 à chaque travailleur uclois qui fréquente une entreprise de travail adapté, une intervention communale sur base d'un montant maximum de 75,00 € par trimestre de fréquentation.

Onderwerp 8A – 4 : Gemeentelijke tussenkomst in de verplaatsingskosten van de Ukkelse werknemers die in een onderneming voor aangepast werk werken (2012-2013).- Vaststelling van het toegekende bedrag.

De Raad,

Gelet op de gemeenteraadsbeslissing van 27 juni 1996 betreffende het reglement voor de ten laste name van de verplaatsingskosten van de Ukkelse gehandicapten tewerkgesteld in een onderneming voor aangepast werk;

Gelet op de beslissing van het College genomen in zitting van 6 november 2013 om aan elke betrokken Ukkelse werknemers een gemeentelijke tussenkomst toe te kennen op basis van een maximum bedrag van 75,00 € per aanwezig trimester voor de periode gaande van 1 oktober 2012 tot 30 september 2013;

Dat artikel 833/331-01/90 van de gewone begroting deze uitgave voorziet,

Besluit voor de periode van 1 oktober 2012 tot 30 september 2013 aan elke Ukkelse werknemer die in een onderneming voor aangepast werk werkt een gemeentelijke tussenkomst toe te kennen op basis van een maximum bedrag van 75,00 € per aanwezig trimester.

Objet 8A – 5 : Acceptation d'un legs mobilier.

Le Conseil,

Considérant que le notaire Véronique Bonehill nous informe que Monsieur Willy Polster a désigné la Commune d'Uccle - Service Social et Familial du 3ième âge - avec Unicef Belgique et La Croix Rouge de Belgique, pour légataire universel;

Attendu que les avoirs de M. Polster chez BNP Paribas Fortis s'élèvent à 94.873,49 € sur le compte à vue, 55.988,12 € sur un compte à terme + un compte-titre, montant inconnu à ce jour;

Vu la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins du 20 novembre 2013 d'inviter le Conseil communal à accepter formellement ce legs,

Marque son accord pour l'acceptation formelle du legs de Monsieur Willy Polster.

Onderwerp 8A – 5 : Aanvaarden van een roerend legaat.

De Raad,

Aangezien notaris Véronique Bonehill ons informeert dat de Heer Willy Polster de Gemeente Ukkel – Sociale en Familiale dienst van de Derde Leeftijd – samen met Unicef België en het Rode Kruis van België heeft aangeduid als erfgenaam;

Aangezien de tegoeden van de Heer Polster bij BNP Paribas 94.873,49 € op een zichtrekening, 55.988,12 € op een termijnrekening + een kasbonrekening voor een nog onbekend bedrag, bedragen;

Gelet op het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 november 2013 om de Gemeenteraad voor te stellen dit legaat formeel te willen aanvaarden, Verklaart zich akkoord met de formele aanvaarding van dit legaat.

**- Mme l'Echevin Gol-Lescot rentre –
- Mevr. de schepenen Gol-Lescot komt de zaal binnen -**

Objet 8A – 6 : Typhon au Philippines.- Aide financière.

M./de h. Desmet demande pourquoi l'organisme Unicef a été choisi spécifiquement pour l'octroi d'une aide financière de 1.000 €?

M. le Président/de h. Voorzitter répond que le Collège a suggéré cet organisme parce qu'il est très solide et professionnel dans son travail. De plus, Unicef s'occupe en priorité des enfants.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepenen Delwart explique que des organismes doivent être extrêmement habitués pour faire face à ce genre de catastrophe telle que les Philippines. Le tremblement de terre à Haïti le prouve clairement puisque les petites associations, animées de bonnes intentions, se retrouvaient confrontées à des difficultés sur place. De plus, Unicef, qui connaît une bonne réputation, est la seule association qui a sollicité le soutien de la Commune d'Uccle.

Objet 8A – 6 : Typhon Haiyan aux Philippines - Aide financière.

Le Conseil,

Attendu qu'un montant de 2.250 € est prévu au budget 2013 à l'article 140/332-02/90 "Subside aux victimes de calamités";

Vu le typhon Haiyan qui a eu lieu aux Philippines;

Vu l'urgence des appels de fonds lancés par les différentes organisations actives sur place dont Unicef,

Approuve la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 20 novembre 2013 d'octroyer une aide financière de 1.000 € à "Unicef" pour l'aide urgente aux victimes du typhon aux Philippines.

Onderwerp 8A – 6 : Tyfoon Haiyan in de Filipijnen.- Toelage.

De Raad,

Aangezien een krediet van 2.250 € voorzien is op het artikel 140/332-02/90 van de begroting 2013 : Toelagen aan slachtoffers van een natuurramp;

Aangezien een tyfoon Haiyan plaatsvond in de Filipijnen;

Gezien de hoogdringende oproep naar fondsenwerving door verschillende plaatselijke organisaties waaronder Unicef,

Keurt de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 november 2013 goed om een financiële toelage toe te kennen van 1.000 € ten voordele van Unicef voor de dringende hulp aan de slachtoffers van de tyfoon in de Filipijnen.

**Objet 9A – 1 : Marché publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.-
Communication des décisions du Collège des Bourgmestres et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège des Bourgmestre et échevins suivante :

- 9 octobre 2013 - Crèche du Globe : achat d'un aspirateur vapeur Kärcher - 495,99 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/744-98/90 - Fonds de réserve.

Onderwerp 9A – 1 : **Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 9 oktober 2013 - Kinderdagverblijf van de Globe : aankoop van een stoomstofzuiger Kärcher - 495,99 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/744-98/90 - Reservefonds.

Objet 9C – 1 : **Subsides à divers organismes à caractère social.- Année 2013.**

Le Conseil,

Vu les crédits inscrits aux articles 849/332-02/90 et 833/332-02/90 du budget pour l'exercice 2013;

Vu la loi du 14 novembre 1983;

Vu la circulaire du 9 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 ayant pour objet le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu le formulaire de demande de subsides envoyé à chacune des associations;

Que celles-ci ont bien transmis les formulaires avec, le cas échéant, les documents comptables demandés pour les subventions de plus de 1.250 €;

Qu'après examen il apparaît que certaines associations possèdent des comptes de dépôt avec des sommes d'argent plus ou moins importantes;

Que le travail social réalisé par ces associations est considérable et qu'il convient donc bien que l'Administration communale d'Uccle leur accorde le subside repris sur la liste en annexe,

Approuve la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 novembre 2013 d'attribuer les subsides suivant le tableau ci-annexé.

Onderwerp 9C – 1 : **Toelagen aan verscheidene sociale organisaties.- Dienstjaar 2013.**

De Raad,

Gelet op de kredieten voorzien op de artikels 849/332-02/90 en 833/332-02/90 van de begroting voor het jaar 2013;

Gelet op de wet van 14 november 1983;

Gelet op het rondschrijven van 9 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 houdende controle op de toekenning en het gebruik van de toelagen verleend door de gemeenten;

Gelet op de aan iedere vereniging toegestuurde aanvraagformulieren;

Gezien deze hun formulieren wel ingediend hebben met, wanneer het nodig was, de gevraagde boekhoudkundige documenten voor de toelagen van meer dan 1.250 €;

Dat na onderzoek blijkt dat zekere verenigingen over veel geld beschikken op een spaarrekening;

Dat het sociaal werk dat zij realiseren enorm is en dat het dus normaal is dat het Gemeentebestuur van Ukkel hun de toelagen toekennen zoals vermeld op de bijgevoegde lijst;

Keurt het voorstel goed van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 november 2013 om de toelagen toe te kennen volgens de bijgevoegde tabel.

Question orales – Mondelinge vragen :

1. Mme Verstraeten : Chaussée d'Alseberg.- Multiples coupures d'électricité intervenues au cours des semaines précédant le mois de juillet et ensuite quatre fois en septembre et le 18 octobre 2013.

1. Mevr. Verstraeten : Alsebergsesteenweg.- Veelvuldige stroomonderbrekingen in de weken voorafgaand aan de maand juli, vier maal in september en op 18 oktober 2013.

Mme/Mevr. Verstraeten explique que des commerçants du Centre d'Uccle et plus précisément de la Chaussée d'Alseberg l'ont interpellée au sujet de multiples coupures d'électricité intervenues au cours des semaines précédant le mois de juillet et ensuite quatre fois en septembre et le 18 octobre de 17h30 à 21h. Ces incidents posent un gros problème pour les commerces d'alimentation (par exemple Picard, les snacks....). Picard a dû jeter une grande quantité de ses réserves. Avez-vous été informés de la fréquence des pannes et des dégâts causés? Avez-vous pu intervenir auprès du gestionnaire de réseau et celui-ci est-il conscient du problème?

M. l'Echevin/ de h. schepen Biermann répond que les statistiques démontrent que des coupures de réseaux sont fréquentes. Les Bruxellois en connaissent de nombreuses. Certes, les quartiers du centre d'Uccle ont rencontré des coupures de réseaux plus importantes dans le courant de l'année 2013. Des informations précises ont été demandées à Sibelga qui a adressé une étude très fouillée concernant les interruptions de fourniture d'électricité. L'étude définit, dans le détail, différentes causes et classe les différentes coupures d'alimentation en trois causes principales. La première concerne la vétusté du réseau, la deuxième concerne les interventions externes (opérations de terrassement réalisées par des intervenants externes au gestionnaire, les inondations, ...) et enfin il y a les coupures dites volontaires.

La raison des coupures des mois de juin et d'octobre s'explique par les coupures volontaires de la part de Sibelga, qui tentait de localiser les fuites de gaz de moyenne pression. Sibelga était bien conscient du problème puisqu'une cartographie a été réalisée afin de définir les investissements qui doivent être réalisés de manière urgente dans la commune. Les investissements signifient que des futurs travaux seront planifiés. Les lignes de moyennes et de basses tensions se situent généralement en trottoir. Les travaux seront donc réalisés en trottoir. La commune est pourvue de 180 km de câbles pour la moyenne tension et 370 km pour la basse tension. L'ampleur de la tâche est donc énorme. Sur les 19 communes, le taux de renouvellement du réseau électrique est de 2% par an. Compte tenu de la situation spécifique des installations à Uccle, Sibelga a décidé de reporter le taux de remplacement pour la moyenne tension à un taux de 3,62% (au lieu de 2%) et de 2,47% pour la basse tension. Concrètement, cela signifie que les câbles de moyenne tension en 2014 seront renouvelés sur 3 km et la basse tension sur 10 km, soit un total de 13 km de câbles qui seront remplacés sur le territoire de la commune.

La cartographie, mise à disposition de l'Assemblée, permet d'analyser les différentes zones, dont celles de la chaussée d'Alseberg. Ces zones sont prises en considération. La limite de ce qu'on peut réaliser comme travaux sur une année n'est pas seulement liée à l'effort financier que peut faire le gestionnaire pour le remplacement mais aussi à la capacité de la population de subir les nuisances de ces chantiers également.

D'une part, on a les nuisances provoquées par les coupures de courant, d'autre part, les chantiers doivent pouvoir être coordonnés mais il faut en subir les conséquences puisqu'il s'agit d'ouverture en trottoir sur 13 km sur une année. Sibelga, consciente du problème, est réactif et débloque les budgets nécessaires mais il faut intégrer les chantiers dans la planification de l'ensemble des chantiers sur le territoire communal. A cet égard, on a pu le constater encore récemment avec un effondrement de voirie sur la chaussée d'Alseberg, qui était lié aux installations, non pas de Sibelga mais bien de Vivaqua.

Une réunion a eu lieu avec la Région, gestionnaire de la voirie, afin d'entamer une réflexion sur la coordination des différentes interventions qui sont nécessaires sur la chaussée d'Alseberg pour réaménager et rénover les différentes installations des multiples concessionnaires présents sur le territoire.

- M. Desmet quitte la séance –
- de h. Desmet verlaat de zitting -

2. M. Minet : Uccle, une commune du commerce équitable.

2. De h. Minet : Ukkel, een fair-trade gemeente.

M./de h. Minet explique que la Commune d'Uccle mène, depuis plusieurs années, des actions en faveur d'un développement durable, à l'occasion de l'adoption de l'Agenda 21 dont l'enjeu sur le territoire communal, faut-il le rappeler, répond à une contribution d'une ampleur mondiale. A cet effet, Uccle n'a certainement pas manqué de se sentir plus sensible à cet état d'esprit qui nous invite tous, administration communale et citoyens à privilégier une consommation plus réfléchie, moins impulsive et, en tous les cas, plus équitable. Le grand écart entre une politique économique libérale consumériste et les valeurs d'une gestion solidaire humaniste et éthique de la communauté s'étire tous les jours davantage, ne manquant pas de provoquer auprès des citoyens, la peur face à l'avenir de notre monde devenu incertain.

Le gaspillage alimentaire qui se mesure par cet autre grand écart entre un monde où un milliard de gens mangent et un autre milliard ne mangent pas, bien que nous soyons tous égaux en dignité, nous invite à réfléchir à un plaidoyer pour une modification de nos us alimentaires coopérant ainsi au développement durable qui garantit le respect des droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, principalement dans les pays du Sud. Rappelons que la consommation des administrations publiques s'élève dans les pays de l'Union européenne à 14% du Produit national brut (PNB). En effectuant des achats responsables, la commune contribue activement au développement durable non sans témoigner d'un rôle d'exemple à jouer auprès de la population, des institutions privées et des entreprises. Quelles sont les mesures prises par l'Administration communale qui favorisent l'inclusion du commerce équitable dans ses propres achats? Est-il possible d'être avisé sur l'état d'avancement de la feuille de route des critères de la campagne, à savoir:

- les commerces et les établissements Horeca proposant au moins deux produits de commerce équitable;
- la consommation de produits équitables par des entreprises et organisations (écoles, associations);
- l'organisation chaque année d'un événement de sensibilisation grand public;
- la constitution du comité de pilotage;
- la mise en place d'initiatives pour stimuler la consommation ou la production durable au niveau local.

M. Minet conclut par l'apophtegme de Régis Debray : "Verdi n'a-t-il pas fait reverdir l'Italie de son temps avec un mot d'ordre de tous les temps : "Tournons-nous vers le passé, ce sera un progrès" ?"

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que la motion relative au commerce équitable a été votée au Conseil communal en 2010 et le Collège fait son possible pour la mettre en œuvre. M. l'Echevin Cools va relater ce qui est entrepris ou ce qui est en cours cette année-ci.

Lors du dimanche sans voitures, des partenaires, liés au commerce équitable, ont été invités sur le Parvis Saint-Pierre (dégustations, jeux, vêtements, matériels équitables divers ont été présentés). Des jus et des vins équitables sont proposés aux différentes manifestations d'Uccle.

L'achat de produits équitables a été inséré dans une série de clauses sociales et environnementales dans le marché public. Dans le marché octroyé en octobre 2013, des machines à café sont prévues dans les salles de réunions et le café est 100% fair trade et bio.

Une cartographie des ressources durables de la commune a été réalisée. Celle-ci met en valeur le commerce équitable, favorisé par certains exploitants. Ces cartographies seront publiées sur le site internet de la commune mais après avoir résolu quelques problèmes informatiques, liés au système d'informations géographiques (SIG).

Cette année-ci, des rencontres ont été organisées avec le coordinateur de la campagne commune du commerce équitable. De plus, un petit-déjeuner équitable a été organisé par l'école Saint-Vincent de Paul à la commune-même lors de la semaine du commerce équitable.

Des contacts ont été pris avec certains citoyens et commerces intéressés afin de mettre sur pied un comité de pilotage.

Par contre, M. l'Echevin Cools est assez réticent de voir s'organiser de grands événements parce qu'ils suscitent une débauche d'énergie et se demande si de tels événements ponctuels sont utiles.

Un sujet intéressant est à l'étude et des contacts seront pris entre le service de l'Urbanisme et de l'Education afin d'insérer la Campagne "Ma classe en fait un max", lancée cette année-ci par Fair trade Max Havelaar. Le thème, intitulé "Banan attaque !", sera présenté par divers reportages et fiches éducatives sur l'exploitation de la banane, dont tout le monde raffole. Les enfants en apprendraient plus sur le processus de production des bananes et des avantages que représentent le commerce équitable pour les producteurs, leur famille et toute la communauté villageoise.

Le thème de la banane avait d'ailleurs fait l'objet d'une conférence, organisée en 2010, à laquelle des personnes, originaires de Saint-Domingue, avaient expliqué l'utilité d'un tel commerce.

M./de h. Minet rappelle qu'il faut garder un esprit de sensibilisation.

3. M. Wyngaard : La Maison de l'énergie Soignes.

3. de h. Wyngaard : Het Energiehuis van het Zoniënwoud.

M./de h. Wyngaard explique que la région a récemment mis en place une Maison de l'énergie qui comprend 6 antennes, une par zone de police. L'antenne de notre zone de police, dénommée "Maison de l'énergie Soignes" est située Place A. Payfa-Fosseprez 13 à Watermael-Boitsfort et a été inaugurée la semaine dernière. Accessibles aux citoyens uclois, boitsfortois et auderghemois, locataires ou propriétaires, cette Maison de l'énergie a pour but de les aider à réduire leurs factures d'énergie. Les services offerts sont nombreux : informations sur les primes et les prêts, conseils sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, visites à domicile, petites interventions et accompagnement personnalisé. Il semble essentiel que les services communaux (le service Environnement et la personne chargée du suivi de l'Agenda 21 local) collaborent de manière étroite avec les responsables de cette nouvelle institution, que la commune informe les Ucclois de sa création et des précieux services que celle-ci pourrait leur rendre. Est-il possible d'avoir des précisions sur ce qui est prévu en la matière?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools pense que cette Maison de l'énergie n'aurait jamais dû être créée car elle fait double emploi avec des initiatives préexistantes qui coûtent cher à la collectivité. La région a pris cette initiative mi-2011 et un budget de 2.300.000 € a été débloqué pour les douze premiers mois de fonctionnement.

Un guichet est ouvert à Watermael-Boitsfort bien que le Collège doute que les Ucclois se précipitent en bus ou en voiture pour avoir des conseils de l'énergie alors qu'un autre guichet existe déjà à Uccle. Tout cela s'élève à un montant de 321.000 € rien que pour la zone de police à Uccle. Cette initiative a soulevé un tollé dans le monde associatif. Cela fait double emploi avec certaines A.S.B.L. et avec ce que fait déjà la commune dans le guichet énergie, qui fonctionne très bien.

La commune ne refuse toutefois pas de collaborer avec ladite Maison et participe donc, à sa demande, à un certain nombre d'initiatives. A la foire de Saint-Job, le guichet communal de l'énergie et de la Maison était commun. De plus, ils renvoient le courrier, envoyé chez eux par erreur, afin que la commune puisse offrir une réponse le cas échéant.

Le guichet communal de l'énergie se développe petit à petit et est installé au 27, rue Auguste Danse.

M./de h. Wyngaard ne partage pas le point de vue de M. l'Echevin Cools mais pense que ce service est utile pour de nombreux ucclois puisqu'il se déplace à domicile et qu'il est de surcroît gratuit.

M. le Président/de h. Voorzitter intervient pour préciser que ce service n'est pas gratuit pour le contribuable.

M./de h. Wyngaard répond que ce sont des choix politiques. L'isolation du bâti bruxellois lui semble prioritaire. La commune doit veiller à communiquer aux Ucclois l'existence du guichet à Watermael-Boitsfort afin qu'ils puissent, malgré la distance, en profiter.

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de Conseillers communaux :

1. M. Wyngaard : Soutien communal au lancement d'un Repair café ucclois.

1. de h ; Wyngaard : Gemeentelijke steun om een Ukkels Repair café op te starten.

M./de h. Wyngaard explique que les Repair café se multiplient, depuis quelques mois, dans notre pays et dans notre région. Ce concept a été lancé en 2007 aux Pays-Bas par Martine Postma. Il a, depuis lors, essaimé dans d'autres pays d'Europe dont la Belgique.

Tout citoyen qui dispose d'un appareil défectueux (grille-pain, percolateur, matériel audio...), d'un vélo abîmé, d'un vêtement troué, d'un meuble cassé... peut se rendre à un Repair café afin que des bénévoles (électriciens, couturiers, menuisiers...) tentent de le réparer/de recoudre ce qui doit l'être. Le travail se fait ensemble, sous les yeux, avec les conseils et sur base des informations, de la personne qui apporte l'objet. On peut y venir en famille, avec ses enfants, petits-enfants... "Il y a toujours quelque chose à apprendre au Repair café". En attendant son tour, on est invité à échanger, à partager ses expériences, autour d'un verre. Les aspects pédagogiques et sociaux de ce concept sont loin d'être secondaires. En outre, les résultats sont très concluants : le taux de réparation pour le matériel électro est de plus de 2/3, pour les vélos ou les vêtements il est de quasi de 100%. Pourquoi avoir créé les Repair cafés? Ce concept est né du constat que (information tirée du site internet des Repair cafés belges) : "Nous autres, Européens, jetons énormément. Aussi ce qui est à peine abîmé et serait parfaitement utilisable après une simple réparation. Mais nous ne savons plus comment faire. Le savoir-faire en la matière est en voie de disparaître. L'expérience de ceux et celles qui possèdent encore ces connaissances pratiques n'est pas toujours appréciée à sa juste valeur et n'est pas suffisamment mise à profit. Les objets remis en état sont plus longtemps utilisables et ne sont plus jetés, réduisant la consommation de matières premières et d'énergie nécessaires à la fabrication de nouveaux produits. Ce qui réduit aussi les émissions de CO2. Le Repair Café apprend aux gens à voir autrement ce qu'ils possèdent, à en redécouvrir la valeur. Le Repair Café favorise un changement de mentalité, qui est la condition première à une société durable construite par tous".

Bruxelles compte déjà 7 Repair cafés (Ixelles, Molenbeek, Watermael-Boitsfort, Berchem-Sainte-Agathe, Forest, Anderlecht et Schaerbeek), qui se tiennent généralement une fois par mois, un dimanche après-midi, et qui rencontrent un succès toujours croissant.

Les Repair cafés naissent d'initiatives citoyennes mais méritent pleinement d'être soutenus par l'autorité publique, a fortiori par les pouvoirs locaux. Pareil dispositif cadre d'ailleurs parfaitement avec l'Agenda 21 local adopté en 2009 par le conseil dont l'Objectif A2 vise à "Créer des outils de sensibilisation du citoyen dans ses démarches durables". Il y est notamment question de déchetterie, bulles à verre, commerces équitables, de seconde main, bios, réparateurs, agences de tourisme durable, etc.

L'Objectif D1 prévoit de "Favoriser la participation citoyenne active à la vie de la cité", notamment en apportant une aide aux actions citoyennes durables : Petites aides financières ponctuelles (achat de petit matériel, communication sur un projet...), aide logistique (prêt d'une salle pour une réunion, une fête..., impression d'une affiche...)... Dans ce cadre, est-ce que la commune serait prête, afin de favoriser le lancement d'une telle initiative sur le territoire uclois, à mettre une salle à disposition des responsables Repair cafés afin que puisse se tenir une séance d'informations sur le sujet et que celle-ci soit publiée dans le Wolvendael et sur le site internet communal?

En outre, si des habitants devaient se montrer prêts à prendre en charge l'organisation d'un Repair café uclois, la commune accepterait-elle de les soutenir sur un plan logistique (prêt de matériel, mise à disposition, gracieusement, d'un local mensuellement...)?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique que l'agenda 21 prévoit cet objectif mais le nommait, dans sa version, "Ressourcerie". Aucun groupe de citoyens n'a contacté la commune pour mettre ce projet en œuvre. Si la commune est contactée, la demande sera analysée afin de voir dans quelle mesure on peut y répondre. Mettre une salle à disposition n'est pas une tâche difficile. Cela se complique si on demande des locaux ou du matériel pour la création de ces Repair cafés, créant dans ce cas-là un impact budgétaire.

Une seule personne s'était présentée à la commune afin d'exposer aux uclois ce qu'elle faisait à Woluwe. Lors de cette même réunion, toute une série de possibilités en matière d'économie d'énergie avait été énoncée.

La commune reste positive devant ce type de demandes bien que celles-ci seront d'abord analysées mais il est en effet essentiel de recycler des outils, machines, ...qui peuvent être réutilisés plutôt que de les envoyer à la déchetterie.

M. le Président/de h. Voorzitter préfère le terme "Repair Café" que "Ressourcerie".

M./de h. Wyngaard donnera l'information aux personnes concernées qui ne manqueront pas de contacter rapidement M. l'Echevin Cools. Ces personnes ont besoin de peu de matériel puisqu'ils vont contribuer ensemble pour en acquérir. Ils ont besoin d'un lieu pour se réunir une fois par mois. Il serait peut-être intéressant que la déchetterie collabore en signalant les objets qu'il n'y a pas lieu de jeter dans le container.

2. M. De Bock : Les efforts accomplis par la Commune pour augmenter le nombre de places dans les crèches pour les Uclois.

2. de h. De Bock :

M.de h. De Bock explique que les chiffres transmis indiquent que près d'une trentaine de places sur 200, soit 15% concernent des familles non-ucloises.

Alors que deux nouvelles crèches (Homborch et celle du C.P.A.S.) ont été construites ces 6 dernières années, la demande dépasse largement l'offre. Plusieurs communes voisines, devant l'augmentation des besoins des habitants, ont adapté leur règlement communal et ont mis la priorité sur les habitants de leur commune alors qu'elles offraient précédemment un droit de préférence à leur personnel communal non-résident. Ces nouveaux règlements ont fait reporter la charge d'accueil sur les communes résidentes des membres du personnel, ce qui augmente les besoins. Cela crée des situations vécues par beaucoup de nos habitants comme une injustice, estimant payer des impôts locaux, ayant contribué à la construction de nouvelles crèches profitant à 15% des personnes habitant une

autre commune. Certaines femmes doivent faire le choix de mettre leur carrière entre parenthèses, pour s'occuper de leurs 2 ou 3 enfants car les crèches privées sont inaccessibles pour les revenus moyens inférieurs. M. De Bock pose les questions suivantes. A combien peut-on estimer les coûts investis par la commune dans la politique de la petite enfance? A combien s'élève par an les coûts d'entretien et de personnel pour l'accueil des 200 et quelques enfants? Quelles sont les besoins et demandes annuelles reçus? Le règlement, comme les autres communes, va-t-il être adapté afin que les familles ucloises puissent être prioritaires. Le Gouvernement bruxellois a réservé près de 10 millions d'euros à de nouveaux projets permettant de créer 500 nouvelles places. Suite à l'appel à projets pour la création de nouvelles infrastructures, lancé par le Ministre-Président le 1er avril 2013, 13 projets ont été sélectionnés, 10 sont portés par des Communes, 2 par des C.P.A.S. et 1 par une A.S.B.L. Le soutien s'est par ailleurs concentré dans les zones où le taux de couverture en places de crèche est le plus faible. Quelle est le taux de couverture? Un dossier a-t-il été rentré vu la faible couverture? Est-ce que ce règlement sera adapté pour que les familles ucloises puissent être effectivement prioritaires? Avant de vouloir une nouvelle crèche, n'est-il pas plus simple de changer le règlement avant tout et de l'uniformiser avec les autres communes avant de dépenser de l'argent communal dans une nouvelle structure?

M./de h. Wyngaard pense qu'il existe un règlement plus ou moins identique. Il lui semble que la priorité est accordée aux uclois dans un premier temps et M. Wyngaard souhaite savoir comment le lien était établi et quelle était la logique suivie? Y a-t-il lieu de calquer l'un sur l'autre ou pas? Est-ce que ce sont des situations différentes?

Mme l'Echevin/Mevr de schepen Roba-Rabier explique que le coût salarial 2012 pour les crèches de la commune s'élève à 4.231.129 €, charge patronale comprise. Il se divise en deux parties, l'un s'élève à 3.809.589 € pour les puéricultrices et l'autre à 420.540 € pour les infirmières. De cela, il faut soustraire le subside de l'ONE qui s'élève à 1.302.553,22 €.

Concernant les demandes annuelles et la manière dont on répond aux besoins, 502 demandes ont été répertoriées, avec un chiffre de 124 pour les crèches (\pm 205 places pour les crèches communales dont 96 demandes qui ont été refusées car elles n'étaient pas conformes à la réglementation).

Les familles ucloises sont déjà prioritaires. Pour ce qui concerne exclusivement le personnel communal, y inclus le personnel enseignant, les enfants de parents non uclois représentent un peu plus de 10% et non pas 15%. Une révision du règlement pose un certain nombre de problèmes, notamment pour les puéricultrices qui ont des horaires de travail qui ne leur permettent pas d'envoyer leurs enfants dans d'autres crèches. Les puéricultrices ont du mal à adapter leurs horaires car elles peuvent travailler jusqu'à la fermeture de la crèche ou même commencer à l'ouverture de la crèche. Dix communes sur les 19 appliquent la priorité du personnel. La crèche du C.P.A.S. pratique aussi la priorité à son personnel, et donc les crèches communales ne sont pas une exception à cette règle. On est très attentifs à ce que le gouvernement bruxellois propose comme aide à la création de nouvelles places, ce qui apporte comme résultat que dès le début de l'an prochain, dix nouvelles places d'accueil à la crèche de Saint-Job vont voir le jour. Selon les chiffres de 2011 de l'Institut bruxellois de statistiques et d'analyses (IBSA), la couverture de l'accueil global des moins de 3 ans est de 60,7% à Uccle, soit une capacité de 1.538 places (tout système confondu : ONE, Kind en Gezin, communal, privé, ...). Avec ces chiffres, Uccle arrive en première place sur les 19 communes, suivi d'Auderghem avec 60% et Molenbeek se retrouve à la dernière place avec 14,40%. Vu les chiffres établis, Uccle n'est donc pas une commune prioritaire. L'appel à projet de la Région, concernant les infrastructures, est à présent annuel. Le Collège est sensibilisé au fait de chercher des solutions pour augmenter encore les places d'accueil soit en crèche communale ou dans les haltes d'accueil. Mme l'Echevin Roba-Rabier n'a pas évoqué la réalisation de nouvelles crèches. Ce n'est pas envisagé ni envisageable.

Les textes officiels du plan cigogne doivent encore être reçus.

M./de h. De Bock rappelle que Mme l'Echevin Roba-Rabier a annoncé que la crèche de Saint-Job va acquérir dix nouvelles places supplémentaires et demande si des projets, suite à l'appel à projets de la Région bruxelloises, ont été rentrés. Ces dix nouvelles places sont-elles subventionnées et par qui ?

Mme l'Echevin/Mevr de schepen Roba-Rabier répond que la Commune a bénéficié d'un financement partiel. Les dix nouvelles places ont été décidées préalablement. Elle complètera sa réponse et transmettra les chiffres prochainement.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Maison explique qu'au mois de septembre, les frères et sœurs ainsi que les enfants du personnel enseignant des écoles communales auront la priorité. A partir du mois d'octobre jusque fin décembre, les Ucclois ont la priorité. Les non-Ucclois, quant à eux, peuvent s'inscrire sur une liste d'attente. A partir du 1er janvier de l'année civile qui précède l'année scolaire, une liste d'attente est créée où les Ucclois et non-Ucclois sont confondus. Dans le cas où il reste des places vacantes, la liste est ouverte et on inscrit les non-Ucclois en fonction de l'ordre chronologique d'inscription sur la liste d'attente ou sur la liste à partir du 1er janvier. Toutefois, il existe un modérateur à la règle de priorité aux Ucclois. En effet, les non-Ucclois, qui n'ont pas d'écoles officielles plus proches de leur domicile que l'école située sur le territoire de la Commune d'Uccle, sont assimilés à des Ucclois, pour des raisons d'équité.

- Le huis clos est prononcé -
- De gesloten zitting is aanbevolen -

- La séance est levée à 23h45 -

Par ordonnance - Op bevel :
Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,